

François HENRION

Changer la Condition Humaine

**Une alternative
au renouveau du risque
révolutionnaire**

Juin 1999 revu le 16 Février 2010

INTRODUCTION	5
Méthode et limites :	5
Le simple, le simpliste et le complexe :	6
Validité géographique de la démonstration :	7
Au << Club Mickey >>	7
Trois scénarios de crise :	8
1. <u>Le changement du personnel politique par décrédibilisation progressive</u> :	8
2. <u>La guerre comme équivalence à la Révolution</u> :	9
3. <u>Le risque révolutionnaire</u> :	10
De la cause des Révolutions :	11
Prouver le risque révolutionnaire :	12
LE TEXTE À L'ORIGINE DE LA " DÉMONSTRATION PRINCIPALE"	14
CHAPITRE 1 DÉMONSTRATION PRINCIPALE	15
Faillle logique :	15
La concentration oligarchique du pouvoir, nature de cette oligarchie :	18
La Révolution comme échec d'une logique de "marchands de lessive" :	19
Il semble exister une loi de "dématérialisation progressive du pouvoir" :	20
<u>L'exécution de Louis XVI comme aboutissement d'une logique implacable</u> :	20
<u>Le mécanisme de dématérialisation / démocratisation du pouvoir va se poursuivre</u> :	21
La Nouvelle Droite n'est pas celle que l'on croit :	21
Les mutations du Système productif et du Capitalisme :	22
La crise de la concentration oligarchique du pouvoir :	22
Les progrès de la biologie ont un effet direct sur la politique :	24
<u>L'allongement de la durée de la vie humaine ne doit pas être utilisé politiquement</u> :	24
<u>Les conséquences politiques de la généralisation des pratiques contraceptives</u> :	25
Les "mal élus" :	26

Mises en demeure avant contraintes par corps musclées :	27
L'inquiétante structure des forces de l'ordre :	28
Explicitation du mécanisme de la Terreur révolutionnaire :	29
CHAPITRE 2 LA QUESTION ÉCONOMIQUE	31
SECTION 1 LE SECTEUR PRIVÉ	31
Vers une sanction marxiste pour un Capitalisme soviétisé ?	37
Vers une monnaie numérique universelle ?	41
Vers un impôt numérique universel ?	47
SECTION 2 LE SECTEUR PUBLIC	49
CHAPITRE 3 LA QUESTION ETHNIQUE	57
La théorie standard de l'immigration :	57
Une réalité qui échappe au Droit positif :	57
La nature du phénomène migratoire :	60
De l'immigration à la <<Question ethnique>> :	61
Les mutations du fascisme, le cas français :	62
<u>Les mutations du Fascisme</u> :	62
<u>Le cas français</u> :	66
Questions connexes :	68
<u>1. La concentration oligarchique du pouvoir</u> :	68
<u>2. "Expliquons-leur, ils vont bien finir par comprendre" ou la théorie du déficit explicatif</u> :	69
<u>3. Droits de l'Homme et Universalisme</u> :	71
<u>4. Démocratisation de la pensée symbolique et crise de la Franc-Maçonnerie</u> :	73
Tentative de dépassement du cycle fascisme / anti-fascisme :	76
CHAPITRE 4 LE CHANGEMENT DE LA CONDITION HUMAINE.....	78
Les relations entre la Science et la politique :	78
Y a-t-il risque de totalitarisme ?	79
SECTION 1 LA CONDITION HUMAINE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT	81
<u>1-L'antique condition humaine:</u>	81

2-La condition humaine avant 1945:	82
3-La condition humaine depuis 1945:	83
Quand l'Église et les fidèles ne veulent pas voir l' "Accomplissement des temps" et la Parousie :.....	85
Quand le pouvoir politique récuse également la fin de l'ancienne Condition Humaine :	87
La prochaine étape :	88
SECTION 2 LA MARCHÉ VERS LES ÉTOILES	91
L'Espace, c'est de l'espace !	91
La recherche en cosmonautique offre un intérêt politique par elle-même :	95
CHAPITRE 5 UN NOUVEAU POUVOIR POUR UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE.....	97
SECTION 1 LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE	97
La théorie des Ordres et la faille de cette théorie :	97
SECTION 2 DE L'ÉDUCATION DES CITOYENS, DES ÉLITES.....	99
L'ÉDUCATION DES CITOYENS.....	100
De Jules Ferry au Plan Langevin -Wallon :	100
Vers l'"Anarchisme scolaire" :	101
Une "Réaction pédagogique" impossible :	103
<u>Le risque de régression vers l'"infra-humain" :</u>	<u>104</u>
L'égalitarisme conduit à une inégalité hypocrite :	105
Organiser la promotion de l'individu :	105
LA CRISE DES ÉLITES CONSTITUÉES EN ORDRES	111
Un pouvoir qui rêve de ne plus gouverner :	114
Lutter contre la corruption :	115
SECTION 3 IMAGINER UN NOUVEAU POUVOIR	119
PREMIÈRES APPROCHES	119
Le pouvoir moderne face au défi de l'espace et du temps.....	119
<u>1.Le défi de l'espace :</u>	<u>119</u>

De l'État protecteur à l'État prédateur :	119
2. Le défi du temps :	121
SECTION 4 INTERNATIONALISER ET RÉACTIVER LE GAULLISME	125
La quête de l'essence du Gaullisme :	125
Les adversaires successifs du Gaullisme :	127
CONCLUSION.....	130
Vers un anticommunisme "secondaire" ?	130
L'alternative offerte aux oligarques bourgeois :	131

Changer la Condition Humaine

Une alternative au renouveau du risque révolutionnaire

par

François HENRION

Introduction

Ce que vous allez lire n'était au départ sensé être qu'un petit essai politique sur les effets de la concentration oligarchique du Pouvoir, mais la démonstration a gagné en taille pour se transformer finalement en livre.

Méthode et limites :

Nous avons mobilisé pour la rédaction de cet ouvrage, en premier notre mémoire, c'est-à-dire notre culture générale, ce que nous avons retenu sans pour autant nous souvenir d'où nous l'avons lu.

Nous avons également tiré profit de 20 ans de lectures qui se trouvent stockées dans notre bibliothèque, sans oublier les informations vues à la télévision hertzienne et par satellite, données parfois enregistrées afin de conservation, sans oublier le recours à Internet.

Les limites de l'exercice résident dans le fait que nous n'avons utilisé que les éléments dont nous disposions à domicile, sans recherches complémentaires en bibliothèques publiques, il n'est d'ailleurs pas certain que l'exercice puisse se révéler d'un rendement intellectuel supérieur.

Par ailleurs, nous ne disposions pas non plus d'un(e) documentaliste pour rationaliser la recherche.

Nous n'avons également pas reçu le concours d' "économistes sachant compter"¹ pour la rédaction des pages concernant l'économie. Les volontaires peuvent se présenter.

Toutefois, il est fort probable que de nouvelles sources de documentation ne modifieraient en rien la nature de la démonstration.

Il convient de prévenir le lecteur que je suis un "intello des broussailles" pas un modèle parisien qui par son verni culturel peut parler sans trop de risque de presque tout sans subir des contestations trop vives.

J'ai le handicap de devoir rechercher l'information avant de parler de quelque chose, de plus étant le produit d'un enseignement de masse et issu d'un milieu non intellectuel, mes connaissances sont forcément parcellaires, alors nous assemblons une suite de petites données que nous récoltons.

Le simple, le simpliste et le complexe :

Albert EINSTEIN a dit <<Il faut faire simple, mais pas simpliste>>. Telle est la démarche que nous allons adopter, nous allons faire simple.

Mais simple, ne veut pas dire simpliste. Il faut, en effet, se méfier de l'accusation de "simplisme" basée sur la nécessaire complexité des choses dans le monde actuel.

Il existe certes des choses et des sujets complexes mais l'usage que font certains de la complexité n'est pas neutre politiquement. Dans ce cas, l'affirmation de la complicité nécessaire peut cacher une attitude réactionnaire qui consiste à affirmer :

1. Le monde est complexe donc il ne peut être appréhendé que par une pensée complexe donc par des experts, des technocrates, Énarques et autres diplômés du même genre. Alors puisque vous ne faites pas partie de cette élite, vous ne pouvez pas comprendre et dire quelque chose de valable. Nous l'élite, nous avons le pouvoir, dans votre intérêt, car nous savons, ce n'est pas votre cas.
2. Puisque le monde est complexe, nous ne pouvons rien y changer, ni agir sur lui en profondeur, vous devez vous soumettre à l'Ordre naturel des choses et vous résigner, cet Ordre, c'est nous qui le régissons.

Nous pensons au contraire qu'un monde complexe est abordable par la simplicité, qu'il est intelligible et que l'on peut donc transformer le monde.

Prenons l'exemple du droit, l'opinion générale des Facultés de Droit est de dire que le Droit contemporain est nécessairement complexe. Le Droit simple serait le Droit des Sociétés agropastorales des temps bibliques à la France de la Restauration où 24 Codes tenaient en un petit volume.

¹ Pour plagier Charles de GAULLE qui au moment de recruter Georges POMPIDOU recherchait un "agrégué sachant écrire".

Nous pensons au contraire que plus une Société est complexe plus à l'avenir elle devra se réguler par un Droit simple, mais non simpliste; La complexité étant soit un amphigouri voué à l'impasse, soit un artifice pour réserver le pouvoir réel à certains.

Validité géographique de la démonstration :

Nous raisonnons à partir du cadre politique et social français car nous sommes Français et nous vivons en France. Certaines pages ne sembleront pas, à un premier degré d'analyse, concerner l'étranger par exemple les États-Unis.

Toutefois, la crise de la concentration oligarchique du pouvoir concerne toutes les Sociétés, les élites nationales étant finalement très semblables d'un pays à l'autre par leur mentalité et leur mode de raisonnement.

Sur notre planète, ce qui reste encore local, c'est la formation initiale des élites qui fait que par exemple un Haut Fonctionnaire français, sorti de L'École Nationale d'Administration (E.N.A.), ne pourrait pas régir la Société japonaise, même en sachant le japonais, car il ne serait pas diplômé de l'Université de Tokyo.

C'est ainsi que les élites ne sont pas encore interchangeables, mais pour combien de temps ?, les Allemands sortent des universités de Berlin ou Heidelberg, les Britanniques d'Oxford ou de Cambridge, les Américains d'Harvard, Princeton, Yale, Berkeley etc ...

Par ailleurs, ce que nous avons écrit sur le chômage de masse ou la question de l'immigration ne concerne pas tous les pays, certains ignorent, à la fois, les effets du chômage de masse et de l'immigration, d'autres ne connaissent que les effets de l'un ou de l'autre.

Toutefois, le phénomène dit de la mondialisation peut généraliser pour l'avenir, à tous les États de la Terre ce que nous aborderons sous les vocables de "Question économique" et de "Question ethnique".

Au << Club Mickey >>

Cet essai trouve son origine dans un cheminement intellectuel issu d'un événement banal. Lors de la campagne pour les élections régionales de Mars 1992, nous participions à une réunion électorale sur invitation d'un élu local afin d'occuper des places que l'on craignait être vides et d'y faire la "claque".

Ce fut l'occasion pour les jeunes du R.P.R. de prendre mes coordonnées et de m'inviter à participer à leurs réunions. J'étais, certes, réticent mais mon entourage me dit que ce serait une occasion de rencontrer du monde.

Nous nous faisons déjà une triste idée de la politique et cette appréciation n'allait pas tarder à être confirmée, le niveau zéro de la politique existe bien je l'ai pour ainsi dire rencontré.

La section du "R.P.R. jeunes" où nous fûmes conviés avait un fonctionnement que je situerais au niveau, au choix, du fan club d'une vedette de variété, du club de supporters d'une équipe de football ou encore des "Clubs Mickey" (clubs de plage pour jeunes enfants).

Il doit être définitivement révolu le temps où un parti politique était défini comme une organisation visant à sélectionner des candidats aux élections et à définir un programme politique, c'est-à-dire un lieu où l'on trouve des idées et un débat de nature politique.

Nous avons bien entendu parler d'une chiraquisation du parti gaulliste à partir de 1976, mais nous n'en avons pas mesuré la portée à savoir la transformation d'un parti en appareil de promotion d'un homme et de ses alliés, ce que la Gauche a traduit par "État R.P.R." (Le Président Mitterrand ayant d'ailleurs organisé les Socialistes en un système tout aussi intégré).

Concrètement cela tournait à l'organisation de jeunesse chiracquienne avec trois obsessions:

1. Gagner les élections pour le parti sans trop savoir quoi faire une fois au pouvoir.
2. Critiquer l'U.D.F. et lui prendre des circonscriptions.
3. "Gueuler" contre les Socialistes sans même pouvoir formuler une critique rationnelle des idées ou de la mentalité socialiste.

Mais, le plus grave n'était peut-être pas là, c'était l'ambiance : point de calme, une volière à la limite de la publicité pour des cachets d'aspirine. Nous avons bien proposé d'organiser les débats par thèmes, d'ordonner la prise de parole, de mettre par écrit une synthèse annuelle des débats, cela n'intéressa personne d'autant plus que je ne devais pas être assez distingué pour être admis dans un club de réflexion politique tel que les Partis en créent parfois.

Mon départ du R.P.R. jeunes était donc devenu inévitable avec un point d'accord toutefois: nous avons sous-estimé la dégradation de la politique et des partis politiques en France. Nos deux ans de présence furent, en quelques sortes, une vérification pratique d'une hypothèse théorique.

Nous avons, avant de partir, laissé une lettre (21 Janvier 1994) où nous nous préoccupions de la dangereuse liaison entre l'épuisement du politique et l'accumulation des déséquilibres sociaux en France.

Trois scénarios de crise :

Le postulat de départ est que la France s'est mal remise de la révolution de 1789 et qu'elle a longtemps cherché sa voie au moins jusqu'en 1958. D'où la question: pourquoi, depuis 1848 n'y a-t-il plus eu de Révolution en France?

Une réponse possible est que les guerres et les guerres de décolonisation ont eu les mêmes effets qu'une révolution, empêchant ainsi l'accumulation des blocages des rapports sociaux menant au phénomène révolutionnaire.

A partir de là, pour l'avenir, il était facile d'émettre trois scénarios :

1. Le changement du personnel politique par décrédibilisation progressive :

Le personnel politique serait progressivement discrédité, il édicterait dans le vide des législations qui seraient neutralisées par l'indifférence et la force d'inertie de l'opinion publique ("cause toujours, tu m'intéresses !"). Finalement gagné par l'incurie et la corruption, une opération "mains propres" opérée par la justice sur le modèle de l'Italie, révoque une large part du personnel politique qui est ainsi régénéré par l'émergence d'hommes neufs.

Seulement, ce scénario, le plus doux n'est pas réalisable en France car le pouvoir politique, jusqu'à maintenant, contient encore relativement l'action des juges et entend lutter contre la judiciarisation de la vie politique, ce pour le bien de la Démocratie, bien sûr ! Les juges d'instruction² voulant jouer les Vychinski de la corruption politique iront cultiver les fraises en Norvège³.

Par ailleurs, nous verrons que la concentration du pouvoir en France est telle, que le personnel politique, a étouffé toutes possibilités d'émergence d'une classe politique de remplacement.

La crise des élites va probablement même empêcher le renouvellement biologique en interne de la classe politique actuelle, les plus jeunes reproduisant en pire les travers des aînés.

2. La guerre comme équivalence à la Révolution :

Ce serait une nouvelle application de l'idée énoncée ci-dessus : les déséquilibres géopolitiques produiraient une guerre à vaste échelle dont le déroulement et les suites auraient les mêmes effets qu'une Révolution de première grandeur.

Les peuples et les États prolétaires n'ayant pas réussies leurs intégrations dans le capitalisme mondial et la civilisation scientifique et technique passeraient à l'attaque des États ploutocrates, la dissuasion nucléaire étant inopérante au-delà d'un certain seuil de déstructuration économique et sociale d'États dont les gouvernants ne se comporteraient plus rationnellement.

Une géopolitique de la misère conduirait à une version laïque de l'Apocalypse de Saint-Jean, la Mondialisation conduisant à un mélange de guerre civile, de guerre étrangère et de guerre d'extermination, le nettoyage ethnique. Ce serait la guerre mondiale de tous contre tous. L'Europe serait alors encerclée à l'Est et au Sud par un arc de crise allant de la Russie jusqu'aux frontières de l'Inde, en passant par le conflit Israélo-Palestinien, pour finir au Maroc, sans oublier le cas des Balkans⁴.

² Juge d'une espèce en voie d'extinction imminente selon les projets de Nicolas SARKOZY.

³ Nous envisagions cela dès la rédaction initiale du livre, en 1999, cela s'est confirmé en beauté en 2002 par le bridage de la justice "politico-financière" : Cf. Le Monde Le départ de trois juges symboles scelle la fin d'une époque – Jeudi 14 Mars 2002, Société – justice , page 12.

⁴ L'existence de cet arc de crise est reconnue, par exemple: Prince El Hassan bin Talal (Frère de feu le Roi Hussein de Jordanie) Proche-Orient: avant qu'il ne soit trop tard ... - Point de vue, Le Monde - Mardi 10 Juillet 2001 page 1.

Actuellement la Russie et l'Islam s'opposent au Caucase (Daguestan et Tchétchénie), mais à terme, il est possible que la Russie et le monde islamique découvrent mutuellement leur complémentarité contre l'Occident et sa richesse. La Russie a la capacité technique et industrielle de produire de l'armement, l'islam a le poids démographique.

S'il y a équivalence entre guerre et révolution, pour aboutir à la "Guerre révolutionnante", c'est parce qu'elles ont en commun de mettre en cause la responsabilité des élites, celles qui ont le pouvoir, le savoir et l'argent. Toutes deux sont des crises de la concentration oligarchique des pouvoirs.

Prenons le cas des causes de la Première Guerre Mondiale. Il y a deux grandes écoles :

1. L'approche classique expliquant la guerre par des rivalités nationalistes et/ou économiques.
2. La thèse marxiste-léniniste qui voit dans la guerre le résultat des contradictions inéluctables du Capitalisme et en particulier des capitalismes nationaux.

Or, l'universitaire américain Arno MAYER⁵ avance une théorie qui est l'inverse de la thèse marxiste-léniniste mais qui est beaucoup plus dérangeante pour l'ordre politique actuel :

C'est "La persistance de l'Ancien Régime", par opposition aux mutations du Capitalisme lui-même, qui serait la cause des deux guerres mondiales ; Les oligarchies politiques et économiques s'opposant à l'élargissement de la démocratie politique et économique, ce qui implique un partage du pouvoir et des richesses. Ce refus conduit à une logique de guerre, les élites se laissant finalement glisser vers le conflit dans l'espoir de sauvegarder leurs privilèges. Or, elles finissent par risquer de tout perdre et doivent finalement se résigner au partage.

Si, dans l'Allemagne actuelle, l'égalité économique et politique est plus grande qu'en France, c'est parce que l'aristocratie et la haute bourgeoisie allemande a été contrainte au partage en 1945.

Il faut dire que ces Messieurs avaient poussé un peu trop loin l'égoïsme par crainte du socialo-communisme. Ils n'avaient rien trouvé de mieux comme sauveur qu'un ancien S.D.F. qui non seulement dénonça la ploutocratie internationale, imputé aux juifs, mais domestiqua sa propre oligarchie nationale avec probablement l'idée de la liquider un jour sur le modèle de son grand confrère soviétique.

Il faudrait bien croire à l'idée de progrès dans les mentalités des gouvernants pour ne pas les juger capables de refaire la même erreur.

3. Le risque révolutionnaire :

⁵ MAYER Arno La persistance de l'Ancien Régime - L'Europe de 1848 à la Grande Guerre. Champs-Flammarion 1983.

C'est la situation où l'efficacité de l'action gouvernementale devient nul, où le Droit est déclaré intangible par les juristes orthodoxe, au sens de conforme à la logique du régime.

La Société ne peut donc sortir du blocage où elle se trouve que par une substitution volante de Régime, le problème résidant dans le fait de savoir quel type de gouvernement instituer à la place de l'ancien.

De la cause des Révolutions :

Il nous faut là éviter deux argumentaires qui loin d'être opposés sont d'accord entre eux sur le rôle des minorités agissantes :

1. L'argument conservateur ou de ceux qui sont au pouvoir : La Révolution ne peut être que l'œuvre de partisans de la révolution, peu en importe le contenu, ceux-ci venant troubler l'ordre qui est de principe.
2. L'argument activiste des révolutionnaires : Au nom du progrès, la lutte contre la réaction implique la Révolution qui libère. La Société est considérée, par principe, comme mauvaise et comme devant être conduite, de gré ou de force vers un mieux. Peu importe, encore une fois, le contenu réel de la Révolution.

Cependant, il reste une hypothèse qui fait de la Société en elle-même le moteur de la Révolution et implique la responsabilité des élites dans la survenance du fait révolutionnaire :

Il faut partir du postulat suivant :

<< Les gouvernants peuvent pourrir la vie de la Société dont ils ont la charge
donc celle des gouvernés >>

Les élites pour maintenir leurs privilèges s'opposent aux évolutions de la Société qui viennent en contradiction avec le maintien des dits privilèges. Pendant un certain temps, le pouvoir évite les contradictions entre la modernisation, le changement de la Société et le type du Pouvoir. Jusqu'au jour où la nature du Pouvoir bloque la Société.

Or, une Société ne peut qu'évoluer ou dépérir, puis disparaître. C'est en quoi l'on peut dire que tant qu'il y a Révolution, il y a Société. La Société ne peut pas "crever sur place" pour le plaisir et l'avantage de ses gouvernants.

Ce n'est que dans un second temps, quand la Société est en phase prè-révolutionnaire que l'on voit se ramener les marchands de révolutions comme une maladie opportuniste sur un terrain favorable.

Toutefois, nous ne mettrons pas en cause la notion d'idéologie ou d'idéologues, trop souvent réservé aux totalitarismes car après la Révolution française, les Sociétés ne sont plus des Sociétés traditionnelles, elles ne se gouvernent plus en mode quasi automatique, il faut penser leur fonctionnement autrement que par simple accumulation d'idées politiques.

Donnons un exemple concret d'opportunisme révolutionnaire :

Sans une crise de l'Université et plus généralement des rapports entre le pouvoir politique et la jeunesse, Daniel Cohn-Bendit et autres ne seraient restés que des amuseurs de fond d'Amphis, les événements de 1968 n'auraient pas eu lieu.

Or, nous verrons en quoi les gouvernants se préparent de gros problèmes non seulement avec "la jeunesse" mais aussi avec "la vieillesse".

Prouver le risque révolutionnaire :

Ce risque révolutionnaire doit être prouvé car il est impensable pour trois raisons:

1. Après la "Chute du Communisme", l'ère des Révolutions serait close, l'Histoire redeviendrait linéaire et dominée par le libéralisme politique et économique.
2. La Révolution serait un archaïsme tout juste bon à renverser les régimes archaïques, les dictateurs et autres tyrans.
3. La Démocratie étant le régime du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple, la Révolution serait impossible car alors le Peuple se retournerait contre lui-même.

Nous avons bien l'idée d'une dissociation entre les gouvernants et les gouvernés du fait de l'accumulation des déséquilibres sociaux, dissociation pouvant aller vers un point de rupture radicale.

Seulement, il nous manquait une description précise du mécanisme de cette rupture ainsi qu'un aveux du personnel politique quant à la nature exacte du régime.

C'est en voulant élargir nos connaissances historiques que nous avons trouvé une démonstration toute faite du mécanisme de dissociation gouvernants /gouvernés : *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* de l'Abbé Emmanuel Joseph SIEYÈS⁶.

Nous pensions y trouver une démonstration archaïque (très ennuyeuse pour rester poli), rendue caduque par la Révolution de 1789. Or, nous avons découvert qu'en modernisant le vocabulaire et les pages consacrées à la fiscalité, SIEYÈS pouvait décrire une dissociation entre République et Démocratie, que son argumentaire était transposable.

Il ne restait plus qu'à trouver un aveu du personnel politique confirmant que le régime se trouvait bien dans un état comparable à celui décrit en son temps par SIEYÈS.

Or, au temps où, la science politique était encore basée sur un savoir littéraire humaniste et non pas une suite d'analyses électorales, de recettes propres à séduire l'opinion, le pouvoir était censé cacher sa nature, il ne fallait donc pas trop compter sur des révélations en ce sens.

⁶ SIEYÈS Emmanuel Joseph *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* (1789) Champs-Flammarion 1988.

Seulement, avec la médiatisation, l'élévation du niveau d'éducation des citoyens et les effets d'une crise multiforme, le pouvoir est devenu bavard ou n'arrive plus à cacher sa nature. Il reste, toutefois, au moins trois domaines où le secret d'État demeure :

1. Des données techniques militaires ou économiques.
2. Les grandes crapuleries du personnel politique.
3. L'impuissance du pouvoir ("Le Roi est nu") d'où la tentation de dissimuler la gravité de la situation en compartimentant les informations et en particulier celles quantifiant l'ampleur exacte des déséquilibres sociaux. Ex: violence, chômage, misère, immigration⁷.

Le problème, c'est que les deux premières catégories de secrets d'État peuvent être protégés par des moyens légaux ou extra-légaux mais que la troisième catégorie ne peut être protégée que par un terrorisme intellectuel interne à la classe politique contre les auteurs de mauvaises pensées. Le jour où quelqu'un décide de se libérer ou oubli de se surveiller cela donne :

Le Monde - Samedi 28 Décembre 1996 - Page 5
M. DELALANDE (R P R) dénonce
«la confiscation d'un système par un petit nombre »

Il suffit alors de rapprocher une actualisation du raisonnement de l'Abbé SIEYÈS des termes de l'aveu politique dans une "Démonstration principale", puis de déduire de celle-ci des propositions complémentaires :

1. La France, avec d'autres pays est victime de deux contradictions dont nous chercherons une ébauche de solution:
 - La question économique avec la chômage.
 - La question ethnique avec l'immigration.
2. La condition humaine est en train de changer à grande vitesse sans que cela soit perçu.
3. C'est en s'emparant de ce changement de la condition humaine que les deux contradictions seront dépassées sans repasser par la case Révolutions /Totalitarismes.
4. Puis, Il faudra enfin déterminer l'organisation de la Société qui découle de cette nouvelle Condition Humaine, le type de pouvoir propre à la gouverner, la typologie de ce pouvoir étant fixée par le cadre géographique et temporel où il va s'exercer.

⁷ Chômage: Le cas français - Rapport au Premier Ministre. Commissariat au Plan -La Documentation Française Collection des Rapports Officiels - Mai 1997. Ce rapport valu au Commissaire au Plan, Henri GUAINO être remercié pour excès de précision statistique.

Le texte à l'origine de la " Démonstration principale "

Le Monde - Samedi 28 Décembre 1996 - Page 5

M. DELALANDE (R P R) dénonce « la confiscation d'un système par un petit nombre »

DANS UN ENTRETIEN publié par le mensuel *Panorama* daté de janvier 1997, Jean-Pierre Delalande, député (RPR) du Val d'Oise, affirme: *« Les Français sont responsables de leur démocratie. Ils ont les hommes politiques qu'ils méritent ».*

Interrogé sur son engagement en politique et sur sa volonté d'en changer les règles du jeu, M. Delalande convient: « Le fiasco est complet, je n'ai rien changé du tout. La politique reste un monde dur, un monde où l'objectif immédiat l'emporte sur le long terme, où domine une agitation d'intérêts personnels en concurrence, où trop souvent les idées ne sont que l'alibi de la démarche d'un tel ou d'un tel. Nous ne sommes pas complètement en démocratie.

Mais je ne m'y résous toujours pas. Et je me bats depuis longtemps pour une organisation fondamentalement différente des partis politiques et la mise en place de procédures qui permettent à chacun de défendre son point de vue, après *en avoir débattu avec d'autres.* » Connu, à

l'Assemblée nationale, pour son indépendance d'esprit, le député du Val-d'Oise fait encore ce procès de « la confiscation d'un système par un petit nombre »: *« Dès que vous atteignez les noyaux durs, ce sont des gens qui ne pensent qu'au pouvoir ».* « Un parti politique a deux fonctions : entretenir un corps de pensée et sélectionner les candidats. Or les partis politiques sont devenus essentiellement des machines à faire élire un présidentiable.

C'est l'un des effets pervers de la V^e République. Tout y est sacrifié. Exister sans être "dans la ligne" devient extrêmement compliqué. Cela ne peut se faire que par l'ancienneté, par l'indépendance acquise progressivement sur le terrain, par le travail. (...) On ne cherche pas à résoudre les problèmes de société sur de longues périodes, on cherche à être dans le courant de ce que pensent les gens pour se faire élire».

Chapitre 1

Démonstration principale

Si le Monde a bien synthétisé les propos de Jean-Pierre DELALANDE, ils tiennent en trois propositions principales :

1. Les Français sont responsables de leur Démocratie. Ils ont les hommes politiques qu'ils méritent.
2. Il y a "confiscation d'un système [politique] par un petit nombre" où le conformisme intellectuel et l'électoratisme à courte vue sont le principe.
3. Les Partis politiques n'assument plus correctement leur double mission d'émission d'idées politiques et de sélection des candidats.

Il nous semble que c'est bien la première fois qu'un Parlementaire affirme publiquement aussi directement qu'il existe en France une concentration oligarchique du pouvoir.

Faillle logique :

Il y a, en effet, un problème : la compatibilité entre la proposition 2 et la proposition 1. Si le Système est confisqué par un petit nombre, les Français peuvent-ils concrètement être responsables de leur démocratie, ont-ils toujours les gouvernants qu'ils méritent ?

Comment les citoyens ordinaires peuvent-ils se faire entendre ?

- Par le vote. Certes, mais c'est un acte ponctuel dans le temps alors que les mandats électifs s'inscrivent dans une durée (5 à 6 ans). L'offre des candidats est limitée par l'investiture des Partis politiques, le choix des électeurs est donc circonscrit à l'origine, les "candidats libres", hors Partis, sont l'exception parmi les élus.
- Le recours au Référendum de l'Article 11 de la Constitution est en pratique entre les mains de l'exécutif, le Parlement étant canalisé par le parlementarisme rationalisé.

Si une forme limitée de Référendum d'initiative parlementaire et populaire a été introduite par une révision constitutionnelle en 2008, il n'est pas certain que son utilisation soit fréquente dans la mesure où la Majorité parlementaire, en principe liée à la Majorité

présidentielle, contrôle le déclenchement de cette procédure⁸.

- Le citoyen peut-il compenser cette limitation propre à la Démocratie représentative par l'engagement au sein d'un Parti politique ? En principe, oui, mais en fait, le Député constatait lui-même, par la proposition 3, que ce n'est pas possible .

De 1992 à début 1994, nous avons été en contact avec le R.P.R. jeunes. Nous avons posé la question de la double mission des Partis politiques (émission d'idées politiques et de sélection des candidats), on nous répondit que nous avions une vision trop technique de la politique. Nous avons également posé la question de l'avenir des formations politiques, la réponse fut assez surprenante : Après l'élection de Jacques CHIRAC à la Présidence, le R.P.R. aura rempli sa mission, il ne sera plus absolument nécessaire.

Cela se révéla tellement vrai que pour se faire élire, Nicolas SARKOZY créa l'U.M.P., reproduisant le même mécanisme que le lien Jacques CHIRAC/ R.P.R. .

Les Partis politiques sont devenus des lieux où ne se discutent ni s'élaborent aucune idée mais où règne un caporalisme bien éloigné des vœux du Député: << ... une organisation fondamentalement différente des Partis politiques et la mise en place de procédures qui permettent à chacun de défendre son point de vue, après en avoir débattu avec d'autres.>>

Même la limitation totale du cumul des mandats électifs ne changerait rien sans une démocratisation préalable du fonctionnement interne des partis politiques. Le non cumul, et surtout le non cumul des fonctions de présidence d'exécutifs territoriaux, risquerait d'accentuer la création au sein des Partis politiques de hiérarchies féodales électives où les Grands élus tiendraient les petits par l' "hommage" récompensé par l'investiture.

Quant à la parité hommes / femmes, il y a deux risques : les femmes faire valoir des élus les plus puissants et les femmes qui n'accèdent en politique que quand les "bonhommes" se sont "plantés".

Il faut encourager la parité hommes/femmes au sein des Partis politiques, mais il nous semble que se serait introduire des effets pervers si le sexe des candidats rentre dans le mode de scrutin, on vote pour des personnes qui portent des idées.

- Reste la régulation par le Droit. Au-delà de l'indépendance constitutionnelle et légale des juges, il y a leur indépendance intellectuelle et psychologique vis-à-vis des détenteurs de Pouvoirs. Le juge français, judiciaire ou administratif, a en effet des caractéristiques de fonctionnaire qui seraient en voie, non de réduction, mais de renforcement selon Gilles LACAN, Président de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Montpellier⁹.

La question est d'autant plus importante en France qu'il n'y existe pas une Justice, mais deux. On parle le plus souvent du juge de l'Ordre judiciaire (Cour de Cassation), juge des personnes physiques et morales de droit privé. Du juge administratif et de l'Ordre administratif (Conseil d'État), on ne parle que marginalement. Pourtant, c'est le juge de

⁸ Un cinquième des parlementaires (soit 184 parlementaires sur 920), soutenus par un dixième des électeurs (soit environ 4,4 millions de Français), peuvent demander la tenue du référendum. Dans ce cas, la demande prend la forme d'une proposition de loi.

⁹ LACAN Gilles Qui trop embrasse mal étreint - Le Monde <<Horizons - Débats>> Mercredi 1^{er} Septembre 1999 page 12.

l'État, des Collectivités territoriales et autres structures de droit public. Or, le juge administratif est indirectement le juge ordinaire des gouvernants, des élus donnant l'inflexion nécessaire aux administrations. L'idée de fusionner la Cour de Cassation et le Conseil d'État est en soi révolutionnaire.

Si intellectuellement, le juge ne sort pas du formalisme légal et procédural, il peut exister des décisions ayant base légale et bonne procédure mais qui, par l'enchaînement des causes et des conséquences, sont irrationnelles et inéquitables pour le citoyen. Le Droit peut ainsi parfaitement produire des zones de non droit d'autant plus larges que l'on renonce à s'adresser au juge.

- Il convient aussi d'aborder le cas du Conseil Constitutionnel qui ne se contente plus seulement de veiller au respect de la constitution au sens de l'organisation des pouvoirs publics et de la définition des relations qu'entretiennent ces pouvoirs entre eux (exécutif, législatif, judiciaire). Depuis 1971, puis par l'élargissement de sa saisine aux Parlementaires en 1976, le Conseil constitutionnel édicte des normes de droit sur des sources qui lui sont propres :
 - Constitutionalisation de la Déclaration des Droits de l'homme de 1789 et du préambule de la Constitution de 1946.
 - Principe Fondamentaux Reconnus par les Lois de la République.
 - Principes à valeur constitutionnelles.

Le législateur est ainsi non seulement censuré à l'occasion mais bien plus, il est "guidé" impérativement dans sa rédaction de la Loi.

Cette situation est perverse dans la mesure où l'exercice du pouvoir peut se résumer à un face à face entre l'exécutif (Président de la République et/ou Premier Ministre) et ses juristes (Conseil d'État et Conseil Constitutionnel). Non seulement le Parlement est neutralisé, mais l'exécutif pourrait être, et est même déjà, prisonnier de la volonté des juristes qui peuvent déclarer que telles ou telles choses sont <<juridiquement impossibles>>.

C'est là que l'on découvre que si le Droit obéit aux contraintes de la logique, dont il forme une application particulière quant à la rédaction des normes et leur articulation entre elles, le contenu du Droit n'est pas politiquement et philosophiquement neutre, il n'est pas objectivement déterminable par avance .

Il convient donc de se méfier du conservatisme de certains juristes qui présentent leur matière comme objective au sens des sciences dures. Cela peut conduire à un délire technique ou " sur-complexification artificielle du Droit"¹⁰ éloigné de l'humanisme classique, littéraire, des juristes les plus anciens.

¹⁰ Ce "délire technique" est toutefois fort utile pour vider les amphes des Facultés de Droit et opérer la sélection. On peut se demander si l'E.N.A. et la technocratie n'ont pas renforcé le désir de technicité du Droit dans des Facultés s'estimant en concurrence avec le système des Grandes Écoles.

L'exécutif écartant le recours au référendum, seule solution pour lever l'opposition des "Conseils", le réformisme par la novation du Droit, par l'affirmation du "pouvoir créateur du droit" devient impossible.

Il est possible qu'à l'avenir l'exécutif rentre en conflit avec ses juristes et décide de réformer le Droit par la force en révoquant ses "Conseils" sur le modèle de l'exil des conseillers au Parlement de Paris par Louis XV en 1771. Cet exil permit la réforme MAUPEOU, réforme qui fut annulée par Louis XVI en 1774, ce qui institutionnalisa le blocage juridique de l'évolution de la Société.

- Le parlementarisme rationalisé a vidé de son contenu la notion classique de responsabilité politique qu'il s'agisse de la censure du Gouvernement par le Parlement ou de l'action des commissions d'enquêtes parlementaires. De plus, les sanctions politiques, y compris celle des élections, sont bien trop légères par rapport à la gravité des agissements parfois en cause.

Or, l'exécutif ne relève pas du Droit pénal ou civil commun mais de la Haute Cour ou de la Cour de Justice de la République.

L'idée d'une "responsabilité civique" n'ajouterait rien à une responsabilité civile pour faute qui fonctionne déjà bien tous les jours. Par contre, il conviendrait peut-être d'organiser une responsabilité sans faute ou pour risque en matière politique afin de bien distinguer véritablement les agissements fautifs, relevant du Droit Pénal, du personnel politique.

L'idée de "responsabilité professionnelle" du personnel politique institutionnaliserait la professionnalisation de la classe politique à la manière des ordres professionnels. Est-ce le but recherché quand il faut au contraire augmenter la démocratie interne, au sein de la classe politique, et externe, dans les rapports entre gouvernants et gouvernés?

La concentration oligarchique du pouvoir, nature de cette oligarchie :

L'ensemble de ces éléments conduit à penser que le Système politique a fini par se "mettre en boucle", qu'il est à lui-même sa propre référence, centre, fin et justification. Aucune action externe ou action interne individuelle ne peuvent le faire varier, il est auto-verrouillé. Ne nous étonnons pas de devoir constater comme le fait le Député que : << Le fiasco est complet, je n'ai rien changé du tout >>. Les citoyens ne pourront rien faire de plus eux aussi.

Monsieur DELALANDE mentionne les "effets pervers de la V^{ème} République", mais la Constitution ne fait qu'amplifier un mécanisme sociopolitique qui ne sera pas modifié par une révision constitutionnelle ou une VI^{ème} République. En effet, après 14 Constitutions depuis 1789, la V^{ème} République constitue un point d'équilibre difficilement dépassable sous peine de régression vers la IV^{ème} République. Le dépassement de la V^{ème} République est d'autant plus difficile que son présidentielisme tend vers le Principat et non la Monarchie comme on le dit trop souvent. Or, le Principat est ce qui précède le gouvernement Impérial, qui est le pouvoir des États mondialisés (cf. le passage de Rome de la Royauté à la République, puis via le Principat, à l'Empire). L'Empire dont il est question serait une forme de Régime non encore décrite, sans rapport avec le Bonapartisme ou un totalitarisme

incapable de tenir longtemps une Société complexe. À moins qu'une Société complexe ne simplifie ses structures en régressant vers la féodalité.

Pour comprendre la source du "fiasco complet", il faut ne pas hésiter à rechercher la nature de ce que vous qualifiez de "petit nombre" et de "noyaux durs". En politique, le pouvoir du petit nombre, c'est l'Oligarchie. Si l'Oligarchie à des noyaux durs, c'est qu'elle est hiérarchisée. Il y a donc des Oligarques de premier rang. Les avis peuvent varier sur leur nature, mais on peut en retenir certainement deux grands types :

- Une composante intellectuelle et politique : Sa portion emblématique est constituée des hauts fonctionnaires rentrés en politique, le principe de leur pouvoir est la technocratie. Le pouvoir s'exerce par la rationalité de la technique. La politique classique étant non objective, partisane, non rationnelle.
- Une composante économique : Sa portion emblématique est constituée des grands chefs d'entreprises, anciennement qualifiés de Grands Bourgeois. Le principe de leur pouvoir est la ploutocratie. La richesse est la preuve de l'efficacité économique et de la vocation à gouverner.

Si un membre de l'élite administrative a une formation de base semblable aux "grands patrons" ou même n'administre pas l'État, mais une Entreprise, alors il rentre nécessairement en contact avec les Hauts Fonctionnaires devenus politiciens. Le sommet de la Société est donc un ensemble intégré où fusionnent l'administratif, l'économique et le politique.

Le cas des journalistes, universitaires et autres intellectuels de premier plan doit être décrit comme un rôle d'intermédiaire entre les élites et l'opinion. Toutefois, ces intellectuels "purs" ne peuvent contester radicalement les élites car ils sont, par équivalence, d'un rang de dignité semblable : même formation de base, mêmes valeurs, mêmes fréquentations et finalement mêmes intérêts.

Sous l'angle de la République, on obtient une République Oligarchique où la Démocratie n'est admise que partiellement et dans la mesure où le reste du Peuple ne porte pas atteinte au "principe oligarchique" (<<Nous ne sommes pas complètement en Démocratie>>). Il y a en fait dissociation entre République et Démocratie, il est interdit de monter les étages pour s'occuper des affaires des Oligarques (<< Dès que vous atteignez les noyaux durs...>>).

La Révolution comme échec d'une logique de "marchands de lessive":

La "République Oligarchique ou Patricienne" est peut-être la traduction moderne d'une ancienne nécessité politique. Après la Révolution, confier le pouvoir dans une République à tout le Peuple aurait été de la Démocratie mais de la Démocratie populaire. Il se serait rapidement institué un collectivisme agraire et artisanal dont les victimes auraient été les plus riches et les plus instruits (composante intellectuelle et politique, composante économique).

La Révolution française fut une Révolution pour le prix de deux. Une, au profit du Tiers-État, qui est demeurée. Une autre tentée par le "Quart-État", non représenté aux États-Généraux de Mai 1789.

Si on veut une preuve que l'existence de ce "Quart-État" était admise par, au moins, une partie des Français en 1789, il suffit de constater que Louis-Pierre DUFOURNY de VILLIERS ((1739-1796) est l'auteur de "CAHIERS du QUATRIÈME ORDRE, celui des pauvres journaliers, des infirmes, des indigens, etc ... L'ORDRE SACRÉ DES INFORTUNÉS", ouvrage qui se limitera à son N°1 du 25 Avril 1789 et ayant pour but de "suppléer au droit de députer directement aux États, qui appartient à tout Français, mais dont cet Ordre ne jouit pas encore".

Les Robespierriistes ont voulu la Souveraineté populaire véritable, ils ont été débordés sur leur gauche. La collectivisation Staliniennne ou Khmer rouge n'est pas loin quand le Conventionnel Joseph LEBON, Député du Pas-de-Calais, Maire d'Arras¹¹, décide de guillotiner comme contre-révolutionnaires les riches et les instruits.

Ce glissement vers un collectivisme niveleur par intrusion des masses dans l'Histoire, c'est l'échec d'une Révolution limité qui peut se décrire ainsi :

La Révolution de 1789 n'est qu'une entente entre haute noblesse et haute bourgeoisie pour échanger la vieille "Société d'Ordres" de l'Ancien Régime contre une nouvelle Société d'Ordres basée sur la puissance de l'Argent, ce pour le profit des deux partis.

C'était le début d'une fusion partielle entre haute noblesse et haute bourgeoisie qui commande les Sociétés modernes¹².

La "Nuit du 4 Août 1789" n'abolit que les anciens privilèges issus de la féodalité mais sans le dire laisse la place à des nouveaux. C'est en cela que c'est un échange d'un vieux baril de privilèges contre un "nouveau - bien plus mieux", échange d'autant mieux accepté que l'ancien système de privilèges non seulement ne fonctionnait plus mais empêchait de s'enrichir librement : la noblesse par le risque de déroger, la bourgeoisie par limitation de son rôle par le système politique féodal.

Il semble exister une loi de "dématérialisation progressive du pouvoir" :

De même qu'une "Personne physique de Droit public", un Roi, ne suffisait plus au gouvernement des Français d'où son remplacement par une "Personne morale de Droit public", la République; La "République Oligarchique" ne suffit plus pour faire face à la complexité de la Société française.

L'exécution de Louis XVI comme aboutissement d'une logique implacable :

¹¹ Joseph LEBON (1765-1795) massacrait d'autant plus librement qu'il pouvait compter sur un autre originaire d'Arras, sorte d' aîné en politique, Maximilien de ROBESPIERRE (1758-1794).

¹² Ce mécanisme a toujours existé sous l'Ancien Régime, mais la Bourgeoisie avait alors l'obligation d'intégrer la noblesse pour progresser socialement.

De Clovis à Louis XVI, l'évolution est énorme. Clovis peut être considéré comme un chef de bande propriétaire personnel de son territoire et de sa population. Sous Louis XVI, il y a la personnalité morale de l'État, un état de droit, des fonctionnaires.

Seulement la nature "individuelle" du pouvoir de Louis XVI est en gros la même que sous Clovis ou plutôt Hugues Capet ou Philippe Auguste, il est revêtu de l'autorité du Sacre. Il ne peut pas démissionner et à peine abdiquer.

Il n'a pas choisi de "faire Roi de France" comme orientation professionnelle car l'exercice de la fonction est obligatoire par naissance. Pour le dire autrement, Louis XVI ne pouvait pas choisir de devenir ingénieur des Arts et Métiers plutôt que politicien héréditaire.

À l'opposé, le Président de la République est volontaire pour occuper la fonction et il peut démissionner.

Si le Roi de France ne peut pas démissionner ou abdiquer, il ne peut être écarté du pouvoir par une simple décision juridique, tant qu'il existe physiquement, il est potentiellement au pouvoir.

En 1789, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (Approuvée par Louis XVI sous la pression bien que constituant une négation des bases de son pouvoir) peut bien affirmer la Souveraineté nationale, mais les constituants de 1791 doivent faire des contorsions pour expliquer qu'il y a une Souveraineté royale.

Ni le Roi, ni les révolutionnaires ne pouvant sortir de la logique monarchique, l'exécution de Louis XVI¹³ est une issue comprise par les révolutionnaires et leur victime¹⁴.

Le mécanisme de dématérialisation / démocratisation du pouvoir va se poursuivre :

Même en République, ceux qui exercent le pouvoir sont devenus trop peu nombreux, ce d'autant plus que les Oligarques de premier rang ne doivent pas dépasser les 5 000 à 10 000 pour 60 Millions d'habitants en s'organisant en subdivision par cercles concentriques de 50, 500, 5000 personnes etc ... L'Oligarchie actuelle est peut-être plus encore restreinte en nombre que l'Oligarchie nobiliaire d'Ancien Régime, qui faute de télécommunications, était nécessairement déconcentrée.

De puissants facteurs concourent à ce que la concentration oligarchique du pouvoir soit contestée.

La Nouvelle Droite n'est pas celle que l'on croit :

Le terme Nouvelle Droite désigne généralement une mouvance considérée d'extrême droite, mais il en existe une autre bien plus vaste mais qui semble ne pas avoir été perçue.

¹³ Ou de Charles 1^{er} d'Angleterre en 1649. Ce dernier, à la différence de Louis XVI, semble être mort de vouloir conserver l'absolutisme encore en vigueur au XVII^e Siècle.

¹⁴ Par exemple, dans Louis XVI Déclaration de Louis XVI à tous les Français, à sa sortie de Paris du 20 juin 1791, document connu sous le nom de Testament politique de Louis XVI.

L'élargissement du poids économique et intellectuel des classes moyennes surtout depuis 1960 écarte le risque du gouvernement de la populace.

Il en résulte que la Droite est déjà largement divisée sociologiquement, non entre Libéraux et Gaullistes plus étatistes, mais entre une Droite composée de l'ancienne bourgeoisie et une Droite récente issue des classes moyennes. Ces deux Droites emploient le même mot de "Droite", mais cela ne recouvre plus les mêmes concepts, les mêmes réalités.

La Droite des classes moyennes est issue, parfois à une génération de distance, de la Gauche et n'a pas les mêmes intérêts, ni les mêmes valeurs en tant que classe que la Droite issue de la bourgeoisie du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle. C'est à se demander si, pour la Droite ancienne, la Droite des classes moyennes n'est pas considérée comme Socialiste donc à neutraliser à tout prix.

À terme une confrontation entre cette Droite récente et la Droite ancienne est inévitable si l'ancienne bourgeoisie ne change pas de comportement et de mentalité vis-à-vis des classes moyennes.

Les mutations du Système productif et du Capitalisme :

L'augmentation de la productivité moyenne du système productif, rend envisageable le partage des richesses sans collectivisation ou appauvrissement des plus riches.

C'est peut-être un des facteurs de la "chute du Communisme", Communisme dont le P.C.F. ne sait plus trop quoi faire, à supposer qu'il l'ait su un jour. Même Maurice THOREZ a eu tendance à reculer quand la veille du Grand Soir était trop proche.

Capitalisme et Communisme ont en commun le même matérialisme, la même croyance dans la force de la technique et la nécessité de la production. Or, le Communisme se transforme en "Capitalisme d'État" pour palier la disparition du dynamisme issu de la lutte entre les producteurs issue de la concurrence. Cependant, ce "Capitalisme d'État" gaspille, épuise relativement rapidement ses facteurs de production et s'effondre.

L'opposition entre une bourgeoisie de richesse ancienne où la richesse est un stock accumulable et transmissible héréditairement (mécanisme de base de l'accumulation primitive du capital, source de l'industrialisation) et une bourgeoisie récente où la richesse est un flux lié aux capacités intellectuelles des individus. Or, si l'intelligence n'est pas une richesse que le fisc puisse imposer, sa transmission héréditaire n'est pas automatique.

On touche là une conséquence inattendue de la dématérialisation de l'économie par la Société de l'Information.

La crise de la concentration oligarchique du pouvoir :

Or, l'Oligarchie a trouvé sa légitimité dans l'efficacité de la gestion de la Société industrielle, son rôle d'élite n'était donc pas contesté et n'était même pas perçu comme d'essence oligarchique.

Si cette efficacité disparaît dans la gestion de la Société de l'Information, la vocation à l'élite devient de la prétention aristocratique (Aristocratie : Régime des meilleurs):

Nous avons par notre excellence technique vocation à gouverner, alors, OBÉISSEZ !

Pour sortir de l'impasse, il faudrait passer de la conception classique de la Démocratie représentative à une Démocratie semi-directe.

Nous verrons, il n'est pas impossible que l'alliance de la Science et de la technique puisse augmenter la maîtrise de l'homme sur la matière et sur lui-même. L'individu pourrait alors concilier un espace privé de plus en plus autonome et la participation à un être collectif immatériel faisant la somme des opinions et assurant leur traduction en actes politiques et administratifs : Liberté et Principe d'Ordre sans totalitarisme.

C'est moins à un concept comme internet que nous visons qu'en maîtrise extrême de la physique et en particulier des possibilités d'offriront la physique quantique en matière de communication et d'informatique.

Si l'on ne parvient pas à opérer la mutation, on risque l'implosion du Système sur le modèle de l'Ancien Régime.

Celui-ci n'est pas mort de l'oppression du peuple et de sa misère, sans cela, la Révolution aurait touché Louis XIV vers 1690. L'organisation de la Société en Ordres aurait pu demeurer 50 ans ou plus comme en Grande-Bretagne en définissant autrement les obligations et privilèges des Ordres.

L'Ancien Régime a tout simplement déposé le bilan comme une entreprise en faillite le 16 Août 1788.

L'Abbé SIEYÈS décrit un mécanisme qui n'est pas strictement lié à son époque. Il se crée un enchaînement :

1. Blocage des rapports sociaux et de la mobilité sociale faute d'évolution dans la définition des Ordres.
2. Impossibilité pour l'économie de se développer au-delà d'un seuil compatible avec l'organisation de la Société en Ordres. Il est, par exemple, impossible pour des particuliers, hors d'une fabrique d'État, d'investir dans des machines à vapeur et des machines-outils comme en Grande-Bretagne.

Des Libéraux du XIX^e Siècle décriront l'Ancien Régime comme une Société Socialiste.

3. Cependant, augmentation des missions de l'État et de ses dépenses, justifiées ou non.
4. Fiscalité en même temps lourde et insuffisante, mais le système économique ne peut donner plus.
5. Face au déficit, les contribuables ne veulent, ni ne peuvent payer plus.

6. Il ne reste plus qu'à changer l'organisation politique et les rapports entre catégories sociales.

L'historien François FURET dans son ouvrage *Penser la Révolution française* émet l'hypothèse que Louis XIV, n'a opéré qu'une réforme partielle de l'État face à la noblesse et que, par conséquent, cet État est demeurée dans un équilibre instable entre l'archaïque et le moderne, ce qui conduisit à la Révolution Française¹⁵.

Or, depuis le début visible de la crise ou mutation économique de 1973, le choix implicite ou explicite a été fait d'effectuer l'adaptation de la Société par adoucissement des conséquences des transformations sociales par injection de finances publiques.

Le choix d'une modification progressive des structures Sociales a été refusé, semble-t-il, dès Mai 1968 par l'échec de l'idée Gaulliste de la "Participation". Charles de GAULLE, ayant perçu, dans son discours du 24 Mai 1968, le début d'une "mutation". Quant au projet de "Nouvelle Société" de Jacques CHABAN-DELMAS, il a été neutralisé. Cela nous conduit à l'année 1972.

Par lui-même, ce choix n'est déjà pas engageant, mais en plus, il introduit un clivage entre générations, la transformation du système économique rentrant en contradiction avec l'immobilisme des structures sociales.

Les progrès de la biologie ont un effet direct sur la politique :

Il s'agit des effets de l'allongement de la vie et des conséquences de la généralisation des pratiques contraceptives.

L'allongement de la durée de la vie humaine ne doit pas être utilisé politiquement :

La classe politique actuelle propose de garantir un mode d'organisation datant de la Libération. Viennent à ses réunions publiques et votent pour elle des personnes de 50 ans et plus. Cette classe d'âge adhère au discours politique car elle est socialisée politiquement, elle fait partie d'une Société et de son économie. (Cette "socialisation" s'oppose à la "désocialisation", il ne s'agit pas du passage au Socialisme). C'est ainsi qu'un Conseiller Général de 60 ans a des électeurs de 50 à plus de 80 ans.

Tant que l'on pourra payer et réévaluer les retraites, cette forme méconnue de Gérontocratie tiendra. En fait, c'est moins de Gérontocratie dont il faut parler, car même des gouvernants jeunes ne changeraient rien aux données du problème, mais plutôt de Gérontisme, c'est-à-dire l'utilisation des personnes âgées comme un électorat fidèle, stable et conservateur.

Or, les moins de 35 ans semblent vivre dans une autre réalité où les références politiques actuelles n'ont plus de sens.

¹⁵ FURET François *Penser la Révolution française* (1978) Folio Histoire n°3.

Quand, un Parti politique veut rassembler des jeunes, il faut viser une Région ou la France entière, d'où des démonstrations médiatiques de concentrations de jeunes en salle, jeunes que l'on chauffe bien, avant l'arrivée des caméras. Certains jeunes votent encore mais avec quelle profondeur de conviction et fait-on en sorte d'éclairer réellement leur jugement ?

Le problème de fond réside dans la question de la reproductibilité de l'organisation sociale". Les moins de 35 ans pourront-ils dans 10 ans reproduire l'organisation sociale actuelle. Étant donné que l'on ne peut arrêter la transformation du système productif, cela est impossible.

Toutefois, il ne faut pas s'imaginer pour l'avenir, une guerre, un conflit de génération car le sort des plus âgés dépend étroitement de la prospérité des plus jeunes. Il y a plutôt risque de front commun entre les générations contre un pouvoir politique imprévoyant.

Les conséquences politiques de la généralisation des pratiques contraceptives:

Il fut un temps où même dans les circonstances économiques et /ou politiques, la simple attirance homme/femme finissait toujours par donner naissance à des enfants qui renouelaient ainsi le corps social. Seulement, cet automatisme n'existe plus aujourd'hui.

Ce ne sont pas les méthodes contraceptives ou l'intention de contraception qui ont changé, elles existaient déjà dans le passé. C'est la systématisation de la pratique grâce à une efficacité accrue par la technique.

Cela va induire un changement de comportement subtil : Alors qu'avant on concevait des enfants dans des conditions économiques et sociales pouvant être aléatoires, maintenant la conception n'est admise socialement (c'est-à-dire hors des "cas sociaux" dont le comportement est désapprouvé par la norme sociale) que si l'enfant se voit assuré non seulement le minimum (nourriture, vêtements, chauffage, minimum de logement) mais également le Maximum (qualité du logement, éducation, loisirs), le tout sans trop dégrader le niveau de vie de ses parents¹⁶.

Cela explique pourquoi les naissances augmentent, comme en 2000 et 2001, quand la croyance en la pérennité de la croissance est suffisamment ancrée dans l'opinion, et cela implique qu'un État moderne devra garantir le niveau de vie le plus élevé possible pour ses citoyens sous peine de faire vieillir sans limites sa population.

Or, même s'ils travaillent, les plus jeunes arrivent de moins en moins à s'entretenir eux-mêmes et à fonder une famille (absence de "sustentation économique"). La non-résolution de la question économique est en voie de créer une génération de "vieux gars et vieilles filles". La reproduction biologique, hors immigration, de la Société est en danger.

Si on admet, au moins pour les besoins de la démonstration, qu'il existe, en France, une délimitation entre des " Français de souches" et des populations, naturalisées ou pas, d'immigration récente; Sans dynamisme démographique de la strate de population la plus ancienne, il y a risque de voir s'opposer :

¹⁶ Robert REICH dans Futur Parfait – progrès technique / défis sociaux – Éditions Village Mondial – 2001, au Chapitre 8, "L'incroyable recul de la famille" parvient à des conclusions semblables, pour les États-Unis, le changement de système économique influençant directement la démographie.

1. Une population âgée, "Française, européenne", massivement chrétienne, plutôt riche, intégrée socialement et plus intégrée dans l'emploi (quoique de moins en moins), population à faible démographie.
2. Une population d'origine extra-européenne, plus jeune, a forte composante musulmane, plus pauvre et encore plus privée d'emploi, réduite trop souvent à s'intégrer entre elle, mais population d'un dynamisme démographique supérieur constamment renforcé par de nouveaux apports migratoires.

Un jour, la force démographique sera utilisée, comme une arme de guerre, contre la composante démographique la plus faible. Le pouvoir politique doit donc s'inquiéter des rapports entre intégration économique par création et répartition de richesses, d'une part, intégration sociale et démographie, d'autre part.

Les "mal élus" :

Il y aura une impasse logique. Mathématiquement et légalement des élus seront au pouvoir, en particulier par le vote des anciens, mais ils ne seront plus représentatifs sociologiquement.

Une des critiques, considérée comme conservatrice, de la Démocratie consiste à dire que c'est un régime où la majorité (50% des voix +1) impose sa loi à la minorité, minorité qui peut avoir raison contre le plus grand nombre car cette minorité peut contenir l'élite éclairée.

Toutefois, au-delà d'un certain seuil de non-implication politique des citoyens notamment par l'abstentionnisme, le vote perd son sens. En effet, il faut alors, pour un candidat donné, soustraire dans une cascade infernale à la "Coluche" :

1. Les citoyens qui ne sont même pas inscrits sur les listes électorales.
2. Les abstentionnistes au sens de non-déplacement pour voter.
3. Les abstentionnistes au sens des bulletins blancs.
4. Les votes nuls volontaires du genre dessinateur de tête à toto ou anonymographes irrespectueux.
5. Les électeurs votants hors système pour l'extrême droite ou l'extrême gauche.
6. Les électeurs votant pour l'autre candidat principal des Partis De Gouvernement.

Après ce jeu de soustraction un candidat peut n'être soutenu que par 35-40% des citoyens et encore il faut émettre deux réserves:

1. Les électeurs des Partis De Gouvernement pourraient changer brutalement d'attitude en abandonnant brutalement leurs fidélités traditionnelles, on ne peut plus être bien sûr de l'état de leur fidélité.
2. Si la Gauche et la Droite forment sur le plan des idées et de l'action un continuum socialo/libéral ou libéro/socialiste, le vote comme instrument de choix d'une politique est neutralisée. L'électeur fini par ne plus savoir pour quelle politique il vote et ce

vote ne change rien aux conditions de sa vie quotidienne. La politique se décidera entre les membres du personnel politique.

C'est alors que l'isoloir se transforme progressivement en "défouloir" où l'électeur va faire en sorte de compliquer la vie des Partis De Gouvernement (P.D.G.) en augmentant, par représailles, l'ingouvernabilité du système.

Or, les élections au Parlement européen du 7 Juin 2009, ont été une sorte de preuve expérimentale de ce mécanisme, avec 40,5 % d'abstentions.

Jusqu'au jour où la crise des relations entre gouvernants et gouvernés va franchir une étape supplémentaire.

Mises en demeure avant contraintes par corps musclées :

Quand les déséquilibres sociaux rendront la Société invivable tant pour les jeunes que pour les vieux, la base sociologique de la Nation se réveillera et ira trouver les élus qui seront rudoyés et mis en demeure d'appliquer une liste de doléances :

- Le travail doit être rentable pour l'employé et l'employeur.
- La répartition de la valeur ajoutée produite doit être répartie, c'est le cas de le dire, dans tous les échelons de la Société, proportionnellement à la productivité moyenne et de sorte que la richesse relative de tous puisse croître.
- L'impôt et le système fiscal ne doivent pas pénaliser le travail et l'expansion de l'économie mais y concourir.
- La régulation par le Droit doit être effective.
- Les gouvernants œuvrent pour les gouvernés, qu'ils respectent fondamentalement, favorisent leur expression, aménagent et étendent l'exercice direct de la Souveraineté.

Cela peut se réaliser à condition de vouloir choisir la vraie réforme, car il semble en exister deux formes :

- La réforme technique qui aménage l'existant sans changer les structures, mais ne change rien et n'a pas d'effets durables sur la réalité. Il faut oser dire que c'est le choix actuel.
- La réforme de structure qui vise à adapter la Société à la réalité et donc à la changer.

Faute de réforme de structure, le journaliste Jean-François KAHN, que l'on peut apprécier ou non, prévient, dans l'émission Polémiques (France 2 -Dimanche 23 Juin, 1996 à 12h05), que la Province parle de Révolution, selon lui, sur un mode limité comme en 1848.

La majorité des Révolutionnaires de 1789 étaient partant pour une Révolution limitée qui se serait terminée à la Fête de la Fédération, le 14 Juillet 1790. Si l'avenir produit une Révolution, elle ne pourra pas être limitée car :

- Cette Révolution serait du jamais vu : Ce serait une Révolution dans une République où le Peuple est souverain et place lui-même ses gouvernants au pouvoir. Que l'idée de Révolution en Démocratie puisse s'énoncer en dit long sur l'état de déstructuration du Régime.
- Une Révolution comme celle de 1848, implique qu'une forme de Régime de remplacement soit rapidement trouvée et que la liste des problèmes soit limitée. Si les problèmes sont liés entre eux dans une chaîne sans fin, la forme de Régime propre à s'en

charger sera à créer entièrement. Si la Révolution de 1789 a "mangé ses enfants", c'est que les Révolutionnaires n'étaient pas d'accord entre eux sur la forme du Régime de remplacement.

- Les gouvernants tiennent leur pouvoir des mandats électifs démocratiques, ils peuvent donc réprimer des éléments "antidémocratiques", à l'arme automatique s'il le faut. Il ne faut pas s'attendre à de la modération. Au moins, Louis XVI savait que l'origine et les limites de son pouvoir lui interdisaient de maintenir son Règne après usage du massacre.

L'inquiétante structure des forces de l'ordre :

Si, en France, l'opposition politique dépasse en certain seuil et se manifeste par des émeutes, le dérapage est prévisible par la structure même des forces de l'ordre.

Contrairement aux alarmes des syndicats de C.R.S. qui craignent d'être débordé par une rage meurtrière de gens qui n'auraient plus rien à perdre, ce qui obligerait les Compagnies de C.R.S. de tirer a balles réelles, les C.R.S. seront probablement retirés avant cette limite extrême.

Le Pouvoir pourrait alors faire appel à un corps redoutable, la Gendarmerie et en particulier la Gendarmerie mobile. La Gendarmerie offre l'avantage d'être un corps militaire disposant de véhicules blindés. Si cela n'était pas encore assez pour "calmer" la contestation, il resterait les régiments d'infanterie mécanisée spécialisés dans la lutte contre la guérilla urbaine.

La République semble avoir hérité de l'appareil répressif des régimes autoritaires qui l'ont précédé au XIX^e siècle, ainsi que du régime de Vichy, ce avec d'autant moins d'hésitation que l'ennemi était toujours le même, le collectivisme, les Rouges, le Communisme. Ce, avant la "chute du Communisme".

Ou alors, faut-il aller jusqu'à penser que le caractère de République oligarchique de la France a été pensé quelque part sur le dos de la population ? Que le Régime n'a jamais été conçu pour être totalement Démocratique ?

Il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle les fondateurs de la III^{ème} République ne voulaient ni des excès des première et seconde Républiques, encore moins du retour de la Commune. Même libéraux, républicains, Francs-Maçons, ils restaient avant tout économiquement et socialement des bourgeois.

Leur origine était même une garantie car il ne fallait pas affoler ni les paysans propriétaires, ni les bourgeois, ni même la noblesse anti-républicaine et encore moins l'Église et les Catholiques. En effet, l'opposition des anti-républicains ne pouvait pas dépasser un certain seuil, sous peine de "plomber" la République dès le départ.

L'historien Pierre MIQUEL dans Vive la République, quand même !¹⁷ a opéré une comparaison entre trois républiques oligarchiques : La République Romaine, les États-Unis

¹⁷ MIQUEL Pierre Vive la République, quand même ! - Fayard 1999.

d'Amérique et la III^{ème} République française. Il confirme l'emprise de l'oligarchie d'affaire sur la III^{ème} République.

Ce problème historique implique qu'il faille démocratiser pleinement et rapidement le Régime avant de retomber dans la Terreur.

Explicitation du mécanisme de la Terreur révolutionnaire :

Des auteurs s'interrogent sur la nature de la Terreur politique lors des Révolutions Française ou Russe, mais cela ne nous semble pas si mystérieux et obéir à trois ressorts psychologiques :

1. La population risque de se libérer brutalement de ses frustrations et avanies trop longtemps rentrées, par la Grande Peur, puis par la Terreur contre les responsables des malheurs publics et privés, c'est-à-dire les Oligarques précédemment décrits.

Cela risque d'être particulièrement sanglant quand le bas de la Société, les plus pauvres, va se rendre compte du train de vie et de la mentalité du haut de la Société, les plus riches. Jusqu'à maintenant en France, la richesse extrême parvient encore à se dissimuler ... La notion historique d' "Abus" n'est pas réservée à l'Ancien Régime.

Il existe en effet dans les sommets de la Société française un milieu oligarchique très particulier qui pose en lui-même un problème politique car il ne semble plus supporter la Société et la Société ne le supporte que de moins en moins. Ce milieu que Philippe MILNER auteur de *À bas les élèves!*¹⁸ caractérise ainsi:

<< ... On paie fort cher un entourage sociologique excluant les pauvres, les voyous et les allogènes de tous poils. Depuis que la Révolution a décidé de mêler sujets et ci-devants en une masse indistincte de citoyens, le monde des nantis n'a eu de cesse de se tisser des fils à la patte aussi puissants qu'occultes. Le compromis historique commencé avec La Fayette ou les girondins s'est réalisé sous Louis-Philippe entre la bourgeoisie et l'aristocratie orléaniste. C'est Adolphe Thiers qui leur a fait avaler la République, à partir du moment où ils ont compris qu'elle pouvait être de droite, et Mitterrand qui leur a démontré que, même de gauche, la République ne les empêcherait pas de péter dans la soie. La différence entre bourgeois modernistes et bourgeois conservateurs tient en cela que les premiers voient dans ce processus une garantie de la conservation de leur patrimoine - malgré quelques frayeurs et un prix social à payer - tandis que les seconds y craignent, à force d'abandons successifs, une dilapidation dudit patrimoine par abâtardissement des ayants droit, et se cramponnent à leur pré carré. ... En attendant que la bourgeoisie, à force de se reproduire entre elle dans les rallyes, ne s'éteigne par consanguinité ou sous le poids de ses hydrocéphalies ...>>

¹⁸ MILNER Philippe *À bas les élèves !* - Albin Michel 1999.

2. Les oppositions entre révolutionnaires sur le type de Régime à instaurer conduisent les nouveaux gouvernants à s'entretuer ; Puis le plus fort de tous élimine toute forme d'opposition pour rester au Pouvoir.

Il est même permis de se demander si Staline n'utilisait pas la Terreur pour viabiliser économiquement le Communisme, la Terreur remplaçant l'émulation par le profit et le jeu de la concurrence.

3. L'impossibilité de déposer par un simple acte juridique les anciens détenteurs de pouvoir. En effet, ce pouvoir n'est pas que politique, il est aussi économique et relationnel. Privé du pouvoir politique, les ci-devant oligarques ont parfaitement les moyens de paralyser toutes actions du nouveau Régime.

Ce nouveau Régime ne peut même pas se contenter d'emprisonner les contre-révolutionnaires qui peuvent transformer les prisons en lieux d'agitation et de complots.

L'issue se trouve dans les "Massacres de septembre", où en 1792, les prisons furent vidées des nobles et des prêtres réfractaires, et dans la "Loi des suspects" (17 septembre 1793, durcie par celle du 10 juin 1794 relative à la Grande Terreur).

Le phénomène révolutionnaire serait d'autant plus dangereux qu'il constituerait non seulement l'explosion d'un Régime, mais une période où faute de gouvernement pour contenir et masquer la chose, deux déséquilibres fondamentaux de la Société française s'exprimeraient et se régleraient librement :

1. La question économique avec la chômage, opposant riches et pauvres .
2. La question ethnique avec l'immigration , opposant partisans et adversaires de la Société multiethnique et multiculturelle .

Ces deux oppositions peuvent d'ailleurs recombinaison leurs éléments entre elles en chiasmes les plus variés.

Il nous faut donc examiner maintenant la question économique puis la question ethnique.

Chapitre 2

La Question économique

Il convient d'examiner en premier le secteur privé, puis de tirer les conséquences de ce qui y est exposé pour le secteur public.

Section 1

Le secteur privé

Nous ne sommes pas économiste et admettons bien nos lacunes en la matière, Toutefois le Monde fait périodiquement mention d'une crise de la pensée économique, de l'imagination des économistes. Par ailleurs, pour décrire et prévenir le "risque révolutionnaire", il nous faut parler des racines économiques du mal.

Pour employer un vocabulaire ancien, pendant longtemps les citoyens avaient un "état" au sens de l'établissement dans un métier, un emploi d'où source de revenus. Or, avec le chômage, trop de personnes sont sans emploi, sous employées et/ou sans ressources suffisantes.

Mêmes des personnes ayant un emploi peuvent ne pas avoir assez de Revenu Personnel Disponible, après cotisations sociales et impôts, pour vivre correctement. Elles constituent alors des "pauvres travaillant ou au travail", traduction de l'Anglais "working poors".

Si une part trop large de la population se paupérise, il y a risque de contestation du pouvoir politique car une masse d'individus n'arrive plus à se sustenter économiquement, à assurer leur avenir et celle de leur descendance, d'où l'hésitation à procréer déjà mentionnée.

S'il y a chômage de masse, il y a donc un intérêt politique premier à organiser la "liquidation de masse" du chômage, d'autant plus qu'avec déjà 2,2 millions de chômeurs, officiellement reconnus, en Décembre 2000 (9,4 % de la population active), il faudrait 10 ans de croissance continue, au taux de 3 % l'an, pour réduire le taux de chômage à seulement 5 %¹⁹, ce alors qu'avec la crise économique le nombre des chômeurs tend vers 3 millions en 2010²⁰.

La vertu de la seule croissance n'est pas suffisante car des cycles économiques courts empêchent de maintenir un taux de croissance assez longtemps pour liquider le chômage²¹. Cela d'autant plus que le mécanisme fondamental de production du chômage, lui, reste toujours en place.

¹⁹ À ce sujet, voir Le Monde du Mercredi 6 Décembre 2000 " Plein-emploi : comment y parvenir" - pages 1,6,7,15 et 16.

²⁰ paris-match.com du Lundi 11 Janvier 2010.

²¹ Par exemple, sous le gouvernement de Michel Rocard (1988-1991), il y eu une phase relative de dynamisme économique, mais cela n'a pas duré. La baisse du chômage, constatée en 2000, n'a en effet pas duré : Cf. Le

Pour nous interroger sur les causes du chômage, simplifions le problème en prenant au sérieux les raisons proposées par des élèves de 6^{ème} lors d'un reportage télévisé. Traduisons leurs réponses en termes élaborés.

Selon eux, le chômage de masse aurait deux causes que nous retiendrons comme valides :

1. L'augmentation de la population mondiale, la nécessité de travailler rend le Facteur travail abondant surtout avec l'augmentation du nombre d'États qui s'industrialisent.
2. La science et la technologie favoriseraient l'économie du Facteur travail, d'où l'apparition d'une pénurie physique d'emploi, le concept de croissance économique n'y suffisant plus.

Toutefois, la première cause, souvent mise en avant pour critiquer la concurrence et les "délocalisations", est moins fondamentale et plus transitoire que la seconde.

En effet, Pierre-Noël GIRAUD démontre dans son livre *L'inégalité du monde*²² que les Nouveaux Pays Industriels de grande taille telle l'Inde ou la Chine disposent d'un réservoir de main d'œuvre pauvre presque inépuisable qui leur évitera de voir leur compétitivité se restreindre par l'augmentation du coût d'une part de leur population active sur le modèle de Taiwan ou de la Corée du Sud.

Cependant, à terme, même dans ces grands pays l'effet de substitution du travail humain par la technique se fait déjà sentir comme en Chine qui connaît de l'ordre de 34 Millions de chômeurs en 1997 en cumulant toutes les catégories de sous-emploi²³ (mais le nombre réel pourrait être de 50 Millions) et où le temps de travail a déjà été réduit.

Les relations entre la science et la technologie et l'économie du Facteur travail reste donc l'élément pertinent, encore faut-il ne pas se tromper sur la nature du changement scientifique et technique en cause.

L'électronique et l'informatique sont, certes, en cause mais pas sous la forme de hautes technologies du genre automatique ou de robotique, si ce n'est marginalement. Électronique et informatique ont une influence plus discrète par au moins quatre facteurs :

1. L'introduction de l'électronique / informatique dans des machines anciennes, ce qui augmente leur efficacité.

Monde du Jeudi 1^{er} Novembre 2001- Page 30 " La hausse du chômage se confirme en septembre mais ne connaît pas d'accélération brutale - le nombre de demandeurs d'emploi, 2 140 900 (+ 0,6 %), augmente pour le cinquième moi consécutif.

²² GIRAUD Pierre-Noël *L'inégalité du monde* - Folio Actuel Gallimard 1996.

²³ ROCCA Jean-Louis Quand la vague du chômage déferle (page 82) - la mondialisation contre l'Asie - Manière de voir n°47 Septembre-Octobre 1999. Le Monde du Jeudi 28 Février 2002, L'OMC va coûter 20 millions d'emplois à la Chine - International - page 5, évoque le chiffre de 100 millions de travailleurs ruraux excédentaires, chiffre pouvant grimper à 160 millions avec l'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Par ailleurs, la Chine ne comptabilise, de façon officielle, qu'une partie de son chômage urbain, mais pas son chômage rural.

2. L'utilisation de l'ordinateur dans la conception de nouveaux produits d'où gain de temps et surtout gain d'efficacité des produits ainsi conçus.
3. L'emploi de l'ordinateur rend possible l'introduction de nouveaux principes d'organisation et de gestion des entreprises, chose qui aurait été plus difficile sans les capacités de l'ordinateur.
4. L'ordinateur, même sous sa forme actuelle, permet de gagner du temps et d'épargner des tâches répétitives et pénibles à condition que l'ensemble ordinateur / logiciels soit maîtrisé.

Nous pouvons émettre l'hypothèse que se produit alors une série de petites économies sur l'emploi au niveau micro économique, économies qui se cumulent au niveau macroéconomique.

De plus, si sous l'effet de la technique et de la législation, les agents économiques, les entreprises sont dans une économie concurrentielle ouverte, cela doit donner à peu près le mécanisme suivant :

1. Au sein de chaque firme, l'économie de personnel est rendue possible d'où plus de compétitivité et de profit.
2. La concurrence locale ou entre les nations fait disparaître les entreprises les moins compétitives.
3. La richesse globale augmente, mais elle est mal répartie car dans le même temps il se crée des poches de sous-consommation par le fait du chômage et des faibles rémunérations. Les chômeurs et les mal payés deviennent surendettés, insolvables
4. Si la solvabilité et le volume des consommateurs se réduit à l'échelon national, continental ou mondial, la concurrence devient plus forte afin de parvenir à vendre malgré tout. L'encouragement à la consommation à crédit aggrave le risque d'insolvabilité par surendettement.
5. Cette concurrence accentue le recours à tout ce qui peut réduire les coûts : la technique, la pression sur les salaires. Il s'agit d'un retour cumulatif aux points 1 et 2.

Au terme du processus, l'offre et la demande risquent de ne plus avoir la flexibilité nécessaire pour s'ajuster d'où des producteurs qui se retrouvent sans consommateurs. C'est le retour à la grande dépression comme en 1929 et les économistes néo-classiques sont en difficulté une nouvelle fois (Cf. la Loi des débouchés de Jean-Baptiste SAY).

L'effondrement boursier et bancaire de septembre 2008, n'est pas autre chose d'une dissociation entre les flux monétaires et les flux réel, l' "économie réel" n'ayant absolument plus le dynamisme affiché par les flux monétaires traduit par les Bourses et les produits bancaires.

Toutefois, le Keynésianisme ne se porte pas mieux car dans sa conception la plus simple, les acteurs de la redistribution sont les États. Or, si au temps de KEYNES, les États pouvaient sembler être des agents économiques surpuissant ce n'est plus le cas aujourd'hui car leurs finances publiques sont déjà massivement engagées et dans une économie ouverte et mondialisée, la relance économique d'un État dilue ses effets vers l'extérieur du territoire national.

Le seul Keynésianisme possible semble être un "Keynésianisme généralisé" où se sont les agents économiques eux-mêmes, les Sociétés civiles, qui sont incités à faire circuler la richesse comme un flux, afin de solvabiliser le maximum de monde.

Une modification en profondeur du système économique semble possible car au-delà des cycles économiques classiques, il semble exister des grands cycles de plusieurs siècles, voire même des "Ères économiques" de plusieurs millénaires, dont le début et la fin sont marqués par des progrès scientifiques et techniques radicaux modifiant le fonctionnement économique et politique des Sociétés.

Le chômage actuel serait dû au fait que le système productif est dans un entre-deux où il est déjà assez productif pour générer du chômage mais cette productivité n'est pas encore suffisante pour liquider le chômage de masse qu'elle a induit.

L'économie est en transition entre deux modes de production basées sur deux "Systèmes techniques différents. Un "Système technique" étant défini comme : la manière dont une Société utilise l'énergie, la matière, la biologie et l'information. C'est ainsi que l'Humanité serait déjà passée par deux "Ères économiques" et débiterait une troisième ère :

- L'ère agraire : Économie de pénurie.
- L'ère industrielle : Économie de rareté.
- L'ère de l'Information : Économie d'abondance.

Si, en presque 40 ans, de 1973 à 2010, le chômage n'a touché que de l'ordre de 10% de la population active, le chômage pourrait, au-delà d'un certain seuil d'évolution du système productif, connaître une "phase explosive".

Pour le comprendre, il faut découvrir la pensée politique et économique d'ARISTOTE (384 av.J.-C. — 322 av.J.-C.)²⁴.

La justification ultime du travail chez Aristote, consiste pour lui à se demander "Pourquoi doit-on travailler" ?

Les uns diront " car il faut bien vivre", d'autres, un peu moins soumis à la pression de la nécessité diront "pour gagner de l'Argent".

Or, pour ARISTOTE, ces deux réponses ne sont pas la justification ultime du travail.

À la question, "Pourquoi doit-on travailler ?", il répond, en quelque sorte, si je synthétise sa pensée, en le faisant parler :

<< Parce que les biens [matériels] et les services [prestations matérielles, physiques, à caractère non-intellectuelles] doivent être faits, accomplis.

Or, en l'état actuel des choses, dans le monde humain [non divin], seuls les humains peuvent produire biens et services >>>

²⁴ ARISTOTE Les Politiques – Traduction, Présentation, Notes et Index par Pierre Pellegrin – GF Flammarion n° 490 (2^e édition revue et corrigée, 1993).

C'est alors que la conception de la nation de travail chez ARISTOTE, dans Les Politiques, ²⁵Chapitre 4 "Nature et fonctions de l'esclave: construction du concept d'esclave", devient particulièrement intéressante.

Pour ARISTOTE, le travail par l'homme s'impose donc car l'homme est le seul être non divin à pouvoir le faire.

Mais le travail est une déchéance, affaire des esclaves qui ne sont pas par nature des citoyens, même s'ils restent des hommes, hors du travail²⁶.

Les artisans, ouvriers, paysans ayant la qualité d'hommes libres ne sont pas véritablement des citoyens, sauf par démagogie (au sens d'origine, l'habileté de tenir les masses populaires par le discours), ils n'ont pas le temps de s'occuper des affaires politiques, leur vote est acheté par d'autres.

Toutefois, pour ARISTOTE, le travail pourrait devenir une activité de l'esprit, telle la gestion d'un domaine agricole par un "vrai" citoyen, et cela selon 2 étapes :

Un stade purement mécanique, celui des navettes volant automatiquement dans les métiers à tisser. Étape qui a été franchie au XVIII^e Siècle.

Un stade de machines intelligentes, les "trépieds d'Héphaïstos"²⁷, qui servent les Dieux lors de leurs Assemblées sur l'Olympe. Cette étape sera franchie au XXI^e Siècle, soit dans 20 ou 50 ans.

ARISTOTE a même la prescience d'une Intelligence Artificielle particulièrement poussée, si on le cite intégralement :

<<Si donc il était possible à chaque instrument parce qu'il en aurait reçu l'ordre ou par simple pressentiment de mener à bien son œuvre propre, comme on le dit des statues de Dédale ou des trépieds d'Héphaïstos qui, selon le poète, entraient d'eux-mêmes dans l'assemblée des Dieux, si, de même, les navettes tissaient d'elles-mêmes et les plectres jouaient tout seuls de la cithare²⁸, alors les ingénieurs n'auraient pas besoin d'exécutants ni les maîtres d'esclaves >>

Actuellement, la robotisation de certaines tâches est impossible et/ou trop coûteuses du fait du manque d'intelligence des ordinateurs et du prix de la robotique industrielle. Pour sortir de la crise économique, du chômage et des déséquilibres sociaux que cela implique, il suffirait d'organiser rationnellement le passage d'un "Système technique" à l'autre au lieu de vivre empiriquement et en aveugle cette mutation.

²⁵ ARISTOTE est également le premier fondateur connu, à notre connaissance, de l'économie politique ou science économique par son petit traité Les Économiques, ouvrage qui contrairement aux apparences n'a rien de primitif.

²⁶ À la différence de l' "extermination par le travail" des Nazis et des Staliniens, sorte de stade ultime du capitalisme, où le travail n'y a pratiquement pas de coût.

²⁷ Le Vulcain des Romains, Dieu du feu, des volcans, de la métallurgie, également Dieu des artisans, mais en fait ingénieur factotum des Dieux et producteur d'armements.

²⁸ Plectre:[nom masculin] Petite baguette de bois ou d'ivoire servant à gratter ou pincer les cordes de la lyre ou de la cithare, donc, dans ce contexte, des instruments de musique automatiques [ou de la musique enregistrée!].

Pour ce faire, nous proposons d'organiser un mouvement allant de la science fondamentale vers la technologie et de la technologie vers l'activité économique afin d'accélérer la transition.

La redéfinition de la richesse comme un flux immatériel et sa répartition serait rendue possible par le concept d' "hyper-productivité".

L' "hyper-productivité consisterait à accroître la productivité du système productif avec une telle ampleur que l'augmentation de la valeur ajoutée serait suffisante pour répartir la richesse supplémentaire au moins en quatre portions :

1. Rémunération des investisseurs.
2. Investissement.
3. Augmentation de salaire et / ou réduction du temps de travail.
4. Recettes fiscales.

Au fil du temps, il se produirait un effet cumulatif positif, un cercle vertueux au fur et à mesure de l'accroissement de la productivité :

1. Plus de profit pour les investisseurs.
2. Plus d'investissement
3. Plus de travail et de revenu pour les "travailleurs".
4. Plus de marge de manœuvre budgétaire pour l'État.

Les revenus des individus pourraient alors avoir trois sources complémentaires :

1. Le salaire au sens classique.
2. La propriété directe d' "esclaves robotiques", de portions de l'appareil de production, loués à l'entreprise. Comme quoi le Droit romain de l'esclavage peut s'appliquer aux robots et autres machines intelligentes!
3. La participation aux bénéfices de l'entreprise sous forme de la "Participation", d'actions, de stock-options. La propriété du capital de l'entreprise devenant pour tous les salariés un complément nécessaire au salaire afin d'assurer la viabilité du Capitalisme²⁹.

Pour parvenir au seuil de l'hyper-productivité , il faudrait réunir des conditions préalables:

1. Une politique de transformation volontaire du système productif (la politique industrielle, mais il n'est plus question ici de l'industrie au sens strict).
2. Une population active hautement instruite, ce qui pose le problème de la crise du Système éducatif (point que nous examinerons).

²⁹ BAVEREZ Nicolas Y a-t-il une vie après Alan Greenspan ? Point de vue - Le Monde Mardi 28 Septembre 1999 page 1.

3. Que l'État détaxe le Facteur travail et n'impose pas trop les revenus, le but étant de faciliter l'emploi et le pouvoir d'achat (laisser de l'argent aux agents économiques).

Par contre, l'État taxerait la consommation et l'épargne. La taxation de l'épargne n'étant pas trop problématique, la richesse étant devenue un flux. Le contribuable retrouve sa richesse sur une autre portion du cycle économique par le dynamisme supplémentaire de l'économie (plus de revenus, plus de rémunération des valeurs mobilières).

4. La masse monétaire doit avoir un volume suffisant, le Système monétaire doit être stable et inspirer confiance.

C'est pourquoi nous examinerons, dans ce chapitre, la question de la monnaie et celle du Système fiscale.

Au terme de la transformation du Système productif, il se créerait une Société "égalitaire - non égalitariste" où les citoyens auraient assez de temps et d'argent pour décider des affaires publiques, des affaires de la République au sens de l'ensemble des choses instituées pour le bien commun du Peuple, de la population.

Le travail ne va pas disparaître comme on le prédit souvent, il va se transformer sur le modèle de certaines activités de loisir comme le bricolage. Dans une telle économie, ce qui compte, ce n'est pas l'institutionnalisation du travail en termes de contrat de travail ou d'horaires, c'est la participation individuelle à la création collective de valeur ajoutée.

Prenons l'exemple d'un ordinateur : quand vous l'allumez, vous ne pouvez pas savoir si son utilisateur va se distraire, s'éduquer, s'informer ou travailler au besoin en commandant à d'autres machines.

De même, dans une économie hautement productive, le temps de travail n'a plus grand sens car il est comprimé par la technique. Associée à la technologie, une personne, en une heure, peut ne rien faire de bien valable ou avoir une productivité énorme.

Les citoyens du XXI^e siècle ressembleraient aux riches citoyens des Sociétés esclavagistes de l'Antiquité, seulement, ceci est une nouveauté dont les gouvernants ne tiennent pas à ce qu'elle vienne à l'idée des gouvernés.

Le chômage n'est alors plus un problème économique mais un problème politique, il peut être utilisé par les élites comme un moyen de rester le plus longtemps possible encore au stade de la Société de rareté pour le plus grand profit, supposé, d'une oligarchie intellectuelle, politique et économique.

Le problème de la concentration oligarchique du pouvoir n'est pas seulement français mais international, quel que soit le degré de développement des États. Il touche aussi bien la Grande-Bretagne que les États-Unis, l'Algérie que le Japon ou la Chine.

Or, il est illusoire de vouloir ralentir l'évolution des Sociétés car les dites Sociétés risquent de se venger.

Vers une sanction marxiste pour un Capitalisme soviétisé ?

Jusqu'à maintenant, nous avons raisonné sur la base d'une évolution linéaire de l'évolution du rapport entre science, technique et économie. Toutefois, il y a un risque qu'entre 2000 et 2020, différentes avancées scientifiques et techniques arrivent à maturité puis se combinent entre elles pour produire un saut quantitatif et qualitatif qui démultiplierait l'économie du Facteur travail et donc le chômage si la Société ne change pas son organisation économique.

Il suffira de prendre l'exemple de l'ordinateur. Aujourd'hui, l'ordinateur est une "Machine de von Neumann", il a encore des possibilités d'évolution grâce à la marge de progrès de la technologie des microprocesseurs. Cependant, les électroniciens qui retiennent la conception la plus stricte de l'intelligence artificielle doutent que les ordinateurs puissent un jour véritablement devenir intelligents.

Or, il se pourrait, sans que cela soit encore considéré comme réalisable, qu'apparaisse une nouvelle classe d'ordinateurs, l'ordinateur quantique qui lui, pourrait accéder aux fonctions supérieures de l'esprit.

Une telle technologie aurait pour effet de vider les usines et les bureaux radicalement sur un modèle déjà vu par le passé. En effet, la seconde révolution industrielle qui débute vers 1880 pour produire tous ses effets après 1918, a déjà économisé le travail humain en limitant le recours à la force musculaire grâce à l'utilisation du moteur à explosion et du moteur électrique.

Il s'agit de ce que les économistes connaissent sous le nom de "Cycles de SCHUMPETER" où il existe un lien entre les phases de croissance et de récession de l'Économie et l'apparition, la maturité et l'obsolescence des technologies.

Il ne faut pas s'imaginer que le Système productif, le Capitalisme va se priver de l'incorporation de l'intelligence dans les machines.

Alors, il y a deux issues, liquider le chômage par l'hyper-productivité offerte par les nouvelles machines ou garder le système économique actuel qui conduit le capitalisme à une régression.

Nous proposons de qualifier cette régression de "soviétisation du Capitalisme" et en particulier de "soviétisation du marché du travail".

Une économie soviétisée est une économie qui finit dans un état d'épuisement pour former une "économie de pénurie" incapable de fournir en qualité et quantité les biens de consommation les plus courants.

L'organisation de la pénurie finit par scinder la distribution des biens de consommation en deux portions, les magasins d'État vides mais peu coûteux, la "réserve spéciale du Parti" où règne qualité et quantité pour le petit nombre, ceux qui peuvent payer ou les nomenclaturistes.

Eh bien, en situation de chômage de masse, même la qualification n'est plus suffisante même si elle est indispensable. Il se crée une "réserve spéciale" pour :

1. Les travailleurs nécessaires à la production, les plus qualifiés, les mieux payés.
2. Les détenteurs du pouvoir oligarchique qui ne sont pas forcément les plus doués intellectuellement.

Le reste de la population forme une armée supplétive mal payée, à l'emploi précaire ou même sans emploi d'où le chômage de longue durée. Les A.N.P.E.s sont alors l'équivalent des "magasins d'État" de l'économie soviétique. La pénurie physique de travail produit les mêmes effets qu'une famine d'Ancien Régime d'où le titre du livre Eric LECERF *La famine des temps modernes - essai sur le chômeur*³⁰.

Seulement, à terme, un tel système n'est pas plus viable que la pénurie d'épicerie dans l'U.R.S.S. finissante car les cadres moyens et supérieurs ne peuvent plus supporter la pression à la fois de la concurrence, la menace sur leur emploi et la montée de la précarité sociale.

C'est là que l'on risque de retomber dans la logique marxiste de fin du Capitalisme. Le Capitalisme par sa logique pousse une part croissante de la population à la prolétarianisation, même et y compris des catégories sociales anciennement favorisées. La population prolétarisée s'en prend alors à la minorité, oligarchie ploutocratique, qui détient l'économie et la politique.

Seulement, la grande différence de cette Révolution d'avec la Révolution communiste marxiste, c'est que cette révolution n'étatise pas, ne collectivise au sens du "Communisme réel" de 1917 ; Sauf à prendre le terme "Communisme" au sens de redistribution macro-économique, de " mise en commun".

L'idée de collectivisation ou d'Étatisation, s'est probablement imposée au XIX^e siècle car le Capitalisme était supposé rencontrer des contradictions dans l'organisation de la production. À l'opposé, le Communisme pouvait être rejeté comme contraire à la propriété privée seule garante de l'efficacité de la production par le mécanisme d'accumulation primitive de capital.

Or, au XXI^e siècle, le problème du Capitalisme est moins de produire que de répartir la richesse, afin de pouvoir poursuivre son développement.

Ce d'autant plus que l'écologie comme science et même comme pensée politique rend service au Capitalisme. À terme, il ne risque pas d'user les ressources naturelles et les ressources humaines comme le Communisme russe l'a fait. Le Capitalisme peut donc durer très longtemps sans rencontrer de limites physiques.

Le Capitalisme doit donc incorporer la notion de partage au sens moral et économique car le partage devient économiquement rentable pour assurer la survie du Capitalisme.

³⁰ LECERF Eric *La famine des temps modernes - essai sur le chômeur* L'Harmattan 1992.

Le Miracle de la multiplication des pains et des poissons³¹ est peut-être en fait une métaphore économique. Si vous pouvez multiplier physiquement les biens, rien ne s'oppose à les redistribuer, vous devez même le faire.

Il n'est pas impossible que le Communisme Chinois de DENG Xiaoping, suite au plan des <<Quatre Modernisations³²>> de 1978-1979, ne soit pas très éloigné de ce futur système économique où l'État assure l'aspect collectif en assurant l'équilibre de la Société en fixant des normes de répartition des richesses et d'organisation de la production dans le sens de l'intérêt national, alors que les Capitalistes sont encouragés à produire dans le cadre fixé et à s'enrichir tant que l'équilibre de la Société est assuré.

C'est en quoi, si ce changement de modèle économique est moins utopique qu'il ne le semble à première vue, ne pas le faire nous rendrez coupable d' "égoïsme bourgeois" dont nous prédisons qu'il sera politiquement durement réprimé, l'ancienne élite oligarchique étant privée par la mort des "promesses du monde à venir".

De ces bourgeois là, nous pouvons même dire " Ah, les chameaux !"; C'est probablement un des sens possibles de l'affirmation de Jésus-Christ :

<< Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille
qu'à un riche de rentrer dans le royaume de Dieu>>³³.

En fait, c'est le concept même de Bourgeoisie qui est mis en cause.

En effet, si, dans les années 1970, la bourgeoisie pouvait être contestée par des Collectivistes, des Marxistes, des Socialo-Communistes, mais elle était légitime au sens où elle donnait du travail, elle avait donc un rôle économique et social incontournable.

Tellement incontournable d'ailleurs que même en URSS ou en Chine rouge, la bourgeoisie avait fini par se reconstituer pour former ce qui est connu sous le nom de nomenklatura.

Or, par contraste, en 2010, regardons le comportement de la bonne bourgeoisie locale d'un chef-lieu de Département ou d'une Capitale Régionale, ainsi le personnel politique qui en est le fruit.

Les élus et leurs amis sont en fait engagés dans une lutte contre la marginalisation politique et économique, ils en sont à recréer les "Bénéfices" d'Ancien Régime pour ne pas finir à Pôle Emploi la masse du Peuple.

Ces élus archaïques ne veulent entreprendre sur eux-mêmes aucun traitement curatif et écartent tous ceux qui les préviennent que la niche va tomber sur le chien, ce sont des malades qui sont amoureux de leur maladie.

³¹ Marc 6 : 32.

³² Industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture.

³³ Matthieu 19 : 24 , Marc 10:25 , Luc 18:25.

Ils ne peuvent s'opposer durablement à l'ascension politique des classes moyennes instruites car cette vieille bourgeoisie est devenue incapable de générer des richesses et de créer des emplois.

La Haute Bourgeoisie Capitaliste existe encore, mais elle est renouvelée; Elle crée de la richesse pour les actionnaires, elle produit de plus en plus, mais éprouve de plus en plus de difficultés à trouver des consommateurs solvables, car elle fait de moins en moins travailler les citoyens, c'est le chômage.

Passons maintenant à l'analyse de la question monétaire.

Vers une monnaie numérique universelle ?

La transformation du système économique implique que cette transformation s'appuie sur une monnaie suffisamment abondante pour financer les agents économiques et que cette monnaie soit stable, qu'elle ne désorganise par l'économie par des crises financières.

Or, depuis deux ans, l'Asie, l'Amérique latine et la Russie connaissent une crise économique par découplage entre l'économie réelle et le système de financement de l'économie.

De plus, le 15 Août 1971, le Président NIXON a mis fin à la convertibilité du Dollar en or. On retient généralement de ce système monétaire international qu'il se trouve depuis dans un système de flottement généralisé des monnaies, flottement que les Puissances tentent de réguler chaque fois que cela produit trop d'effets pervers. Autrement dit quand ça flotte de trop.³⁴

Toutefois, là n'est peut-être pas le plus important dans cette décision du 15 Août 1971, car presque 40 ans après, elle produit un effet inattendu : elle démonétise l'or, elle dématérialise la monnaie et pose la question de la définition du concept de monnaie.

Paul VALÉRY³⁵ avait déjà perçu la démonétisation de l'or dans "Mon Faust", œuvre posthume publiée en 1946 :

MÉPHISTOPHÉLÈS

Font-ils de l'or?

FAUST

Bientôt. Du reste, l'or lui-même se meurt, et ils obtiennent des métaux plus de cent mille fois plus précieux.

MÉPHISTOPHÉLÈS

³⁴ C'est un peu comme chez les "Shadoks" à part qu'eux, ils pompent !

³⁵ VALÉRY Paul "Mon Faust" Folio essais n° 114.

Quoi, le veau d'or...

FAUST

Vaudra demain moins cher que le veau naturel.

En consultant deux manuels d'économie³⁶, nous trouvons deux présentations de la monnaie ? L'une classique (les fonctions de la monnaie, la masse monétaire etc ...), l'autre plus extensive qui inclus dans la notion de monnaie le financement de l'économie non seulement par les banques mais aussi par la bourse, les valeurs mobilières.

De plus, Nous lisons parfois dans des revues d'informatique que des passionnés d'informatique et d'internet rêvent de faire de l'information une monnaie privée qui remplacerait le concept actuel de monnaie.

À partir du moment où la masse monétaire est presque totalement dématérialisée car générée et traitée par ordinateur, il y a deux risques :

1. Que la création de monnaie échappe définitivement au contrôle des États ou groupements d'États (ex : l'Union Européen)
2. Qu'il s'en suive que les flux monétaires se dissocient radicalement des flux réels. Un modèle économique simplifié d'une telle dissociation se trouve déjà dans la faillite du Système de LAW ou "Miracle de la Rue Quincampoix" en 1720 et est transposable à l'effondrement boursier et bancaire de septembre 2008.

En effet, tant que les valeurs mobilières cotées en Bourse sont simplement constituées de monnaie, ce ne sont que des moyens de financement d'agent économique. Or, il y a un risque de transformer, par glissements successifs des concepts, actions et obligations en monnaie par elles-mêmes, monnaie privée basée sur et garantie par l'activité des entreprises cotées.

Le risque d'une telle dérive sémantique est de chercher à générer de la monnaie, puis à trouver des agents économiques qui par leurs activités rapporteront des profits, au lieu de la démarche inverse, classique, consistant à ce que l'activité des agents économiques finisse par étendre la masse monétaire.

Non seulement la monnaie publique au sens strict est largement dématérialisée, mais en plus, il s'y rajoute les valeurs mobilières pouvant servir de monnaies privées, elles-mêmes dématérialisées. C'est la dématérialisation des titres, la France a même été plus loin en dématérialisant la Bourse de Paris par son informatisation complète d'où la fermeture du Palais Brongniart.

³⁶ Pour la présentation classique : Michael BURDA et Charles WYPLOSZ Macroéconomie, une perspective européenne - Ouvertures économiques Prémisses De Boeck Université 1993 - Pour une conception étendue : Denise FLOUEAT Économie contemporaine 2/ Les phénomènes monétaires P.U.F. 1988.

Or, toute cette monnaie tant publique que privée est très facile à produire puisqu'elle ne se rattache à aucun étalon physique d'où le risque de voir la monnaie périodiquement se dissocier des flux réels qui eux sont liés au monde physique (la nature, les hommes).

Si l'information se transforme, à l'avenir en une nouvelle forme de monnaie privée, on risque l'anarchie, sauf à changer le concept de monnaie.

L'économie mondiale risque donc d'être soumise à l'explosion de "bulles spéculatives", dérèglements qui finiraient par déstructurer complètement l'économie réelle par le coût social des crises monétaires.

Il nous semble qu'il faut trouver le moyen d'instituer une relation de proportionnalité entre les flux réels et les flux monétaires.

L'intérêt du livre de François RACHLINE *Que l'argent soit ! Capitalisme et alchimie de l'avenir*³⁷ est de montrer, mais sans pousser le raisonnement à son terme, que la monnaie a une histoire et que le support matériel de la monnaie est un facteur non neutre dans la définition du concept de monnaie.

Cela nous donne l'idée de définir une sorte de loi économique qui s'énoncerait ainsi:

1. Historiquement la monnaie tend à une dématérialisation constante de son support matériel.
2. Cette dématérialisation du support matériel de la monnaie est un facteur non neutre dans le fonctionnement de la masse monétaire et finit par modifier sur le long terme la définition même du concept de monnaie (fonctions de la monnaie et surtout relations entre ses fonctions).

A partir du livre de François RACHLINE, nous proposons de définir des "âges de la monnaie".

Âge I
Économie de troc, mais certains biens commencent à être utilisés comme de la monnaie (ex : troupeaux , bronze)

Âge II

³⁷ RACHLINE François *Que l'argent soit! Capitalisme et alchimie de l'avenir* - Liberté de l'esprit Calmann-Lévy 1993.

Flux réels	Flux monétaires divisés en monnaies précieuses (or et argent) et monnaie divisionnaire courante (cuivre, bronze)
------------	--

Âge III		
Flux réels	Monnaie métallique or	Monnaie divisionnaire et papier : fiduciaire et scripturale

Âge IV		
Flux réels	Monnaie divisionnaire , fiduciaire et Scripturale sur papier (chèques)	Monnaie scripturale immatérielle informatisée

Âge V			
Flux réels au sens classique	Quantification informatique des flux réels	Monnaie divisionnaire , fiduciaire et scripturale sur papier (chèques)	Monnaie scripturale immatérielle informatisée

Âge VI		
Flux réels	Quantification	Monnaie électronique à

au sens classique	informatique des flux réels	l'échelon micro et macro économique
----------------------	--------------------------------	--

Là ce sont des comptabilités non monétaires des flux réels : stock mesuré par les codes barre, quantité physique (ex : tonnes; kilowatt/ heure), point d'indice, suivit d'un processus de production etc ...

Observons l'âge de la monnaie à son stade VI, on constate que :

Si cette comptabilité non monétaire est informatisée, elle a la caractéristique d'être codée numériquement dans les ordinateurs (suite de 0 et de 1).

Alors, c'est là que l'on peut faire un rapprochement car la monnaie que ce soit dans les Banques Centrales, les banques, les organismes financiers, la Bourse, elle a, elle aussi la caractéristique d'être codée numériquement dans les ordinateurs (suite de 0 et de 1).

La monnaie et la "quantification informatique des flux réels" ont donc la même nature physique, ce qui donne l'idée suivante : Fusionner Monnaie et "quantification informatique des flux réels" afin d'éviter que la monnaie ne se dissocie des flux réels au sens classique.

Comment concrètement opérer cette fusion ? Là encore l'informatisation généralisée de la Société nous rend service. Ce lien entre la monnaie et la "quantification informatique des flux réels" existe déjà c'est la comptabilité au sens classique qui elle, comptabilise le rapport entre des choses et leur valeur exprimée en monnaie.

Or la comptabilité est informatisée, normalisée par des plans comptables, des agrégats sont définis. C'est ainsi que l'on trouve :

1. À l'échelon micro économique : la comptabilité analytique.
2. À l'échelon macroéconomique : le Tableau Économique d'Ensemble (T.E.E.)

Ainsi les flux réels, la comptabilité proprement dite et la monnaie se retrouvent tous sous la même forme physique : ils sont codés numériquement dans les ordinateurs (suite de 0 et de 1).

La monnaie peut alors être conçue sous forme d' "unité numérique élémentaire", des unités numériques élémentaires pouvant être regroupées en "paquets" décrivant une opération économique donnée (ex: construction d'une automobile), les paquets pouvant se regrouper en agrégats afin de retrouver la comptabilité analytique et le T.E.E.

Cette numérisation de la monnaie aurait deux avantages :

1. Elle serait liée aux flux réels qu'elle quantifierait d'où plus de dissociation entre les flux réels et la monnaie.
2. Il serait possible de rendre cette monnaie consomptible au terme de certains cycles économiques, ce afin de garantir que la monnaie ne se dissocie pas des actions concrètes des agents économiques, des flux réels.

Ainsi, la masse monétaire n'augmenterait que si l'autorité responsable de la monnaie le désirerait afin d'anticiper le développement futur de l'économie réelle.

3. Elle est universelle par sa nature, il n'y a ni monnaie nationale ou continentale (ex: l'Euro), ni devises (ex :le Dollar ou le Yen).

Il s'agirait même là d'une monnaie doublement quantique :

1. Elle quantifierait les flux réels.
2. Elle aurait une nature quantique, au sens de la physique quantique, car telle serait sa nature dans les ordinateurs, machines issues de la physique quantique.

Par analogie avec l'informatique, il serait possible de créer une nouvelle forme de crédit, de création de monnaie , par " passage du virtuel au réel".

De la monnaie virtuelle serait d'abord créée, puis elle se concrétiserait au fur et à mesure que l'agent économique emprunteur accomplirait des actions dans le circuit économique réel. Cette forme de crédit anticipé stimulerait les initiatives de production.

L'influence de l'informatisation généralisée aura peut-être un effet particulier sur le concept de banque, ce serait le retour du "banquier personne physique".

Au fur et à mesure du développement du système bancaire, la législation afin d'éviter les escroqueries et les faillites n'a plus autorisé l'exercice de la profession bancaire à des personnes morales³⁸.

Seulement, l'augmentation de la puissance des ordinateurs rendra possible, assez rapidement, un exploit technique et humain : la banque sans employés de banques ni cadres bancaires, une banque uniquement constituée de cadres supérieurs et de Banquiers personnes physiques, au sens de détenteurs d'une partie du capital de la banque, l'autre partie étant répartie dans le public.

³⁸ Cf. un film de 1933, *Ces Messieurs de la Santé*. Époque où trop de Banquiers finissaient en prison. Ce film est une bonne anticipation de l'Affaire Stavisky. De même que *Topaze* de Marcel Pagnol (1928).

Il y aura toutefois, une différence d'avec le XIX^e siècle, la profession de banquier impliquera surtout des capacités intellectuelles, mais peut d'apport personnel à l'origine, si bien qu'il pourrait exister des "banques de caves de H.L.M.", le concept de "Micro-crédit" n'étant pas autre chose, l'exercice de la profession n'étant plus réservée aux Messieurs à haut de forme vivant dans un château.

Indépendamment de la question de la monnaie, l'informatisation généralisée de la Société pourrait induire une transformation radicale du système fiscal.

Vers un impôt numérique universel ?

Ce qui importera ici, c'est moins la distinction entre impôts directs et impôts indirects que la distinction entre impôts de techniques anciennes et impôts de techniques récentes.

Par impôts de techniques anciennes, nous entendons ceux qui exigent pour leur perception l'établissement d'un rôle des contributions et surtout d'un système de déclaration par le contribuable.

C'est le cas, par exemple, de l'Impôt sur le Revenu des Personnes physiques, impôt subdivisé en cédules (ex: Traitements et Salaires, Bénéfices industriels et Commerciaux, Revenus des valeurs mobilières).

Par impôts de techniques récentes, nous entendons ceux qui sont prélevés sans établissement d'un rôle des contributions et sans déclaration du moins au sens de déclaration individuelle. Il s'agit là d'impôt perçu directement, presque automatiquement sur la valeur ajoutée en elle-même.

Sont dans ce cas : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, La Contribution Sociale Généralisée et la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (ces deux derniers prélèvements n'étant pas des impôts au sens strict mais des prélèvements obligatoires "sociaux" au profit de la Sécurité Sociale).

Affinons l'analyse, nous voyons se dessiner une distinction entre :

1. Des impôts anciens qui prennent en compte le fait générateur de l'impôt, une assiette particulière :

- Le revenu d'une personne physique (I.R.P.P.)
- Le revenu d'une personne morale, une société (I.S.)
- Les droits de succession (le fait générateur étant la mort du détenteur d'un patrimoine).
- L'Impôt de Solidarité sur la Fortune (I.S.F) - (le fait générateur étant l'accumulation d'un patrimoine).

2. Des impôts récents qui ne prennent pas en compte directement le fait générateur de l'impôt, se désintéressent de l'assiette dans son détail pour ne retenir que le concept de valeur ajoutée : T.V.A., C.S.G. C.R.D.S.

Or, le point commun de tous les impôts, leur Plus Petit Dénominateur Commun, c'est d'appréhender de la valeur ajouter, de la plus value, de l'enrichissement.

En effet, il ne nous semble pas que l'appauvrissement soit taxé fiscalement sauf le cas de "l'impôt sur l'impôt" où un impôt a une base imposable déjà taxée par ailleurs.

C'est là qu'intervient un des effets possibles de l'informatisation généralisée de la Société.

Si l'État est capable, par une informatisation généralisée, de percevoir (au sens de repérer) toutes les créations de valeurs ajoutées de son circuit économique national, pourquoi distinguer entre les assiettes de l'impôt, exiger des déclarations et multiplier des contrôles fiscaux complexes.

Il se produit la même chose que pour le rapprochement des objets culturels et de l'informatique. Avant, du temps de l' "analogique", l'écrit, la musique, la photographie, la bande dessinée, le cinéma étaient séparés en arts différents. Avec le "numérique", l'ordinateur dit multimédias fusionne ces différents arts.

Si l'on transpose l'effet de la "numérisation" à la fiscalité, l'on aboutit au concept d'impôt numérique universel. Cet impôt n'est pas un impôt unique, au sens d'assiette unique (ex : un impôt unique assis sur la consommation d'énergie), mais un impôt universel au sens où il englobe toutes les assiettes possibles.

L'impôt numérique universel implique une transparence généralisée du circuit économique, mais ce mouvement est déjà bien engagé par les États. Toutefois, dans le nouveau système fiscal, il n'y aurait plus d' "inquisition fiscale", à l'exception du délit de dissimulation de flux de valeur ajoutée.

La vie privée ne serait pas menacée dans la mesure où le fisc n'aurait plus à s'intéresser à la nature des revenus et des dépenses, seule leur existence aurait un intérêt.

En effet, la fraude fiscale perdrait de son intérêt, la richesse étant un flux que l'État laisse circuler et non plus un stock.

Autrement dit, ce qui est pris à un temps T1 est retrouvé au cycle suivant T2. Rien n'empêche de faire jouer les écarts entre T1 et T2 sur de courtes périodes, de comprimer le temps par l'informatique, ex : prendre une somme pendant une seconde et la restituer la seconde d'après, l'argent pouvant faire bien de choses dans le circuit économique dans l'intervalle.

De même le respect du seuil d'élasticité de la recette fiscale ("trop d'impôt tue l'impôt" ou Courbe de LAFFER), reste le même. Cependant dans le système de l'impôt numérique généralisé, le seuil de flexibilité de la recette fiscale devient seulement plus impératif car plus l'argent circule, plus la richesse se crée, plus l'État encaisse.

La grosse différence avec le système fiscal actuel serait l'économie extrême de personnel pour l'Administration des Impôts et du Trésor, Administrations en voie de fusion en France.

De même, les juristes fiscalistes, Avocats et Professeurs de Droit Fiscal, seraient réduits au chômage par défaut de complexité juridique de l'impôt.

L'argument ne doit pas être pris en compte si le bien de la Société l'exige à moyen et long terme. Nous retrouverons dans la suite de cet essai, comme guide implicite de type Gaulliste, l'idée suivante :

Il faut avoir le sens du devoir, il y a au-dessus de nous l'intérêt, abstrait, immatériel de la Société, du pays (La France) et en dessous de nous l'intérêt, concret, palpable, des individus, des citoyens (Les Français).

Cette question du sens du devoir se pose, par exemple, en particulier dans le traitement de la question explosive de l'organisation territoriale de la France (Faut-il : Fusionner les communes ?, Maintenir les Départements ?) et du rôle du Sénat³⁹.

Nicolas SARKOZY a d'ailleurs posé le principe d'une restructuration de l'organisation territoriale de la France, la mesure la plus spectaculaire étant la création, par une Loi, courant 2010, des Conseillers Territoriaux, succédant aux Conseils Généraux des Départements et aux Conseillers Régionaux des Régions.

Là, se trouve plus généralement posée la question de l'adaptation de l'État, du Secteur public, des Fonctionnaires aux mutations rapides du monde contemporain.

Section 2

Le Secteur public

³⁹ Voir à ce sujet : EMMERICH Mathias La République prodigue - Argent public, Argent irresponsable - Plon 2000.

Plus le fonctionnement du Secteur privé va se transformer, moins ce fonctionnement pourra être conçu comme autonome du Secteur public. De même par symétrie, le secteur public ne pourra plus se concevoir, se percevoir comme relativement autonome du Secteur privé.

Une telle évolution va à l'encontre de l'organisation de la Société Française telle qu'elle a été mise en place à la Libération (1945), cette organisation est appelée "Service public à la française" ou "Modèle français".

Une description de ce mode d'organisation est donnée, entre autres auteurs, par Jacques LESOURNE dans *Le Modèle Français, grandeur et décadence*⁴⁰. Il y décrit un compromis historique entre des libéraux, libéraux chrétiens de Droite et des collectivistes de Gauche socialistes et communistes. Cela donne l'articulation suivante :

1. L'État régule l'ensemble de la Société tant le Secteur privé que le Secteur public.
2. Le Secteur privé obéit aux règles du Capitalisme pour assurer le plein emploi et le confort de la population par l'abondance de biens.

Toutefois, ce Capitalisme n'est pas entièrement libéral, il est à la fois bridé et soutenu par l'État. Les entrepreneurs français disposent ainsi d'une sorte d'économie administrée, d'économie mixte, qui leur épargnent une pression concurrentielle trop forte pour leur plus grand profit.

3. Le Secteur public au sens large (Administrations, entreprises publiques etc...) offre à une large part de la population un secteur hors Capitalisme, préfiguration de la Société socialiste mais sans les inconvénients du Socialisme réel en termes de libertés publiques et de train de vie.

L'État républicain devenait ainsi un État providence assurant sur un mode laïc et rationnel la fonction nourricière des Rois de France⁴¹.

Seulement plus de 60 ans après, ce miracle économie risque de s'achever péniblement et dans les larmes tant à cause des transformations du Capitalisme que par les dysfonctionnements internes du Secteur public, dysfonctionnements internes que l'État lui-même ne pourra plus assumer politiquement et économiquement.

Le Modèle Français actuel implique la cohabitation de deux secteurs, un secteur exposé à la concurrence et un secteur protégé, où s'appliqueraient des règles différentes. Or, cette distinction n'est plus viable car les États ne peuvent plus protéger relativement leurs Capitalismes nationaux. Le mécanisme est le suivant :

⁴⁰ LESOURNE Jacques *Le Modèle Français, grandeur et décadence* - Odile Jacob 1998.

⁴¹ Les Rois de France devaient nourrir et mettre des chaussures aux pieds, un exploit pour l'époque. Ils étaient gardiens du demi-manteau de Saint Martin de Tours, Saint préposé à l'aide sociale.

1. Une des fonctions de l'État est d'assurer la viabilité et le dynamisme du système économique. Si la concurrence entre les Capitalismes nationaux s'accroît, les États dotés des secteurs publics les moins réactifs, les plus lents et les plus coûteux pénalisent leurs secteurs privés. Il y aura moindre efficacité productive donc plus de chômage.

Il n'est donc plus possible de dissocier les logiques d'organisation des secteurs privés et publics.

2. Ce d'autant plus que les États ne peuvent plus prélever indéfiniment de l'argent chez les particuliers et les entreprises car ces agents économiques doivent consommer et investir pour survivre à la concurrence et financer les mutations du système productif. Pierre-Noël GIRAUD fait une très bonne description du mécanisme en cause dans son livre *L'inégalité du monde - Économie du monde contemporain*⁴².

Le problème est particulièrement aggravé en France par une impasse organisationnelle du Service public dont les conceptions, fondées à l'origine, ont dérivé vers une aporie économique.

À l'origine, l'État et les autres collectivités publiques fonctionnent sur une autre logique que le Secteur privé car la puissance publique assure des missions dites de service public distinctes relativement du secteur marchand concurrentiel.

Le Secteur public peut fonctionner sur une autre logique que le Secteur privé car l'État n'en connaît pas la sanction redoutable qu'est la faillite⁴³, la disparition de l'entreprise.

À l'origine, la garantie de l'emploi des fonctionnaires est donc une conséquence logique de la permanence de l'État, caractéristique de l'employeur public. C'est une garantie de fait, sa confirmation par le Droit est de moindre importance.

Cette garantie de l'emploi était renforcée, pendant longtemps par un principe libéral : l'État n'était qu'un employeur par nécessité d'accomplir ses missions. Ainsi, le secteur public dans son ensemble ne devait être ni en sous-effectifs, ni en sureffectifs.

La sphère publique ne devait en aucun cas devenir un employeur ordinaire, l'employeur de droit commun, l'employeur naturel c'était le Secteur privé, le Capitalisme.

En 1946, la garantie de l'emploi s'institutionnalise avec le premier statut général de la Fonction publique dit "Statut Maurice THOREZ". On peut deviner qu'avec Maurice THOREZ, Secrétaire Général du Parti Communiste Français, le Secteur public ne peut être qu'une anticipation d'une socialisation, future et généralisée, de la Société Française.

⁴² GIRAUD Pierre-Noël *L'inégalité du monde* - Folio Actuel Gallimard 1996.

⁴³ Toutefois, Ho miracle, le Député Énarque Paul GIACOBBI dans "Chronique comptable d'une faillite nationale annoncée" dans le Monde du Samedi 12 Octobre 2002 <<Horizons-Débats>>, découvre enfin l'état de faillite virtuelle de l'État, entre autres à cause du nombre et du coût de ses fonctionnaires.

Cette soviétisation de la Fonction publique conduit, plus de 60 ans après, à une crise de la sphère publique, sorte d'U.R.S.S. intérieure et pour les mêmes raisons qu'en Union Soviétique⁴⁴.

Le Secteur public consomme ses ressources financières et humaines plus vite que le Secteur privé tout en fonctionnant moins rapidement que lui.

Le cœur du désastre se trouve dans la mentalité tant individuelle que collective d'un trop grand nombre de fonctionnaires. C'est un univers qui ne connaît pas la notion fondamentale d'équilibre comptable, c'est un milieu où règne l'a-économisme qui pour certains fonctionnaires se transforme en anti-économisme idéologique.

Trop de fonctionnaires perçoivent l'État comme l'agent d'un miracle économique qui tel Dame nature va fournir au Service public et à ses fonctionnaires, des crédits et des postes.

Que l'argent vienne de secteur privé, ça c'est un élément que trop de fonctionnaires veulent ignorer. À la rigueur, le dit Secteur privé est censé pouvoir payer indéfiniment d'autant plus qu'il est capitaliste et que le Capital peut payer.

Or, ni l'État lui-même, ni les citoyens contribuables ne vont pouvoir à l'avenir entretenir un Secteur public "impayable" en termes de coût et d'efficacité.

Le grand mérite de François de CLOSETS est d'avoir fait les comptes dans son livre *Le compte à rebours*⁴⁵. Il en résulte que l'État risque de ne plus trouver de contribuables capables de payer une longue liste de factures, c'est ce que nous avons traduit en terme de risque de faillite de l'État dans notre Démonstration principale. Il semble exister deux réalités sur l'état des finances publiques, le discours du gouvernement et les analyses détaillées des spécialistes⁴⁶, les dépenses publiques représentent 54,8 % de notre P.I.B. même si le retour de la croissance crée une plus value de recettes fiscales⁴⁷.

Il est d'ailleurs inquiétant de voir apparaître périodiquement le terme de "cagnotte", lors des périodes de croissance, en matière de finances publiques, terme qui évoque fâcheusement le miracle des jeux de hasard. Cela confirme la perception de l'économie comme une sorte de providence pour L'État de la part de gestionnaires à l'esprit fonctionnarisé.

Le retour à une phase de croissance économique ne doit pas surprendre dans la mesure où le système productif après une longue phase de restructuration assimile le progrès technique selon les cycles décrits par l'économiste SCHUMPETER

⁴⁴ Bien avant Maurice THOREZ, Honoré de BALZAC dans son roman Les Employés (1844) -FOLIO classique n° 1669 - avait pressenti que la démocratisation de la Société conduirait à une dérive administrative et économique de ce genre.

⁴⁵ CLOSETS François de *Le compte à rebours* - Fayard 1998.

⁴⁶ Par exemple : L'État et les administrations en voie d'appauvrissement - Le Monde Samedi 19 Juin 1999 page 9 / La Cour des comptes déplore la rigidité des dépenses de l'État - Le Monde Samedi 10 Juillet 1999 page 7.

⁴⁷ Christian SAUTTER découvre tardivement une <<cagnotte>> de 11 milliards - Le Monde Mercredi 22 Décembre 1999 page 6.

Or, l'économiste Charles WYPLOSZ⁴⁸, prévient déjà, en 2000, que la croissance n'est peut-être que transitoire et qu'elle ne pourrait se maintenir uniquement par une politique de baisse des dépenses, mais par une baisse précipitée des impôts.

Nous avons vu à la Section 1 relative au secteur privé que rien n'indique que le cycle de chômage puisse s'achever compte tenu de la pression concurrentielle et du progrès scientifique et technique.

Cela se confirme, en 2009 avec un PIB en rétractation probable de 2,25 %⁴⁹ au minimum pour cause de récession. Il ne faut donc plus compter sur, en moyenne, les 3 % de croissance du P.I.B par an, qui permettaient de masquer la question de la dette publique en France.

Il faut donc s'attaquer directement aux sources de déficit, entre autres⁵⁰ :

1. Le poids des dépenses relatives aux traitements et retraites des Fonctionnaires.
2. Le déficit du système de protection sociale.
3. Le déficit des Collectivité Locales
4. Le déficit des entreprises publiques telle la S.NC.F.
5. Le surcoût du mauvais fonctionnement des services publics tels l'Éducation nationale et de la complexité administrative.
6. Le recours à un subventionnement généralisé des entreprises, de l'Agriculture et des Associations.
7. L'irréalisme économique de Hauts Fonctionnaires et de Ministres qui régulent l'économie, mais produisent pourtant les déséquilibres susdits.

Le 30 Décembre 2009, l'INSEE annonce que la Dette Publique de la France est de 1457,4 Milliards d'Euros⁵¹. Un tel niveau de déficit ne s'explique pas seulement par de l'excès de dépense publique au sens ordinaire, mais, comme sous l'Ancien Régime, par le coût du maintien artificiel d'une mode d'organisation politique, social et économique dépassé.

Si encore les fonctionnaires étaient satisfaits de leur sort au sein du Secteur public, mais c'est de moins en moins le cas car la paupérisation des administrations est engagée au titre de la rigueur budgétaire.

Il y a donc réduction des crédits de fonctionnement, limitation des recrutements, non-renouvellement des départs à la retraite, solution qui est loin d'être la

⁴⁸ Charles WYPLOSZ L'ambiguïté de Bercy - Le Monde Jeudi 20 Avril 2000 page 21. Voir également Jean MATOUK Réduire les dettes publiques ? - Le Monde <<Horizons -Débats>> Dimanche 2 - Lundi 3 Juillet 2000 page 15.

⁴⁹ Selon le site internet easybourse.com - le 29 Décembre 2009. Estimation confirmée avec -2,2 % de PIB annoncés le 12 février 2010 - Le Monde.fr En 2009, la France a connu la pire récession depuis 1945.

⁵⁰ Pour un inventaire des déficits, cf. Jacques MARSEILLE Le Grand Gaspillage – les vrais comptes de l'État – Plon 2002.

⁵¹ Le Monde.fr du 30 Décembre 2009 La France est endettée de près de 1 500 milliards d'euros. Pour suivre l'évolution de la Dette publique de la France, il est préférable de s'adresser à des sites internet tel wikipédia.

solution car elle suscite la multiplication des emplois contractuels et l'externalisation des missions de l'État vers le Secteur privé, ce qui ne garanti pas une baisse des coûts⁵².

En 1945, les fonctionnaires avaient échangé la garantie de l'emploi contre une relative faiblesse des rémunérations et des servitudes, contreparties de la grandeur de la mission de fonctionnaire. Plus de 60 ans après, les fonctionnaires finissent par être enfermés dans les statuts censés leur apporter des protections.

Autrement dit, les gestionnaires du Secteur public réintroduisent la contrainte économique à la marge, hypocritement sans toucher à la garantie de l'emploi, ni modification profonde de l'organisation administrative.

François de CLOSETS pense qu'il serait possible de réformer l'administration sans toucher à la garantie de l'emploi. Seulement, deux Énarques Denis OLIVIENNE et Nicolas BAVEREZ dans *L'impuissance publique - L'État, c'est nous ...*⁵³ démontrent qu'il y a un lien entre l'impasse des réformes administratives et l'existence de la garantie de l'emploi.

Pour l'expliquer, ils comparent la suppression de la garantie de l'emploi à la nécessité symbolique de voter la mort du Roi Louis XVI afin de changer de logique.

La permanence de l'État serait suffisante pour garantir de fait l'emploi des fonctionnaires. Mais, il existerait une possibilité de mettre en mouvement le Secteur public car le monde du travail serait réuni⁵⁴, Secteur privé et Secteur public suivant le même principe :

<< Ni excès de protection, Ni excès de précarité>>

Nous avons exposé dans la première Section relative au Secteur privé que le Capitalisme pouvait éliminer l'excès de précarité constitué par le chômage, surtout de longue durée, et les faibles salaires. Il s'agit, pour le Secteur public d'apporter sa part de transformation.

L'emploi public existerait sous forme de contrat de 5 ans renouvelables et les concours de recrutements seraient axés moins sur des épreuves théoriques et universitaires que sur des compétences pratiques, professionnelles et surtout la motivation et la personnalité des candidats⁵⁵.

Il ne faut toutefois pas cacher que ces contrats de 5 ans on pour but d'introduire une pression économique sur les agents comme virtualité afin de pouvoir licencier les incompetents notoires et ceux qui prendraient l'administration comme une "planque". Ces deux types de fonctionnaires sont une plaie pour les usagers du Service public et pour leurs propres collègues.

⁵² Fonctionnaires : la gestion Sarkozy épinglée par la Cour des comptes - Le Monde.fr 17 Décembre 2009.

⁵³ OLIVIENNE Denis et BAVEREZ Nicolas *L'impuissance publique - L'État, c'est nous ...* Points Politique n° Po 141.

⁵⁴ Sorte de réunification symbolique sur le modèle de la réunification Allemande, la France mettrait fin à son Allemagne de l'Est administrative.

⁵⁵ Propositions de Jean-Luc BODIGUEL et Luc ROUBAN dans *Le Fonctionnaire détrôné ?* Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1991.

Il faut relever, histoire de montrer que la fin de la garantie de l'emploi est viable⁵⁶, qu'une partie de la Fonction publique est déjà basée sur un système de contrat à durée déterminée sans garantie de l'emploi au sens strict, avec en plus des limites d'âge par grades. Il s'agit de la Fonction publique militaire. Elle est soumise à la concurrence des armées étrangères et la sanction de la "mal administration" militaire, c'est la défaite, celle de 1940 a dépassé toutes proportions.

Il faudrait également en profiter pour réformer le Droit de la Responsabilité Administrative afin que la faute personnelle vienne en premier et la faute de service en second. Ainsi serait mis fin à une culture de l'irresponsabilité dont l'Affaire du sang contaminé est une illustration extrême. L'éthique individuelle serait ainsi restaurée.

Le principe des concours devrait nécessairement changer pour se rapprocher du recrutement du secteur privé, le flux de recrutement étant devenu plus intense.

Y a-t-il un risque de retour des recrutements sur critères politiques? Nous ne le pensons pas pour deux raisons :

1. Contrairement au XIX^e siècle tous les emplois publics ne sont pas considérés comme politiques au sens de liés à la classe politique, au régime. La majorité des emplois publics sont des fonctions techniques, des métiers.
2. Rien n'interdit de réguler les contestations possibles par le recours au juge sur le modèle des prud'hommes. On peut se demander s'il existe véritablement un droit du travail de la Fonction publique. La régulation par le Droit est ici comme ailleurs assez primitive, l'étatisme s'y substituant.

Le plus dur est le moment du passage d'un système de Fonction publique à l'autre car les cadres moyens et supérieurs de la Fonction publique peuvent intérioriser plus facilement le changement de logique, ils sont plus proches sociologiquement des cadres du secteur privé.

Par contre le risque de peur panique est réel dans le bas de la hiérarchie, que l'on appelle parfois les "petits fonctionnaires".

La suppression de la garantie de l'emploi pourrait ne s'appliquer qu'aux nouveaux recrutés et aux agents en poste sur la base du volontariat.

Par ailleurs, il faut bien voir que le changement de logique sera d'autant plus dur qu'une administration donnée est déjà en crise organisationnelle profonde même sous régime de garantie de l'emploi. Nous pensons moins à La Poste ou à la S.N.C.F., cas pourtant délicats, mais plutôt à l'Éducation nationale dont nous verrons au Chapitre 5 que la situation est proprement dramatique.

⁵⁶ Au début de 1999, la Confédération Suisse a supprimé la garantie de l'emploi pour ses fonctionnaires sans créer de troubles dans le pays.

Nous venons d'achever l'examen de la Question économique, nous allons maintenant examiner l'autre facteur potentiel de déséquilibre de la Société française, la Question ethnique.

Chapitre 3

La Question ethnique

Cette question doit être abordée même si son évocation ne fait pas plaisir à tout le monde, en particulier aux milieux dits "anti-racistes" car il y a deux points qui résistent:

1. Même l'anti-racisme n'évacuera pas cette question ethnique que les partisans de la Société multiethnique et multiculturelle finiront par "avoir sur le dos".
2. La question du totalitarisme Fasciste ou Nazi ne se pose plus dans les mêmes termes qu'entre 1920-1945.

La source du problème vient d'un écart entre la théorie standard, admise par une grande part de la classe politique, qui fonde la politique de l'immigration, et la réalité.

La théorie standard de l'immigration :

Le discours commun aux Partis de Gauche ou de Droite dits "républicains" est basé sur une distinction de nature juridique entre :

1. Un flux migratoire légal où des immigrés sont en situation régulière, ils ont demandé et obtenu l'autorisation de séjourner, résider en France.

Cette catégorie serait en principe, pour ceux qui désireraient rester définitivement en France, intégrable à la Société à la Nation Française afin qu'eux-mêmes ou leurs enfants deviennent français.

2. Un flux migratoire illégal où les immigrés sont en situation irrégulière, l'entrée ou le maintien sur le territoire français n'étant pas demandé donc pas autorisé.

Cette catégorie serait, en principe, expulsable en respectant la procédure légale et les Droits de l'Homme au sens d'humanité dans les méthodes de retour dans leur pays d'origine.

Seulement, dans les faits, cette distinction juridique entre deux types d'immigration, peut-être valable dans le passé, ne fonctionne plus et de moins en moins.

Une réalité qui échappe au Droit positif :

Le droit positif et l'humanisme issu des Droits de l'homme vont être mis en échec par la réalité, le Régime Républicain étant alors pris dans une contradiction, un piège.

En effet, pour que la distinction juridique, ci-dessus exposée, fonctionne, il faut deux présupposés :

1. Que la majorité des immigrés réguliers installés définitivement sur le territoire s'intègre à la Société française selon un modèle d'intégration, sociologique et politique, défini de longue date par la dite Société.
2. Que la majorité des immigrés irréguliers puissent effectivement être, en droit comme en fait, matériellement expulsés.

Or, la distinction entre immigrés en situation régulière et immigrés en situation irrégulière ne fonctionne plus si dans les faits les deux groupes s'interpénètrent, les présumés ci-dessus décrits n'étant plus réunis. C'est-à-dire :

- Quand des immigrés en situation régulière ne s'intègrent plus, sociologiquement et politiquement, à la Société française selon le modèle d'intégration défini par la dite Société.
- Quand des immigrés en situation irrégulière ne peuvent plus être matériellement expulsés et cohabitent de fait avec les immigrés en situation régulière, en particulier avec ceux qui s'intègrent mal ou très peu à des Français qui seront alors dits "Français de souche" puisse que la machine à intégrer fonctionne de plus en plus mal.

De plus, il y a la fausse intégration, dans des zones où les immigrés s'intègrent entre eux de par leur nombre proportionnellement aux "Français de souche".

- Cas, encore plus folklorique, celui d'immigrés en situation irrégulière, qui s'intègrent à la Société >Française, mais clandestinement, faute de ne pouvoir le faire légalement.

La situation se complique encore si la distinction juridique entre les deux immigrations, régulière et irrégulière, est maintenue en état car alors l'État va utiliser les instruments juridiques qui étaient ceux de l'intégration pour camoufler une non-intégration ou du moins ne pas s'avouer la réalité telle qu'elle est.

En effet, du moins en France, l'accès à la nationalité, par la naturalisation, la naissance, le mariage est pour les immigrés la confirmation juridique d'une intégration sociologique : vouloir être Français, se marier avec un ou une Française, naître en France qui sera son pays natal.

Or, si l'intégration sociologique ne se réalise pas ou mal et que l'État :

1. Réalise l'intégration juridique malgré tout.
2. Est réduit à l'impuissance en laissant sur son sol des étrangers en séjours irrégulier, ce pour un temps infini.

Alors, il y aura un gisement continuels entre des immigrés irréguliers qui demandent et obtiennent d'être régularisés et des immigrés en situation régulière qui demande la nationalité française.

L'État se transforme donc en guichetier à distribuer des papiers pour le séjour et des papiers pour être Français.

L'État devient alors une sorte d'Empereur CARACALLA (188 - 211 - 217) qui en 212 généralisa l'octroi de la citoyenneté romaine.

Pour demeurer dans les références antiques, soulignons qu'en son temps, dans "Les Politiques" ou "La Politique"⁵⁷, ARISTOTE (-384 - -322 av. J.C.), au fils de son ouvrage, dresse la liste des dangers de l'échec de la police des étrangers pour la cité (À notre époque, pour l'État-Nation) :

1. L'Utilisation des étrangers par une oligarchie pour modifier à son profit la nature du régime et sa Constitution (Aristote s'oppose là, en particulier, à la politique de l'homme d'État athénien CLISTHÈNE)⁵⁸.
2. Risque de sédition, d'invasion, par non-assimilation de minorités ethniques et des populations allogènes. Pour Aristote, la cité doit être "autarcique" au sens de viable, autonome. D'où la notion, réelle et non fantasmatique, d' "immigration – invasion" forgée au sein du Front National.
3. Impossibilité dans une cité nombreuse de discerner entre les citoyens et les non-citoyens. La traduction moderne en est, les "Sans-papiers" non expulsés.
4. Un argument plus daté, machiste, mais "modernisable" : Les étrangers utilisent les femmes politiquement (en particulier, dans le contexte de l'époque, en cas d'occupation). Cependant à notre époque, la fraude aux "mariages Blancs" et l'ampleur des naturalisations par mariage, constituent une source d'élargissement du "Droit de cité". ARISTOTE est d'ailleurs très réservé sur l'acquisition de la citoyenneté par la seule filiation maternelle.

Si parallèlement, il n'y a pas intégration sociologique, il se crée la nation de "Français de papier" où, le Droit se dissociant de la sociologie⁵⁹, des personnes sont juridiquement françaises, mais ne seront pas considérées comme sociologiquement Françaises par les "Français de souche". La notion de "Français de souche" étant elle-même issue de l'échec de l'intégration dans sa conception classique.

Si le concept d'intégration ne fonctionne plus, alors la Société se structure en communautés. Or, le communautarisme fonctionne encore, mais pour combien de temps, aux États-Unis car son territoire est vaste et la Société est dès l'origine organisée en communauté.

⁵⁷ ARISTOTE Les Politiques (Traduction, présentation, notes et index par Pierre Pellegrin) – GF Flammarion n° 490. On regrettera, éternellement, que les copistes successifs aient massacré la transmission du livre.

⁵⁸ À moins de considérer, à l'inverse que CLISTHÈNE, délimite, pour la première fois, la frontière entre citoyens et non-citoyens.

⁵⁹ Des Sociologues au début des années 1990 avaient bien vu poindre le problème sociologique de l'immigration. Ex : Sous la Direction de Jean-pierre DURAND et François-Xavier MERRIEN Sortie de Siècle-La France en Mutation. Collection <<Essentiel>> Éditions Vigot 1991 - Cf. le Chapitre 12 Immigration et démocratie par Claude-Valentin MARIE.

C'est ainsi, que aux États-Unis, les États fédérés, les comtés, les villes peuvent avoir des populations différentes mais aussi un mode de vie différent et des portions de Droit autonome.

Or, territorialement, sociologiquement et juridiquement, la France, l'Europe, ce ne sont pas les États-Unis.

C'est là que l'on commence à découvrir que les Partis classés à l'extrême droite n'ont pas inventé artificiellement une partie de leur argumentaire, mais l'ont tiré d'une observation très fine de la réalité. Le discours de ces partis a d'autant plus de force qu'il renvoie à la réalité, ce que les Partis ordinaires ne font pas.

En effet, l'impasse de la politique d'immigration ne se limite pas à une distinction juridique devenue inopérante, elle porte sur la perception de la nature même du phénomène migratoire.

La nature du phénomène migratoire :

L'immigration rentre désormais mal dans le cadre du Droit car le Droit ne maîtrise plus un fait, non pas subjectif, lié à des individus sujets de droit, mais objectif, une sorte de dynamique des populations

Le fait que la distinction juridique soit devenue inopérante ne serait pas trop grave si le flux migratoire était limité quantitativement et dans sa provenance géographique.

C'est ainsi que tant que l'immigration était principalement issue de populations européenne et chrétienne, le fait migratoire n'était pas trop problématique.

C'est ainsi qu'en France aujourd'hui, les européens, même non naturalisés sont bien intégrés sociologiquement⁶⁰ même si ce sont des étrangers juridiquement. C'est la démonstration, mais inversée, de la dissociation du Droit et de la sociologie.

Il s'agit même d'étrangers "relatifs" s'ils sont membres de l'Union Européenne, il y a en effet une citoyenneté européenne d'où le droit de vote des "étrangers européens" aux élections municipales et européennes.

Pour les étrangers extra-européens, bien souvent non chrétiens, l'intégration sociologique est plus délicate, mais ce facteur n'est pas à mettre en premier car le premier facteur est l'absence de limites géographiques et quantitatives.

En France, l'immigration est en majorité issue d'Afrique (du Maghreb et d'Afrique Noire) mais elle est susceptible par les moyens de transport modernes de venir de fort loin.

De même, l'immigration est numériquement importante.

⁶⁰ Toutefois, certaines populations européennes comme les Tziganes, surtout ceux venus de l'Est, peuvent poser des problèmes d'intégration.

Or, l'origine géographique et le nombre pour être déjà inquiétant ne constituent plus le fond du problème au sens de ce qui est le plus déstabilisant dans le fait migratoire.

Il faut pour cela introduire un facteur supplémentaire, le temps.

Si vous prenez en compte le facteur temps dans le problème de l'immigration, on constate que : un phénomène, même quantitativement limité pour un laps de temps donné, n'a plus de limites quantitatives s'il perdure dans un temps infini ou du moins dont le terme est indéterminé.

Cela implique qu'il n'est d'aucune utilité de vouloir créer des quotas géographiques ou par profession en matière d'immigration, si le phénomène migratoire n'a pas de limite dans le temps.

C'est là que le discours républicain sur l'immigration trouve sa limite et devient même un mensonge car ce discours ne se projette pas dans le temps.

Or, nous verrons dans le Chapitre 5 que le temps de la politique va rejoindre pour l'avenir les "temps géologiques", c'est alors que la question de l'immigration change de nature et d'appellation.

De l'immigration à la <<Question ethnique>> :

Si l'intégration sociologique des étrangers extra-européens, souvent non chrétiens, est plus difficile, c'est à cause de différences ethniques, disons même raciales pour employer un vocabulaire non scientifique, la science niant la notion de race.

Alors les "anti-racistes" pensent qu'en combattant le racisme comme hors la loi et travers moral, le problème se réglerait.

Or le phénomène du racisme contient une nuance entre :

1. Le racisme, au sens strict, qui affirme une supériorité raciale face à des races inférieures, exclu le métissage et va même jusqu'à prescrire l'élimination de cette humanité inférieure. Il y a donc une graduation qui va du raciste ordinaire au raciste idéologique fasciste, raciste qui peut se décliner en raciste exterminateur Nazi.
2. Le racialisme, qui est le fait de personnes qui sans affirmer la supériorité d'une race, ou du moins ne cherche pas à l'imposer, admet les autres races, ethnies et cultures mais ne veut pas vivre dans la "Société multiethnique et multiculturelle", ils veulent une ethnoculture qui leur soit propre.

Certes, le passage frontière entre racisme et racialisme n'existe pas, le racialiste pouvant devenir un raciste au sens violent du terme, notamment à cause de la question du métissage d'une population donnée.

Le problème n'est pas dans la distinction en elle-même, mais dans le fait que l'opposition anti-racisme / racialisme est plus problématique que l'opposition anti-racisme / racisme.

En effet, l'opposition anti-racisme /racialisme oppose deux conceptions de la Société:

1. Les partisans d'une Société multiethnique et multiculturelle largement ouverte pour tendre vers le cosmopolitisme.
2. Les partisans des ethnocultures qui sans aller jusqu'à une Société fermée non viable ne veulent pas d'une Société souple.

C'est là qu'intervient le non-contrôle réel des flux migratoires ou plutôt l'impossibilité de ce contrôle vu l'intervention du facteur temps.

En effet, ce non-contrôle débouche sur un affrontement politique entre les partisans de la Société multiethnique et multiculturelle et les partisans des ethnocultures.

Cette opposition peut se traduire en termes de guerre civile combinant l'opposition fascisme /antifascisme avec une opposition plus ancienne entre modèles de civilisations telles que l'a illustrée la guerre de sécession américaine.

Sous effet des flux migratoires, l'intégrité, la cohésion d'un territoire donné est en cause. En effet, le territoire peut se diviser en communes ou cantons où les majorités ethniques seraient différentes d'où une partition du territoire.

Or, dans un État, le territoire n'est pas qu'une surface à peupler mais le lieu où s'applique et où se définit un Droit, des lois, des mœurs et coutumes.

Quand une population donnée ne veut plus être, soit sous la loi d'une autorité politique d'une autre, soit, se trouvant en position de force, désire écartier une population différente, on aboutit aux conflits interethniques, au nettoyage ethnique de l'ex-Yougoslavie.

Les mutations du Fascisme, le cas Français :

Nous examinerons tout d'abord les mutations du fascisme puis l'incompatibilité du fascisme avec la structure de la Société française.

Les mutations du Fascisme :

Bien qu'une distinction, souhaitée nostalgiquement par certains, soit possible entre fascisme et nazisme, nous confondrons les deux notions puisqu'historiquement le fascisme italien a été dévoré par le Nazisme.

Le Nazisme hitlérien n'a pas la même nature que le néo-nazisme ou disons plutôt le Nazisme post-hitlérien.

Le Nazisme hitlérien a trois caractéristiques essentielles :

1. C'est un Nazisme principalement pro-allemand à l'origine.
2. Ce Nazisme n'est pas seulement raciste, il est à base antisémite.
3. Ce Nazisme est issu d'une théorie raciale et antisémite, l'objet du Parti Nazi étant de mettre en œuvre cette théorie par la guerre et la solution finale.

Or, dès 1933-34, le Parti Nazi commence une mutation, il s'écarte de la signification politique de son appellation : Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands (N.S.D.A.P.).

Sous la pression de l'armée et de la bourgeoisie, l'aile gauche du Parti sera éliminée le 30 Juin 1934 par la << Nuit des longs couteaux >>, le Parti n'est donc plus strictement socialiste et encore moins pour les ouvriers.

À partir de 1942, sous la pression de la lutte contre le bolchevisme et les anglo-américains, le Nazisme s'internationalise, ce n'est donc plus une idéologie strictement Allemande mais européenne, la Nouvelle Europe.

Après la guerre, le Nazisme va subir pour partie une mutation supplémentaire, il va se déshitlériser en perdant pour certains leur caractère antisémite propre au cas Hitler.

En effet, il y a des pays où l'ancien antisémitisme, massivement issu du catholicisme, n'intéresse plus grand monde. De plus, la création de l'État d'Israël règle la Question juive.

En admettant même qu'un pouvoir antisémite s'en prenne aux juifs, il aurait la solution d'expédier ses juifs en Israël, leur pays. Ce pouvoir antisémite prendrait des risques en voulant exterminer les juifs car l'État d'Israël a aussi pour finalité de protéger tous les juifs, il a des moyens de représailles à la hauteur.

Un Nazisme non-antisémite devient donc un racisme radical, ce radicalisme racial pouvant même être voulu par des juifs, il existe bien une extrême droite Israélienne, voire plusieurs, tel les Kahanistes de la Ligue de Défense Juive.

Il est possible de déduire des écrits et de la pensée du Professeur Jean ROUVIER une conclusion surprenante : Le Nazisme est la face obscure du judaïsme, un messianisme inversé comme dans un miroir⁶¹.

D'ailleurs, selon la Tradition juive, la pire forme d'antisémitisme trouve sa source au sein même du judaïsme, c'est celle des descendants d'AMALEK lui-même descendant d'ÉSAÛ, ancêtre des Édomites et par extension des Occidentaux⁶².

Dans ce contexte, l'antisémitisme trouve son origine dans les suites de l'acheta par Jacob à Ésaü affamé, de son droit d'aînesse pour le prix d'une soupe aux lentilles.

⁶¹ ROUVIER Jean *Les Grandes Idées politiques des origines à J. J. Rousseau* (Bordas 1973) et en particulier : *Les Grandes Idées politiques de Jean-Jacques Rousseau à nos jours* (Plon 1978).

⁶² Voir les Articles AMALEK et ÉSAÛ de Wikipédia.

La naissance du Nazisme est certes une forme modernisée, et déchristianisée, de l'ancien antisémitisme chrétien, dans le contexte d'un État très développé, très industrialisé; Mais, c'est plus que cela sa naissance se fait en périphérie du judaïsme au sens d'une possible origine juive d'Hitler et des liens familiaux ou relationnels que des chefs Nazis⁶³ pouvez avoir eu pendant longtemps avec des juifs avant de faire, en quelque sorte, profession de foi, d'antisémitisme.

Jean ROUVIER semble avoir découvert par hasard, et peut-être sans s'en rendre compte, l'existence d'un "racisme biblique" que les Nazis n'auront qu'à retourner contre les juifs. Le Dieu de la Première Alliance n'est pas un amateur de Droits de l'Homme, c'est un juriste et un politologue hors pair, mais aussi un théoricien de l'extermination et du nettoyage ethnique.

Exode, Chapitre 23, 29 et 30 :

23 -Mon ange marchera devant toi, et te conduira chez les Amoréens, les Héthiens, les Phéréziens, les Cananéens, les Héviens et les Jébusiens, et je les exterminerai.

29 / 30 - Je ne les chasserai pas en une seule année loin de ta face, de peur que le pays ne devienne un désert et que les bêtes des champs ne se multiplient contre toi. Je les chasserai peu à peu loin de ta face, jusqu'à ce que tu augmentes en nombre et que tu puisses prendre possession du pays.

Ceux à exterminer sont précisés dans les Nombres, Chapitre 31:

17-18: Maintenant, tuez tout mâle parmi les petits enfants, et tuez toute femmes qui a connu un homme en couchant avec lui; mais laissez en vie pour vous toutes les filles qui n'ont point connu la couche d'un homme.

La crainte de la déjudaïsation commande cette politique, c'est ce qu'explique les Juges, Chapitre 2 :

1-/2 : Un envoyé de l'Éternel monta de Guilgal à Bokim, et il dit: Je vous ai fait monter hors d'Égypte, et je vous ai amenés dans le pays que j'ai juré à vos pères de vous donner. J'ai dit : Jamais je ne romprai mon alliance avec vous ; et vous, vous ne traiterez point alliance avec les habitants de ce pays, vous renverserez leurs autels. Mais vous n'avez pas obéi à ma voix. Pourquoi avez-vous fait cela ?

Le Dieu de l'Ancien Testament se réserve le droit d'utiliser les ennemis d'Israël, les plus célèbres étant les Babyloniens , afin que les Juifs soient bien l'instrument de sa politique:

3: J'ai dit alors : Je ne les chasserai point devant vous ; mais ils seront à vos côtés, et leurs dieux vous seront un piège.

⁶³ Il n'y a pas un documentaire, de bonne facture, sur le Nazisme qui ne parle de présence de juifs dans la famille de chefs Nazis ou /et de contacts de ces chefs avec des juifs.

Il n'exclut pas non plus de retourner l'extermination contre son peuple élu, par exemple citons le Deutéronome, Chapitre 6 :

14-15: Vous n'irez point après d'autres dieux, d'entre les dieux des peuples qui sont autour de vous; car l'Éternel, ton Dieu, est un Dieu jaloux au milieu de toi. La colère de l'Éternel, ton Dieu, s'enflammerait contre toi, et il t'exterminerait de dessus la terre.

À partir du moment où le Nazisme n'est plus lié à l'antisémitisme hitlérien, il est prêt pour une mutation supplémentaire, le passage du "Nazisme théorique " au "Nazisme pratique".

Nous avons dit que le Nazisme hitlérien est une théorie qui va chercher sa mise en pratique. Maintenant, Nous allons rencontrer une pratique à la recherche de sa théorie.

Si l'affrontement entre partisans de la Société multiethnique et les partisans des ethnocultures se réalise, alors le Nazisme deviendra une idéologie pratique.

Pour le comprendre, il faut en finir avec l'idée selon laquelle, en Démocratie, le citoyen-électeur serait toujours gentil. Or, le citoyen-électeur peut décider, non par égarement de l'esprit, mais rationnellement de devenir méchant. Cela donne alors le résonnement suivant :

<<La Société multiethnique et multiculturelle nous encombre tout comme les populations que nous considérons comme étrangères, le Capitalisme sans bornes nous paupérise et nous réduit au chômage.

Le personnel politique démocratique ne borne ni l'immigration, ni le chômage.

Alors, libérons l'antique Nazisme des enfers où il est tenu enfermé, utilisons le pour nous libérer de l'oppression que nous fait subir l'universalisme>>

Or, plus que l'anti-nazisme, c'est le caractère totalitaire du Nazisme qui assurera son autodestruction. Les Totalitarismes, Nazis ou Staliniens sont victimes de leur désir de perfection.

L'un exige la pureté raciale parfaite, l'autre l'achèvement complet de la lutte des classes. Or, ces deux désirs de perfection exigent de fermer complètement la Société et d'en contrôler les moindres agissements. Seulement, un tel besoin d'enfermement et de contrôle fini par détruire la Société car la dite société n'a plus d'évolution possible.

Inversement, certains partisans de la Société multiethnique et multiculturelle ont un autre désir de perfection, mais inverse : la Société entièrement ouverte. Or, une Société entièrement ouverte n'est plus une Société car elle n'arrive plus à trouver sa définition.

Échapper à ces deux désirs de perfection opposés, fermeture ou ouverture absolue, est possible en prenant le modèle biologique de la cellule et en particulier des membranes cellulaires.

Une cellule est ouverte vers l'extérieur pour recevoir de l'énergie, des matières premières, des informations, émettre des informations, exporter des substances biologiques et des déchets.

Mais, la cellule est aussi fermée pour sauvegarder son milieu interne, ce qui la définit comme cellule.

Or, l'évolution du monde est trop engagée dans le sens de l'ouverture pour empêcher des réactions brutales, le modèle de l'équilibre cellulaire n'est déjà plus viable⁶⁴.

Cela va produire un paradoxe vu la non-viabilité du Totalitarisme :

1. Le Totalitarisme sera assez puissant pour apparaître car la situation poussera au totalitarisme.
2. Toutefois, le totalitarisme ne pourra pas se maintenir de par sa nature.

Cela va produire le retour récurant et cyclique du totalitarisme en France, par exemple, la problématique du Fascisme a refait surface au début des années 1980, mais de 40 ans après la libération. Il n'est pas impossible qu'à l'avenir des crises fascistes refassent surface tous les 20 ans.

Le cas français :

Au regard de la grande Crise économique de Septembre 2009, considérons que l'"endormissement" de la problématique de l'Extrême Droite en France par l'approche qui est celle de Nicolas SARKOZY depuis la campagne des Présidentielles de 2007 ne fait que masquer une problématique qui peu ressurgir à tous moments, le jour où l'appropriation d'un "discours national" par le Droite ordinaire, ne fera plus effet.

À la lecture du livre de Pierre MILZA *Fascisme Français, Passé et présent*⁶⁵, on constate que le fascisme français fut assez fort dans la théorie pour influencer le fascisme allemand, mais qu'il a toujours été divisé en officines rivales, ce qui rend impossible une prise du pouvoir "à l'allemande" par le fascisme en France.

Le Front National, si on le suppose fasciste selon la classification de ses opposants, de Droite comme de Gauche, ce qu'il dénie, a trouvé le moyen de se scinder en deux portions rivales.

⁶⁴ Charles De Gaulle à la fin de la guerre d'Algérie avait pensé réaliser un équilibre entre l'universalisme des Droits de l'homme et l'ethnoculture Française. Il a eu tort de ne pas énoncer sa doctrine publiquement. Lecteurs lisez la page 54 du tome 1 de *C'était De Gaulle* d'Alain PEYREFITTE - Fayard - Éditions de Fallois 1994.

⁶⁵ MILZA Pierre *Fascisme Français - Passé et présent* - Champs Flammarion n° 236.

Cette scission entre le Front National pour l'Unité Française, devenu Front National, d'essence plus populaire et Mouvement National Républicain (M.N.R), plus bourgeois, révèle un risque.

Celui que les élites oligarchiques économiques et politiques, tant Françaises qu'étrangères, fassent ou refassent le choix du Fascisme contre le danger que représenterait la poursuite de la Démocratisation des Sociétés.

L'Énarchie, en ce qui concerne la France, pourrait par culte de l'État faire dériver certains énarques vers le fascisme, la Démocratie étant une contingence que l'on devrait supporter comme un poids.

Posons l'hypothèse d'une radicalité idéologique, au moins d'une partie du Front National.

Avant même sa division, le FN ne pouvait même pas s'offrir le luxe mortel du totalitarisme car la structure traditionnelle de la Société française s'y oppose ainsi que l'état de blocage radical où se trouve actuellement cette Société.

Le Parti Nazi, grand frère de l'aile radicale du FN, s'est effondré sous une énorme pression militaire qu'il a lui-même produite, mais il est resté viable en interne jusqu'à Février ou Mars 1945, car il avait très bien verrouillé le pouvoir dès 1933 :

- Prise de contrôle de tout le territoire allemand et en particulier des Lander.
- Mise au pas du système économique et de la bourgeoisie.
- Contrôle de la population par la propagande, la répression mais aussi l'adaptation de la politique à l'opinion publique, à sa mentalité.

Le FN pourrait effectivement parvenir au pouvoir mais pas plus, de ce pouvoir, il ne pourra rien tirer car la France, c'est presque le contraire de l'Allemagne de 1933.

La nature du pouvoir royal qui gouverna le pays jusqu'en 1789 a constitué un "Pouvoir Traditionnel" qui constitue un mode de gouvernement dont les Français ne veulent s'écarter.

Si notre Constitution affirme l'unité nationale et l'indivisibilité de la République, c'est parce qu'avant 1789, Louis XVI avait raison de parler de « Nos peuples », il savait qu'en réalité, la France a la structure d'un empire⁶⁶ mais pour le voir il faut remonter dans le temps. Le FN ne contrôlerait que certains terroirs politiquement acquis, pas une multitude d'autres.

Dans la France vue comme un empire, le pouvoir est centralisé et autoritaire, mais il doit être perçu comme une autorité nécessaire et débonnaire afin de se faire obéir.

⁶⁶ D'où la maxime : << Le Roi de France est Empereur en Royaume >>. Sous Louis XVI, il fut même question de changer le Roi de France en Empereur des Français. Les Allemands sont d'ailleurs conscients, dès l'origine, de la nature impériale de la France, ils l'appellent "Frankreich", ce même si la traduction de Reich par Empire semble une simplification.

Un tel pouvoir peut user pour un temps limité et contre des groupes délimités d'une force totalitaire meurtrière, contre par exemple, les Arabes, les Cathares, les Protestants, les collectivistes agraires ou proto-communistes. Toutefois, ce totalitarisme, pris dans le sens le plus commun d'emploi d'une violence extrême, n'est utilisé qu'avec l'accord actif ou passif du reste de la population. En France, le pouvoir ne peut donc pas être totalitaire tout le temps et contre tous.

Cela rejoint le risque contemporain de récurrence cyclique du fascisme, ci-dessus exposé.

Il faut remarquer, justement, que les zones du territoires français peuplées par les Arabes, les Cathares au sens des Occitans, les Protestants, les Collectivistes Socialo-communistes, c'est-à-dire tous les anciens réprimés des Rois de France seraient les premiers à s'opposer au FN.

Sur le plan de l'économie, le FN est strictement incapable de réguler une économie complexe intégrée dans l'Europe.

Le danger supposé du FN n'a donc probablement jamais existé, c'est le produit d'une incurie des Partis politique ordinaire, incurie que ces partis utilisent de façon perverse :

1. Soit la Gauche utilise le FN contre la Droite et vis versa, c'est à qui sera responsable de la montée du FN et de son utilisation.
2. Soit le FN est utilisé par le continuum socialo-libéral ou libéro-socialiste comme un instrument disciplinaire démonologique contre les électeurs qui auraient de mauvaises pensées fascistes.

Le fascisme dont il est question ici, c'est le fascisme des staliniens : est fasciste tout élément qui s'oppose à la pensée standard de la classe politique.

Questions connexes :

L'abord de la question de l'Immigration serait compliqué en France par au moins trois facteurs :

1. La concentration oligarchique du pouvoir.
2. L'écart entre la réalité et le discours politique.
3. La non-neutralité idéologique de la conception moderne des Droits de l'Homme.
4. La démocratisation de la pensée symbolique et la crise de la Franc-Maçonnerie.

1. La concentration oligarchique du pouvoir :

La concentration oligarchique du pouvoir aggraverait la question de l'immigration par la distance entre les gouvernants et la population dont ils ont la charge.

Il est possible que passé un certain seuil d'aristocratie, les détenteurs de pouvoir sont plus proches de leurs semblables étrangers que de leur peuple qui reste pris dans le territoire, l'élite s'internationalise.

Au terme du processus, les gouvernants perçoivent leurs gouvernés comme des statistiques démographiques non comme des éléments concrets.

Alors la détention du pouvoir devient première sur le modèle de << Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse >>, ce qui donne : << Qu'importe la nature des gouvernés pourvu qu'on ait le pouvoir >>. Un tel pouvoir veut gouverner indifféremment des blancs, des noirs, des jaunes ou des martiens qui de l'avis général sont verts...

À ce stade, l'aristocratie des gouvernants devient tel, que le gouvernement de la République⁶⁷ se transforme en simple Régime ou Pouvoir dont les relations avec le peuple ressemblent à celles de l'ancienne Pologne communiste ou à celles de nombre de Régime Arabes.

La masse du Peuple y est considérée comme une vile populace méprisable, et par conséquent, dont la nature concrète, la composition ethnique en particulier, importe peu.

Alors, si le peuple concret se révèle indocile, l'immigration est là pour briser son opposition, selon une logique que l'on peut emprunter à Bertolt BRECHT : << Si le Peuple ne vous convient pas, Changez-en ! >>

Le peuple et alors réduit à une caractéristique unique : l'état de " monade unidimensionnelle", c'est-à-dire un consommateur, un matérialiste pur qui ne se définit que par ce qu'il achète, possède, ou va acheter.

Cela ne peut que satisfaire la portion ploutocratique de l'oligarchie au pouvoir.

Par contre, si la détention du pouvoir était moins oligarchique, le peuple souverain doterait les gouvernants d'un mandat impératif de contrôle des flux migratoires, en cas de manque de rendement, les responsables ne resteraient pas au pouvoir.

2. "Expliquons-leur, ils vont bien finir par comprendre" ou la théorie du déficit explicatif :

La confrontation du discours politique sur l'immigration et l'écart avec la réalité du fait migratoire pose la question de la sincérité des gouvernants quant à la description de la réalité qu'ils font aux gouvernés.

⁶⁷ Le République, qui fait actuellement l'objet de tant de discours incantatoires, devient, métaphoriquement, une saucisse de hot-dog , car elle est prise entre la tranche de la "question économique" et la tranche de la "question ethnique".

D'où la rhétorique ou dialectique du " déficit explicatif " qui se développe comme suit :

1. Les Gouvernants sont intelligents, ils agissent pour le bien du Peuple, c'est pour cela qu'ils ont le pouvoir et prennent des mesures.
2. Mais le Peuple ne comprend rien ou est mal informé, il refuse la mesure.
3. Pourtant le Pouvoir agit pour son bien. De plus, bien souvent, pour le détenteur du pouvoir, il est bien connu que le Peuple est d'une bêtise incurable, il ne sait pas où est ce qui est bien ou mal pour lui.
4. Alors le Pouvoir va informer le Peuple et lui expliquer la mesure, il va comprendre et accepter la mesure.
5. Il est également possible que le Peuple refuse la mesure car des groupes subversifs abusent le peuple en affirmant que les gouvernants n'agissent pas pour son bien. Ces agitateurs doivent être dénoncés et punis car ce sont des ennemis du Peuple, de la Société donc de l'État, et du Pouvoir.

À chaque fois que les gouvernements, et en particulier le gouvernement français agit de la sorte avec les gouvernés, cela provoque des manifestations, des réactions de plus en plus violentes car les gouvernés sont bien souvent non seulement plus lucides que les élites au pouvoir, mais plus réalistes quant à l'ampleur solutions à apporter aux problèmes.

En effet, depuis deux cents ans, des "braves gens", les philosophes des Lumières inspirateurs des Droits de l'Homme, ont été raconter au Peuple qu'il était Souverain et qu'il avait droit aux " lumières de l'instruction". Alors, les gens disent et pensent : "<<Ils>> nous prennent pour des imbéciles, pour rester poli, alors ce sont des imbéciles ". Le pouvoir ne peut plus se faire respecter car il n'est plus perçu comme respectable, le pouvoir est discrédité.

Passons à l'étude de la technique de la "réalité écran". Là, c'est encore pire. Les gouvernants sont parfois confrontés à certains impératifs :

1. Cacher au Peuple un échec pour que le Pouvoir ne perde pas la face devant le Peuple.
2. Cacher au Peuple une réalité dont la connaissance serait la preuve d'un échec du pouvoir et de la Société, c'est la " réalité affreuse".
3. Faire accepter par le Peuple une mesure impopulaire ou contraire aux intérêts du Peuple.

Comment atteindre ces objectifs ? En créant une " réalité écran ". Il s'agit d'intercaler entre la réalité " réel", perçue par la sagesse et la raison, et le ou les destinataires du message, une réalité de nature politique, un réel recomposé, tronqué, réinterprété, déformé dans sa chronologie, son Histoire. C'est pour cela que nous appelons cela une "réalité écran". car elle opère comme un voile sur la perception de la " réalité vraie" .

L'auteur de la "réalité écran" espère qu'une personne, un groupe, une Société acceptera cette "réalité écran" par ignorance, bonté, par intérêt ou par crainte.

Le problème, c'est que grâce aux " lumières de l'instruction", les gouvernés, les gens détectent les "réalités écran" de mieux en mieux et qu'ils n'aiment pas ça. Figurez-vous qu'ils vont même jusqu'à appliquer un syllogisme pour vérifier si la réalité qui leur est proposée est la " réalité vraie " ou non.

En la matière, les gouvernements français successifs éprouvent de sérieuses difficultés. Les gens, le Peuple pratiquent le "libre examen" concept découlant du "libre-arbitre".

La "réalité écran" excite d'autant plus le bon Peuple qu'au XX^e siècle, il reconnaît là une technique de Commissaire politique Stalinien!

Cependant la " réalité écran" fonctionne encore très bien si on prend soin de priver le Peuple de toutes les sources d'informations non conformes. Si le Peuple est superstitieux, fataliste, qu'il croit aux miracles, qu'il est gentil et discipliné, alors c'est le Paradis mais pour les gouvernants uniquement !

C'est en quoi la "Société de l'information", en particulier Internet, est un danger pour les partisans de la concentration oligarchique du pouvoir parce que cette Société de l'information qui offre au corps social, à l'opinion publique, un système nerveux, une possibilité de pensée réflexive et d'organisation en réseaux. Réseaux transversaux et plus seulement en forme de hiérarchie pyramidale.

La question se résume donc à savoir si, en France, le passage de la Démocratie purement représentative, sorte de Démocratie par délégation, procuration, à la Démocratie semi-directe ou Démocratie de participation se fera calmement ou pas.

Le risque de confrontation violente est d'autant plus grand que la " réalité écran " présente un danger pour celui qui l'a créée et la diffuse, c'est que celui-ci finisse par croire que sa "réalité écran " est la " réalité vraie, ". Le menteur, généralement détenteur de pouvoir, fini par croire à son mensonge ou même plus, il doit continuer d'y croire officiellement lorsqu'il est tenté de dire enfin la vérité.

3. Droits de l'Homme et Universalisme :

L'idée de Droits de l'Homme naît le jour où certains se mettent à penser que les droits de la personne humaine et de l'humanité ne dérivent plus nécessairement d'un Dieu via ses vicaires spirituels⁶⁸ ou temporels mais peuvent exister d'eux-mêmes souverainement d'où l'idée de Souveraineté du Peuple ou de la Nation et une certaine autonomie du citoyen au sein de la Société à laquelle il appartient.

⁶⁸ L'intégration des Droits de l'Homme dans le discours de l'Église Catholique moderne d'après le Concile Vatican II reste à ce titre problématique.

Nous avons vu dans le Chapitre 1 que le conflit entre la souveraineté royale et la souveraineté nationale a compliqué le déroulement de la Révolution en posant la question du sort de Louis XVI.

Ici, nous détectons un problème car dès 1789, la première vague de Révolutionnaires, constituée de nobles et de bourgeois, met en avant la notion de souveraineté de la Nation mais pas de souveraineté du peuple.

Déjà, dans *Qu'est-ce que le Tiers-État ?*, l'Abbé SIEYÈS⁶⁹ tient à séparer la souveraineté nationale de la souveraineté populaire car il craint que le peuple soit sous l'emprise des privilégiés, la noblesse et le clergé.

Après la Révolution, c'est plutôt le risque du collectivisme et les conséquences de la Terreur qui justifieront la distinction entre souveraineté nationale et populaire. Depuis 1848, le suffrage universel a opéré la fusion des deux souverainetés, mais en France la Démocratie restera une Démocratie limitée.

La conception initiale des Droits de l'Homme pose également la question du décalage entre la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 et l'appellation moderne des "Droits de l'Homme". Entre temps où est passée la portion " ... et du Citoyen". Cela ne serait pas bien grave si l'on considère que la citoyenneté est de nos jours naturellement intégrée au bloc que constitue les Droits de l'Homme.

Cependant, l'articulation entre "Droits de l'Homme" et "du Citoyen" peut recevoir un sens plus profond qui ne semble pas avoir échappé aux rédacteurs de 1789.

En effet, l'homme et l'humanité ont deux dimensions :

1. L'espèce humaine a à la fois une grande unité dans sa condition et sa psychologie au-delà des ethnies, cultures, langues, nationalités etc ...
2. Mais l'humanité est très diversifiée en ethnies, cultures, langues, nationalités etc ...

Les auteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, sans être contredits par les paléo-anthropologues modernes, ont donc associé ces deux dimensions de l'humain à savoir l'homme dans son universalité, les Droits de l'Homme, et l'homme dans sa particularité, l'homme "situé", le Citoyen.

Si l'expression d' "homme situé" est parfois utilisée dans un sens sociologique encore faut-il indiquer dans quoi il est situé, à savoir une nation, une langue, une culture, une ethnie. Certes, tous ces éléments ne sont pas toujours associés chez un individu sur un territoire donné, mais c'est à ce jour généralement le cas.

Or, si l'universalité des Droits de l'Homme est trop dissociée de leur particularité, les dits Droits de l'Homme s'appliquent soit au genre humain en général soit à l'individu, mais plus aux groupes, aux corps intermédiaires où se "situe" l'individu.

⁶⁹ SIEYÈS Emmanuel Joseph *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* (1789) Champs-Flammarion 1988.

A force de mal gérer la Question ethnique on arrive à deux paradoxes :

1. Des gouvernés vont devenir allergiques à l'universalité des Droits de l'Homme qui s'oppose à leurs Droits de l'Homme de citoyens situés.

C'est que, de nos jours, les Droits de l'Homme ne sont plus seulement la base des libertés publiques et privées qui impliquent que les gouvernants ne fassent pas de "misères" aux gouvernés. Les Droits de l'Homme sont devenus le corpus d'une idéologie. Tout le monde doit-il s'y reconnaître ? Faut-il rendre obligatoire l'adhésion à cette idéologie ? L'imposer par la force ?

2. L'universalisme des Droits de l'Homme et le respect au niveau de l'individu des dits droits de l'Homme s'associent pour faire obstacle au contrôle de l'immigration qui demande de la sévérité, sévérité exigée par les citoyens qui veulent rester situés quelque part.

Il y a d'ailleurs une bizarrerie historique, prenez les membres de la Société des Amis des Nègres au XVIII^{ème} siècle, le Président Abraham LINCOLN au XIX^e, les Républicains colonialistes français jusqu'à la Guerre d'Algérie et même le Président John F. KENNEDY⁷⁰, ils ont tous en commun d'être, certes, des anti-racistes, mais avec des caractéristiques de racistes tels que nous en avons défini la notion.

Nous avons nous-même été témoin d'un cas bluffant de racisme par refus du métissage de la part d'un antiraciste. Comme quoi, quand on se dit favorable à la Société multiethnique et multiculturelle, il faut en boire toutes les conséquences.

4. Démocratisation de la pensée symbolique et crise de la Franc-Maçonnerie :

Il est possible de percevoir la Franc-Maçonnerie comme une méthode, un chemin pour faire franchir à des individus des seuils de conscience au moyen de la manipulation de symbole. Les dits individus, seuls ou en groupe, tirant de leur éveil, de leur inspiration, une philosophie propre à faire franchir à la Société dans son ensemble une nouvelle étape de son évolution vers un mieux, un état supérieur d'humanisation de son fonctionnement. Cette démarche, en principe, est également une voie d'amendement intérieur de l'initié et de perfectionnement de sa relation avec les autres.

Évidemment, l'orientation du projet maçonnique, surtout suite à la Révolution, ne peut contenter tout le monde, il s'est opposé à la droite extrême et à l'extrême droite ainsi qu'à l'Église du moins jusque dans les années 1960. C'est le thème du complot maçonnique.

Ce d'autant plus que la Franc-Maçonnerie prend la forme d'une organisation discrète, ce qui l'expose à des risques dont on mesure les manifestations dès la III^{ème} République :

1. Éclatement en obédiences formant des officines.

⁷⁰ Le Président KENNEDY refusait de recevoir à la Maison-Blanche un leader noir marié à une blanche. Quant à Abraham LINCOLN, il était pour un développement séparé des blancs et des noirs, ce qui deviendra l'Apartheid.

2. Risque de se transformer en redoutable instrument de conservatisme bourgeois de par l'origine sociale de ses membres, les Loges formants des clubs privés.
3. Déviation dans l'affairisme, les scandales politiques⁷¹.
4. Risque de basculer dans l'occulte, le délire mystique, la secte. Il suffit de survoler le rayon "occultisme" des supermarchés pour se poser des questions.
5. Risque de contradiction entre l'universalisme et la défense des valeurs occidentales, certains membres, constatant le <<déclin de l'Occident>> aboutissant dans le Fascisme⁷².

Malgré tout, la Franc-Maçonnerie spéculative aurait eu depuis son origine visible au début du XVIII^e siècle un effet positif sur l'évolution politique, économique et social de la Société.

Seulement, l'opinion publique, l'Agora, finit par être prise à témoin de la crise interne de la Franc-Maçonnerie qui n'aurait plus de rendement intellectuel et finirait par refléter la confusion de la Société. D'où l'interrogation de Michel BARAT : La Franc-Maçonnerie a-t-elle un avenir ?⁷³

Jusqu'à maintenant l'anti-Maçonnerie a pu être rejetée dans les marges de la Réaction, mais il n'en sera peut-être pas de même pour l'avenir.

À un premier niveau d'analyse, il y a le risque que les peuples, les sociétés n'avalent plus la soupe universaliste et cosmopolite que préparent les Frères dans leurs Loges. Cela renvoie à la crise de l'universalisme des Droits de l'Homme telle que nous l'avons exposé plus haut page 71.

Mais il existe une source de contestation potentielle de la Franc-Maçonnerie, c'est la démocratisation de la Société en elle-même, c'est ce que nous pourrions qualifier de "démocratisation de la pensée symbolique".

Au-delà d'un certain seuil dans l'instruction moyenne de la population, on peut penser que cette population franchie d'elle-même des seuils de conscience et qu'elle exerce sur elle-même une manipulation de symboles, d'abstractions équivalentes à un travail maçonnique.

Encore ne faudrait-il pas que la symbolique maçonnique devienne inopérante pour la même raison que la crise de la Religion où la métaphysique est "concurrencée" par la physique. En effet, la symbolique maçonnique renvoie à un savoir médiéval, à la maçonnerie opérative des bâtisseurs de cathédrales, mais cela ne pèse pas bien lourd face la dynamique explosive de la science moderne.

⁷¹ Le terme de "maçonnerie affairiste" a été repris dans l'étrange affaire des préoccupations du Procureur Éric de Montgolfier relatives aux "fonctionnements de la justice Niçoise". Cf. le Monde des Samedi 9 et 16 Octobre 1999 Le Procureur de Nice, Éric de Montgolfier, dénonce l'influence de certains réseaux <<francs-maçons>> et celui du 13 Novembre 1999 page 7 en particulier l'Éditorial "Le pouvoir franc-maçon" page 13.

⁷² Durant la seconde Guerre Mondiale, une partie de la Franc-maçonnerie se saborda passivement ou eu des rapports ambigus avec le régime de vichy et le Nazisme. Actuellement, l'ambivalence est encore à la limite de l'incompréhensible, du surréalisme : Cf. L'Elysée aurait aidée M. Le Pen à recueillir des parrainages – Le Monde, Dimanche 28-Lundi 29 Avril 2002, Page 10.

⁷³ BARAT Michel La Franc-Maçonnerie a-t-elle un avenir ? Le Monde du Mercredi 9 septembre 1998 page 13.

La Société dite "de l'information" va multiplier les capacités des individus et nous verrons au Chapitre 5 que l'accès à l'éducation, à la connaissance ne pourra que s'étendre au siècle prochain.

C'est alors que la distinction entre initiés et non-initiés, profanes, devient une distinction des siècles aristocratiques et bourgeois mais n'est plus supportable dans une Démocratie où règne l'égalité des Conditions sans égalitarisme.

La Franc-Maçonnerie risque d'avoir les mêmes problèmes que le judaïsme au temps de Jésus-Christ et de se scinder entre des Loges Fermées et une Franc-Maçonnerie Universelle ouverte au plus grand nombre possible de gens.

Ou, plus exactement, la Franc-Maçonnerie ne serait plus nécessaire car elle aurait fait don de sa symbolique à l'ensemble du corps social, qui enfin sorti de l'enfance serait en mesure d'en faire utilement usage, directement par lui-même.

C'est alors qu'il est envisageable que le peuple décide d'interdire les débats de philosophie politique non publics et surtout condamne une sorte de trafic d'influence qui viserait à orienter des décisions politiques hors de l'avis du Peuple Souverain. C'était déjà le point de vue des "Terroristes" de 1792.

C'est en cela qu'il est possible qu'aujourd'hui la Franc-Maçonnerie soit, comme le Christianisme⁷⁴, malade d'avoir trop bien atteint ses objectifs historiques. Nous allons en effet nous efforcer de démontrer au Chapitre 4 que la condition humaine est sur le point d'être radicalement modifiée.

Dans ce contexte, la Franc-Maçonnerie serait en voie de dépérissement.

Au stade ultime, il ne resterait de la Franc-Maçonnerie qu'une coquille vide, une sorte de planque pour y faire ses crapuleries fricardes, institution abordable uniquement sous l'angle de sa pathologie. Telle est l'impression donnée par le livre de Ghislaine OTTENHEIMER et Renaud LECADRE *Les Frères Invisibles*⁷⁵. On en viendrait à se demander si les obédiences maçonniques n'ont pas réalisé, pour de vrai, un des fantasmes de l'antimaçonnerie⁷⁶, à savoir un système pyramidal et cloisonné où les Grades (ou degrés) inférieurs peuvent parfaitement ignorer les agissements des hauts Grades, dignitaires qui fréquentent des Loges spéciales.

Sophie COIGNARD dans son ouvrage *Un État dans État - Le contre-pouvoir maçonnique*⁷⁷ confirme que quelque chose ne va plus au sein de la Franc-Maçonnerie.

En effet, elle apporte encore une fois la preuve, non seulement de l'emprise de l'argent chez certains Francs-Maçons, avec une acuité plus ou moins forte selon les

⁷⁴ En particulier si on prend l'option d'une origine ancienne de la Franc-Maçonnerie comme compagnon invisible du Judaïsme et du Christianisme, voire de l'Égypte pharaonique.

⁷⁵ Ghislaine OTTENHEIMER et Renaud LECADRE *Les Frères Invisibles* - Albin Michel 2001.

⁷⁶ Ce dès la Révolution avec le jésuite Augustin de BARRUEL (1741-1820) avec son *Mémoire pour servir à l'Histoire du Jacobinisme* de 1797.

⁷⁷ COIGNARD Sophie *Un État dans État - Le contre-pouvoir maçonnique* - Albin Michel 2009.

obédiences ou/et les Loges, mais carrément de l'existence de Loges "Couvertes" où ne se réunissent que des Frères sélectionnés par le milieu social d'origine et la richesse.

Les premières victimes d'une telle évolution sont, à ne pas douter, les courants "Spiritualistes" et "Pro-Républicains" des Loges Maçonniques.

Plus grave, dans son livre, Sophie COIGNARD expose clairement comment des Francs-Maçons encouragent ouvertement une idéologie sécuritaire, finalement injuste pour les faibles et les pauvres, en organisant une emprise sur la police, la Justice, les Agents de Renseignement, la promotion d'une généralisation des caméras de surveillance etc...

Ainsi, se confirme le lien, mal sain, quand à l'origine de la République, entre Bourgeoisie, Ploutocratie dont une partie de la Franc-Maçonnerie veillerait à ce que les intérêts des plus riches soit toujours sauvegardés.

Sophie COIGNARD confirme aussi comment le pouvoir politique a instrumentalisé le péril de l'Extrême Droit en utilisant comme relais des Loges Maçonniques, ce afin aboutir à une véritable manipulation électorale du phénomène front National; Phénomène devenu inutile quand Nicolas SARKOZY fit en sorte de s'en passer.

Tentative de dépassement du cycle fascisme / anti-fascisme :

Il conviendrait de casser le cycle fascisme / anti-fascisme en trouvant un dépassement à la question ethnique grâce à un changement de la Condition Humaine.

Le changement de la Condition Humaine s'impose plus radicalement encore dans le règlement de la Question ethnique que dans celui de la Question économique du Chapitre 2.

En effet, l'intégration de l'hyperproductivité et du partage dans le Capitalisme ne touche que la surface des choses, le règlement de la Question ethnique implique d'être plus imaginatif de changer la nature de l'humain et de son environnement donc la Condition Humaine.

Une fois un tel cadre déterminé, il est possible d'avoir l'audace d'imaginer des solutions surprenantes à la Question ethnique :

1. Éliminer les mauvais gouvernants qui poussent les populations dont ils ont la charge à immigrer. Certains gouvernants sont des étrangleurs à feu doux qui sans aller jusqu'au Crime contre l'Humanité, relevant maintenant de la Cour Pénale Internationale, ne veillent :
 - Ni à préparer l'avenir, à intercéder avec le futur.
 - Ni à défendre et protéger par l'épée et la main de justice leur population (Défense et régulation par le Droit).
 - Ni encore moins à nourrir leur peuple au sens de nourriture, logement, santé, éducation.

Le cas exemplaire du Costa Rica prouve qu'en donnant la priorité à la Santé et à l'Éducation, il est possible de pousser vers le haut une population pauvre que l'on transforme en peuple au train de vie encore humble mais digne.

2. Créer un État mondial, le problème de l'immigration devenant un problème de zonage de l'habitat des populations dans telle ou telle Collectivité Territoriale que seraient devenues les anciens États souverains.
3. Ajouter à la naturalisation juridique, pour la seconde génération d'immigrés, une naturalisation génétique par changement de l'apparence extérieure, le phénotype.

En effet, les problèmes éthiques de la biotechnologie peuvent être dépassés si la connaissance du vivant est suffisante. Ce qui est communément appelé "manipulations génétiques" devient alors de la chirurgie esthétique moléculaire.

4. La solution ultime, durable sur le long terme, c'est la poursuite de la conquête spatiale sous la forme de la colonisation interstellaire dans l'espace les Questions économique et ethnique se dissolvent comme par miracle. Nous expliquerons pourquoi au Chapitre 4.

Il nous faut maintenant prouver que la Condition Humaine est en train de changer radicalement.

Chapitre 4

Le changement de la Condition Humaine

Avant d'aborder la nature de ce changement de la Condition Humaine, il convient de s'interroger sur les relations entre la Science et la Politique aujourd'hui, puis de se demander s'il y a un risque de totalitarisme, le changement de la Condition Humaine étant considéré généralement comme le grand projet des régimes totalitaires.

Les relations entre la Science et la politique :

Pendant longtemps, on peut considérer que la science et la politique ont été dissociées et que le personnel politique ne découvrait la science qu'à priori ou à posteriori:

1. À priori, le pouvoir politique était demandeur de réalisation scientifique pour mener matériellement à bien un objectif politique. C'est ainsi que le pouvoir politique cherchait à perfectionner la navigation et la cartographie pour étendre sa domination territoriale. Il recourt aussi à la science pour éliminer, contrôler ses adversaires par la conception d'armements ou de moyens d'extermination de masse de type industriel.
2. À posteriori, le pouvoir politique organise la Société suite aux répercussions des acquis de la science et des techniques, par exemple un nouveau système énergétique ou l'introduction massive de l'automobile.

Pour le reste, la politique demeure un "Ministère de la parole", elle est basée sur un discours. C'est l'idée politique qui domine, la science, placée à la périphérie, n'étant qu'un magasin des accessoires ou un sac d'où sortent des surprises dont il faut organiser les conséquences.

Le plus inquiétant est l'inculture scientifique et technique d'une large portion du personnel politique quand cela ne va pas jusqu'à un mépris affiché pour la culture scientifique et technique de la part de ce personnel⁷⁸. Or, comment l'homme peut-il se situer, aujourd'hui, dans le temps, l'espace et l'action sans les connaissances et les moyens donnés par la science ?

Or le développement humain est devenu tel, que l'action politique ne peut redevenir efficace, avoir une emprise sur la réalité qu'en intégrant la science comme un mode d'action direct de résolution des problèmes politiques, la simple parole politique n'y suffisant plus.

⁷⁸ Les relations entre les scientifiques et les politiques sont parfois pénibles tant il faut souvent aux chercheurs expliquer longtemps, par exemple: COHEN Daniel Les gènes de l'espoir - A la découverte du génome humain - Préface de Jean DAUSSET Collection "vécu" Robert Laffont 1993.

C'est ainsi que l'impuissance se banalise en politique, or Nicolas TENZER insiste sur le lien nécessaire entre la politique et la puissance, les Démocraties doivent vouloir et pratiquer une volonté de puissance dans un sens positif du terme⁷⁹.

Cela devient en particulier nécessaire car l'Homme tiré du sein de la Nature a évolué vers la Culture, mais pas seulement, il s'est créé une nature transformée, une "techno-nature"⁸⁰ où s'associent la condition humaine, l'ancienne nature à l'état brut e et les produits de la science et des techniques.

À terme, cette "techno-nature " produit une Humanité Nouvelle, certes liée à l'ancienne mais différente.

Pour que l'action politique aie de l'effet, elle doit alors utiliser la science et les techniques pour agir sur la techno-nature.

L'Homme intégré à la techno-nature qu'il suscite devient lui-même acteur et sujet d'une transformation volontaire de sa condition physique et biologique.

Il y a l'articulation suivante :

1. L'Homme s'extrait de l'animalité pour évoluer vers la Culture.
2. Il crée et utilise la science et les techniques.
3. La science et les techniques s'intègrent à l'humain.
4. Or, la science et les techniques perturbent l'ancienne Condition Humaine, produisent des contradictions insolubles.
5. Si le Pouvoir politique n'utilise que le "Ministère de la parole", il est impuissant, la condition humaine se dégrade jusqu'à la catastrophe, elle régresse moralement et matériellement.
6. Le Pouvoir politique doit donc utiliser la science et les techniques pour créer une Nouvelle Condition Humaine.

Il reste à déterminer si cette transformation volontaire de l'homme par lui-même s'inscrit ou dans les totalitarismes de la première moitié du XX^e siècle.

Y a-t-il risque de totalitarisme ?

Staline et Hitler avaient en commun d'être des sortes d'optimistes qui promettaient à ceux qui les suivaient la création d'un Homme Nouveau au nom de la Classe ou de Race.

La limite entre Race et Classe est aussi floue que la distinction entre Hitlérisme et Stalinisme, Staline et Hitler comparaient leurs méthodes, bien que Staline était plus admiratif d'Hitler que le contraire⁸¹. Par ailleurs, dans la gestion des Nationalités, un ennemi de Race peut être déclaré ennemi de Classe.

⁷⁹ TENZER Nicolas - Point de vue - Éloge de la puissance française - Le Monde Jeudi 9 Septembre 1999 page 1

⁸⁰ Nous tirons cette notion, entres autres, de *2100 - Récit du prochain siècle*, Sous la Direction de Thierry GAUDIN - Éditions Payot 1990.

⁸¹ La purge du Parti Nazi par la <<Nuit des longs couteaux>> par Hitler aurait directement inspiré Staline pour son épuration du P.C.U.S. par les <<Grands procès de Moscou>>.

Staline et Hitler sont les produits d'une époque où les élites traditionnelles composées de nobles et de bourgeois se sont trouvées incapables de gérer l' "ère des masses".

Cela explique pourquoi Hitler et Staline sont issus des masses populaires comme Jean-Jacques Rousseau : les élites étant dépassées par les événements, c'est au "populaire", à la masse elle-même, de faire de la politique, or le "populaire" craint la violence, mais dans le même temps il la respecte et l'utilise au besoin.

Cette conjonction historique, on ne la retrouvera pas car les masses sont maintenant scindées en classes moyennes instruites ou en milieu populaire désocialisé.

Le "populaire" est, actuellement, tellement dépossédé du contrôle de lui-même et de son environnement qu'il ne risque plus de produire des idées politiques, mais plutôt de servir de masse de manœuvre dans des Révolutions ou des guerres utilisant sa révolte absolue.

C'est là où on peut se demander si Hitler et Staline n'ont pas anticipé, dans la première moitié du XX^e siècle, la relation entre une humanité nombreuse, formant une masse, et les deux produits de cette massification : la Question économique et la Question ethnique.

Or, Staline et Hitler n'avaient à leur disposition pour créer leur Homme Nouveau que le "Ministère de la parole" et l'utilisation accessoire de la science telle que nous l'avons définie page 78. Ils ne pouvaient donc utiliser que l'ancienne politique "machiavélique", celle qui élimine l'adversaire désigné.

En effet, ils agissaient dans le cadre de la Condition Humaine telle qu'elle avait toujours existé.

Or, au début du XXI^e siècle, la politique va s'exercer dans un cadre nouveau:

1. Elle va disposer des moyens techniques pour transformer la Condition Humaine sans user de violence.
2. La Politique risque d'autant moins de dériver vers le totalitarisme que le processus de transformation de la Condition Humaine est largement entamé depuis 1945, cependant pas grand monde ne mesure l'ampleur de la transformation déjà engagée.

Les intellectuels, pour dénoncer le Totalitarisme, se basent principalement sur l' "époque "stalino-hitlérienne" et ses suites, soit 20 ans (1933, prise du pouvoir par Hitler-1953, mort de Staline).

Mais après car il y a un après ?!

Pour l'après, qui commence en 1945, on n'entend plus grand monde en tout cas en France. Font exception, des écrits de sociologie et de science qui parlent du futur sans toujours intégrer l'ampleur des évolutions 1945-2000 dans leur analyse.

Ce n'est que dernièrement qu'à la lecture du Monde, nous avons constaté que le Professeur Francis FUKUYAMA arrive à une conclusion identique, les totalitarismes étant qualifiés par lui de "constructivismes sociaux"⁸². Il y a toutefois deux différences :

1. Il entend changer non seulement la Condition Humaine mais plus radicalement encore la Nature Humaine au sens de sa psychologie, ce qui nous semble peu souhaitable si tant est que ce soit réalisable à vaste échelle.
2. Là où il parle d'abolition de l'humanité, nous parlons plutôt de Nouvelle Humanité venant accomplir et non abolir l'ancienne humanité⁸³.

Nous allons maintenant démontrer que la Condition Humaine change à grande vitesse depuis 1945.

Section 1

La Condition Humaine n'est plus ce qu'elle était

Pour montrer que la Condition Humaine change à grande vitesse, nous allons utiliser une technique de science politique encore en usage au XVI^e siècle, mais abandonnée au XVIII^e siècle pour manque de rationalité ou plutôt de rationalisme : La Politique éclairée par les Saintes Écritures.

Toutefois, le raisonnement ne nécessitera pas d'adhérer à un dogme religieux du moins à un premier degré d'analyse.

1-L'antique condition humaine:

Si on utilise la Bible, elle résulte de la sanction infligée à Adam et Ève par Dieu pour leur insubordination. La liste des sanctions constitue la Genèse de 3:16 à 3:24⁸⁴ :

<< Il dit à la femme : J'augmenterai la souffrance de tes grossesses, tu enfanteras avec douleur, et tes désirs se porteront vers ton mari, mais il dominera sur toi.

Il dit à l'homme : Puisque tu as écouté la voix de ta femme, et que tu as mangé de l'arbre au sujet duquel je t'avais donné cet ordre : Tu n'en mangeras point ! le sol sera maudit à cause de toi. C'est à force de peine que tu en tireras ta nourriture tous les jours de ta vie,

il te produira des épines et des ronces, et tu mangeras de l'herbe des champs. C'est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain, jusqu'à ce que tu retournes dans la terre, d'où tu as été pris ; car tu es poussière, et tu retourneras dans la poussière.

⁸² FUKUYAMA Francis La fin de l'Histoire 10 ans après - Le Monde Jeudi 17 Juin 1999 " point de vue" page 1. Il est l'auteur de *La fin de l'Histoire et le dernier homme* - Champs-Flammarion n° 290.

⁸³ Il est permis de faire un parallèle avec l'argument de Jésus-Christ (Matthieu 5:7): Ne croyez pas que je sois venu pour abolir la loi et les prophètes; je suis venu non pour abolir mais pur accomplir.

⁸⁴ La Saint Bible - Version de Louis SEGOND (1910).

Adam donna à sa femme le nom d'Eve : car elle a été la mère de tous les vivants.

L'Éternel Dieu fit à Adam et à sa femme des habits de peau, et il les en revêtit.

L'Éternel Dieu dit : Voici, l'homme est devenu comme l'un de nous, pour la connaissance du bien et du mal. Empêchons-le maintenant d'avancer sa main, de prendre de l'arbre de vie, d'en manger, et de vivre éternellement.

Et l'Éternel Dieu le chassa du jardin d'Eden, pour qu'il cultivât la terre, d'où il avait été pris.

C'est ainsi qu'il chassa Adam ; et il mit à l'orient du jardin d'Eden les chérubins qui agitent une épée flamboyante, pour garder le chemin de l'arbre de vie.>>

2-La condition humaine avant 1945:

Elle est fort semblable à celle de la chute d'Adam et Ève, nous allons simplement reformuler la liste des sanctions divines dans un vocabulaire moderne :

1. Il y a les sanctions relatives à la condition féminine : Les femmes sont en état de subordination sexuelle, économique et sociale vis-à-vis des hommes. L'attirance sexuelle pour l'homme multiplie leurs grossesses, ses grossesses sont douloureuses et constituent même une source de mortalité importante. (Il dit à la femme : J'augmenterai la souffrance de tes grossesses, tu enfanteras avec douleur, et tes désirs se porteront vers ton mari, mais il dominera sur toi.)
2. La production agricole est longtemps restée faible, demandant un travail pénible et prenant pour un résultat aléatoire. L'homme était pris entre les dégâts des insectes et autres animaux, les maladies des plantes, la concurrence des mauvaises herbes, la pauvreté des sols etc ... (Le sol sera maudit à cause de toi. C'est à force de peine que tu en tireras ta nourriture tous les jours de ta vie, il te produira des épines et des ronces, et tu mangeras de l'herbe des champs. C'est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain ...)
3. La sanction agricole contient aussi la sanction du travail, l'agriculture étant alors l'activité la plus dévoreuse de travail. Le travail est manuel et pénible, la journée de travail est de 12 heures, 6 jours sur 7. Dieu a toutefois laissé une journée de repos obligatoire par semaine. Jour, il est vrai, dédié à son propre culte.(C'est à force de peine ... tous les jours de ta vie ...C'est à la sueur de ton visage ...)
4. L'humanité est enfin sanctionnée par la maladie, le vieillissement et la mort. Pendant des siècles atteindre, 50 ans était un exploit, sans compter la mortalité infantile et le décès des femmes en couches.(...jusqu'à ce que tu retournes dans la terre, d'où tu as été pris; car tu es poussière, et tu retourneras dans la poussière)

Après 1945, les vieilles sanctions bibliques vont devenir progressivement comme inopérantes.

3-La condition humaine depuis 1945:

1. Il se crée une nouvelle condition féminine, le droit des femmes, le féminisme. Les femmes n'accouchent plus dans la douleur grâce aux péridurales, les progrès de l'obstétrique diminuent les risques de l'accouchement. La contraception permet aux femmes de ne pas multiplier leurs grossesses si bien que les hommes ne dominent plus les femmes ni sexuellement, ni socialement, ni économiquement. Les femmes travaillent, elles participent à la politique en étant électrice et élue et elles peuvent divorcer.
2. La production agricole est maintenant dans les pays développés, abondante et quoi qu'on dise de qualité. Même l'agriculture biologique ou l'agriculture raisonnée ne sont pas des retours à l'ancienne agriculture, mais un perfectionnement des techniques agricoles par un apport supplémentaire de science dans l'agriculture. L'agriculture est performante, elle économise le travail humain, l'homme n'est plus pris entre les dégâts des insectes et autres animaux, les maladies des plantes, la concurrence des mauvaises herbes, la pauvreté des sols etc ...
3. La malédiction biblique du travail se porte plutôt mal, l'homme produit de plus en plus de biens, globalement le travail est moins pénible. Toutefois, la différence fondamentale, c'est que pour certains, le travail a disparu et même parfois depuis longtemps. C'est le chômage, il existe même des Agences pour l'Emploi qui cherchent à retrouver le travail. Or, des auteurs comme Jeremy RIFKIN pensent qu'une véritable "machine à refouler le boulot" est en marche et que c'est *La Fin du Travail*⁸⁵.
4. L'Humanité admet enfin de plus en plus mal la sanction de la maladie, du vieillissement et la mort. L'Homme entend éliminer au maximum les maladies, vivre de plus en plus vieux et vieillir de mieux en mieux ou de moins en moins. Par la grâce de la biologie moléculaire se développe aux États-Unis, une médecine "anti-âge" qui aborde le vieillissement comme une maladie à traiter en elle-même. À terme, l'Homme entend vaincre la mort, que la terre ne retourne plus à la terre et la poussière à la poussière⁸⁶.

Si changement de la Condition Humaine il y a, alors le comportement des autorités religieuses et politiques devient suspect. N'ont-ils pas la volonté de masquer ce changement radical afin de conserver leur pouvoir ?

Ainsi, quel est le fondement théologique de l'interdiction de l'usage des moyens contraceptifs par l'Église Catholique Romaine. L'explication classique tient dans le rapport entre la créature et son Créateur. Le Créateur disposant de la vie, la créature n'a pas à en disposer.

⁸⁵ RIFKIN Jeremy *La Fin du Travail* - Préface de Michel ROCARD - La Découverte 1996.

⁸⁶ MARTO Bernard *Enquête d'immortalité - Le rêve du fond des âges à l'épreuve de la Science* Jean-Claude Lattès 1998.

Il a aussi été avancé que l'Église voulait un grand nombre de chrétiens face à l'Islam.

Or, dans les faits, l'Église modère ses confesseurs pour ne pas y regarder de trop près et ne veut plus se mettre les fidèles à dos, les églises sont assez vides comme ça dans certains pays d'Occident .

Il faut donc imaginer que la prohibition de la contraception n'est pas visée par elle-même mais en ce qu'elle implique.

Si le recours à la contraception est un des signes d'un changement radical de la Condition Humaine selon la liste des sanctions, nier la contraception revient à ne pas vouloir voir le changement de la dite Condition Humaine.

En effet, admettre que la Condition Humaine change, c'est admettre qu'une nouvelle alliance entre Dieu et les Hommes est en train de naître.

L'Église serait donc menacée en tant que structure administrative, qu'organisation par la Parousie, par une III^{ème} Alliance⁸⁷. Le Christianisme "administratif" actuel serait en contradiction avec sa mission, son message.

C'est en ce sens que le Christianisme achèverait sa mission historique qui est :

1. D'annoncer le retour du Christ, la Parousie qui peut s'exprimer en termes de III^{ème} Alliance.
2. Affirmer que Jésus est non seulement sauveur des hommes (I.H.S.), sauveur du mal et du nihilisme, mais encore Rédempteur de l'Humanité. Le rachat porte entre autre sur le pêché originel, la faute d'Adam et Ève qui fonde l'ancienne condition humaine.
3. Affirmer que le Christ est "vie et résurrection", qui précède l'Humanité dans une victoire future sur la mort.

La mort biologique n'est pas ici seule en cause, la libération de la mort peut aussi vouloir dire vivre dans un Univers qui est mieux compris, à plus de sens.

Or, l'Humanité grâce à la Science comprend de mieux en mieux le monde et doit donc enrichir en conséquence son discours philosophique et religieux.

Si la Religion ne complexifie pas son discours sur Dieu, le Monde décrit par la Science devient plus complexe que Dieu. Le discours religieux devient alors "bébé - bête", simplement basé sur l'affirmation que "Dieu est Amour", des chants et des prières, sur des émotions charismatiques.

Dans un sens, le Christianisme aurait un peu trop bien réussi dans l'accomplissement de sa mission en transformant la Condition Humaine.

⁸⁷ La première étant le Judaïsme, la seconde le Christianisme.

Quand l'Église et les fidèles ne veulent pas voir l' "Accomplissement des temps" et la Parousie :

L'Église et les fidèles conçoivent généralement que l'Église comme institution et collectivité humaine appelée "Peuple de Dieu " depuis le Concile Vatican II, aurait une durée illimitée, l' "Accomplissement des temps" et la Parousie, le retour du Christ, étant renvoyé indéfiniment dans le temps.

Le Livre de l'Apocalypse de Saint Jean étant alors considéré comme une suite d'allégories purement spirituelles.

À l'opposé des sectes et une partie des Églises protestantes considèrent l'eschatologie collective, la fin du monde, comme devant se produire physiquement "pour de vrai".

Or, ce n'est pas ce que dit le texte lui-même de l'Apocalypse de Saint Jean, il suffira de citer simplement Apocalypse 21, 1 et 2 :

<< Puis je vis un ciel nouveau, une terre nouvelle - car le premier ciel et la première terre ont disparu, et de mer, il n'y en a plus.

Et je vis la Cité sainte, Jérusalem nouvelle, qui descendait du ciel, de chez Dieu; elle s'est faite belle, comme une jeune mariée parée pour son époux. >>

Considérons que puisse que la Condition Humaine est susceptible de changer radicalement, les Églises, par définition, ne peuvent plus connaître une vie linaire, sans rupture dans leur fonctionnement quotidiens.

Les discours religieux des Églises font référence à une Condition Humaine à évolution lente, relevant d'une même continuité, or, ce discours n'aurait plus d'emprise sur une réalité différente.

Le débat actuel sur le Rituelle de la Messe, selon le Concile de Trente ou le Concile de Vatican II prouve un épuisement de la théologie qui risque de se limiter à réguler des conflits "ritualistes" et à une sorte d'idolâtrie de la bonne administration des Sacrements, à des thèses épaisses comme des annuaires téléphoniques sur Eucharistie ou l'Immaculée Conception.

Il y aurait donc bien en soit une crise conceptuelle de la théologie⁸⁸.

À l'opposée, retenant une conception religieuse textuelle des plus traditionnelle, c'est-à-dire biblique, d'une fin du Christianisme sous sa forme classique, c'est alors que l'on peut "redécouvrir, certains choses laissées de côté par l'approche théologique contemporaine.

⁸⁸ DUQUOC, Christian, La théologie en exil - Le défi de sa survie dans la culture contemporaine Bayard octobre 2002.

François-René de CHATEAUBRIAND dans l'édition de 1826 de son "Essai historique, politique et moral sur les révolutions anciennes et modernes,"⁸⁹ considérées dans leurs rapports avec la Révolution française" a eu la préscience d'une fin du Christianisme comme conséquence ultime de la Révolution Française.

Pour CHATEAUBRIAND, Cette fin du Christianisme prend la forme du péril représenté par l'Islam radicale, ce en ces termes :

<< Peut-on supposer que quelque imposteur, quelque nouveau Mahomet, sorti d'Orient, s'avance la flamme et le fer à la main, et vienne forcer les chrétiens à fléchir le genou devant son idole ?

La poudre à canon nous a mis à l'abri de ce malheur

Non pas si les gouvernements chrétiens ont la folie de discipliner les sectateurs du coran. Ce serait un crime de lèse-civilisation que notre postérité, enchaînée peut-être, reprocherait avec des larmes de sang à quelques misérables hommes d'État de notre siècle. Ces prétendus politiques auraient appelé au secours de leurs petits systèmes les soldats fanatiques de Mahomet, et leur auraient donné les moyens de vaincre en permettant qu'on leur enseignât l'art militaire. Or, la discipline n'est pas la civilisation ; avec des renégats chrétiens pour officiers, les brutes du Coran peuvent apprendre à vaincre dans les règles les soldats chrétiens.

Le monde mahométan barbare a été au moment de subjuguier le monde chrétien barbare ; sans la vaillance de Charles Martel nous porterions aujourd'hui le turban : le monde mahométan discipliné pourrait mettre dans le même péril le monde chrétien discipliné. Il ne faut pas pour cela autant de temps qu'on se l'imagine : dix ans suffisent pour former une bonne armée ; et puisque les Cosaques, sujets du czar, sont bien venus des murailles de la Chine se baigner dans la Seine, les nègres de l'Abyssinie, esclaves du Grand Turc, pourraient très bien venir aussi se réjouir dans la cour du Louvre. >>

Constatons, pour reprendre son expression que "quelques misérables hommes d'État de notre siècle" ont facilité, et facilite encore, l'accès de la République Islamique d'Iran à l'arme nucléaire.

Or, Jésus-Christ à l'art de prophétiser l'emploi de l'arme atomique contre l'État d'Israël, en décrivant cette arme par ses effets, dans Matthieu 24, 15 à 21:

<< Lors donc que vous verrez l'abomination de la désolation, dont a parlé le prophète Daniel, installée dans le saint lieu (que le lecteur comprenne!) alors que ceux qui seront en Judée s'enfuient dans les montagnes, que celui qui sera sur la terrasse ne descende pas dans sa maison pour prendre ses affaires, et que celui qui sera aux champs ne retourne pas en arrière pour prendre son manteau! Malheur à celles qui seront enceintes et à celles qui allaiteront en ces jours-là! Priez pour que votre fuite ne tombe pas en hiver, ni un sabbat.

⁸⁹ La Pléiade N° 272.

Car il y aura alors une grande tribulation, telle qu'il n'y en a pas eu depuis le commencement du monde jusqu'à ce jour, et qu'il n'y en aura jamais plus⁹⁰>>.

Plus le temps passe, plus la Prophétie des Papes dite de Saint Malachie gagne en crédibilité en ne donnant qu'un successeur, Pierre le Romain, à Benoît XVI, qui va avoir 83 ans le 16 Avril 2010:

<< Dans la dernière persécution de la sainte Église romaine siègera Pierre Romain, qui paîtra ses brebis au milieu de nombreuses tribulations. Ces tribulations passées, la ville aux sept collines sera détruite et le juge redoutable jugera son peuple. Fin >>.

Quand le pouvoir politique récusé également la fin de l'ancienne Condition Humaine :

Sur le même modèle, le pouvoir politique en vient à avoir la nostalgie de l'ancienne Condition Humaine, ordre traditionnel des choses où les gouvernés étaient dociles face aux gouvernants dans un monde où régnait la pénurie matérielle et intellectuelle.

Dans l'Ancienne Société, Pouvoir, élitisme intellectuel et richesse du petit nombre s'opposent à la pauvreté, à l'inculture et à la soumission du grand nombre.

C'est ainsi, par exemple, que le "petit commerce" renvoie à cette ancienne Société de rareté, voire de pénurie alors que les Super et hypermarchés renvoient à une abondance déjà présente.

On peut certes, dénoncer le matérialisme pur dont est porteur la grande distribution, mais l'on peut affirmer :

1. Que ce matérialisme propre à la Société de Consommation peut-être rééquilibré par la Société de l'Information, promesse d'une abondance intellectuelle, chose que trop de gouvernants semblent redouter.
2. Que les Peuples n'accepteront jamais de régresser matériellement vers leur ancienne condition prolétarienne, position de soumission, après avoir entrevu l'abondance matérielle.

D'ailleurs, le retour vers cette ancienne condition prolétarienne est impossible car aujourd'hui on risque plus de devenir S.D.F. que prolétaire.

C'est en quoi le Pouvoir, en particulier la bourgeoisie ancienne, est menacé de Révolution s'il n'a pas la volonté politique de pousser le

⁹⁰ Bible de Jérusalem - Un effet immédiat et dangereux pour les femmes enceintes et allaitantes, ce qui fait penser à des radiations.

maximum de monde vers le haut.

Il faut, en effet, mesurer l'ampleur de la transformation sociale suscitée par l'apport de la Science et des techniques depuis la fin du XIX^e siècle. Le citoyen ordinaire de la fin du XX^e siècle a un mode de vie plus proche de celui d'un Roi du XVIII^e siècle, que de ces ancêtres qui avant 1945 pouvaient vivre dans des cahutes au sol en terre battue, sans eau courante, ni électricité, ni téléphone, ni médecine abordable etc ...

Un tableau remarquable de cette évolution est donné par Christine COLLANGE dans *Merci, mon siècle*⁹¹.

La prochaine étape :

Si l'Humanité transformée par la Rédemption n'est plus soumise à la sanction divine de la chute d'Adam et Ève alors le Dieu de l'Ancien testament nous décrit par prétériton, antiphrase, l'avenir de l'Humanité. En effet, les sanctions divines sont à la fois la conséquence et la cause de l'expulsion d'Adam et Ève du Paradis terrestre.

Cette expulsion est justifiée parce que l'Éternel Dieu veut, à cette époque éviter une évolution trop rapide de sa créature :

<< Voici, l'homme est devenu comme l'un de nous, pour la connaissance du bien et du mal. Empêchons-le maintenant d'avancer sa main, de prendre de l'arbre de vie, d'en manger, et de vivre éternellement ... et il mit à l'orient du jardin d'Eden les chérubins qui agitent une épée flamboyante, pour garder le chemin de l'arbre de vie.>>

L'Humanité se dirige donc vers une puissance énorme que nous pouvons exposer en trois degrés en nous inspirant du livre d'Hervé KEMPF *La Révolution Biolithique - Humains artificiels et Machines animées*⁹² :

1. Une compréhension et une maîtrise supérieure de la matière par exemple par un rapprochement de la physique quantique et de la Relativité générale.
2. Les instruments d'exploration et de manipulation de la matière sont eux-mêmes en progrès.
3. Ces progrès dans la connaissance et la maîtrise des outils permettent d'agir sur l'information et la biologie à un niveau supérieur car l'Univers et la matière sont mieux compris. L'homme en tire des bénéfices philosophiques et moraux.

⁹¹ COLLANGE Christine *Merci, mon siècle* Fayard 1998

⁹² KEMPF Hervé *La Révolution Biolithique - Humains artificiels et Machines animées* Albin Michel Sciences 1998.

L'électronique / informatique constituent un élément pivot car l'exploration et la manipulation de la matière permettent la création d'ordinateurs de plus en plus puissants et ces ordinateurs permettent à leur tour une exploration et une manipulation plus puissante encore de la matière.

Le terme de *biolithique* employé par Hervé KEMPF renvoie à l'idée d'une nouvelle étape du développement humain faisant suite au néolithique et à l'ère industrielle. Cette nouvelle ère est qualifiée par Pierre LÉVY⁹³ de Noolithique.

Le Noolithique est l'ère de la pierre pensante ou douée d'esprit, "nôos" en grecque, par référence au silicium des microprocesseurs et des fibres optiques.

Or, il semble que les recherches relatives à la possibilité de conception d'un ordinateur quantique, technique pivot d'un changement de système technique soit en bonne voie sur le plan technologique, même s'il faut encore attendre pour voir⁹⁴.

Il convient, toutefois, de remarquer que la réalisation d'ordinateurs quantiques semble s'approcher à grands pas, mais qu'en France, du moins, nous ne pouvons être sensibles au phénomène car la littérature sur le sujet se trouve dans les revues scientifiques américaines⁹⁵.

En 2010, cette tendance, s'est encore aggravée et il est bien possible qu'un ordinateur quantique soit réalisé aux États-Unis sur un microprocesseur à température ambiante vers 2012 alors que la finesse de gravure des microprocesseurs atteindra 22 nm (nanomètres), et, à la fin de 2009 c'est par dizaine d'articles scientifiques que sont décrits les progrès en la matière

Il faut également escompter des progrès dans la miniaturisation avec la construction d'ordinateurs moléculaires⁹⁶, 100 milliards de fois plus efficaces en terme d'énergie que les puces actuelles, voire l'apparition de processeurs à base de diamant, le diamant étant 1000 à 10000 fois plus performant que le silicium.⁹⁷

Il faut donc bien voir que la reprise économique actuelle n'aura qu'un effet transitoire sur la baisse du chômage et que dans 10 à 20 ans le chômage sera massif par l'effet d'une extrême économie de personnel du fait de l'utilisation de machines intelligentes.

Quant au recours aux "emplois jeunes" massivement subventionnés sur fonds publics, il s'agit de l'ultime tentative pathétique des gouvernants pour maîtriser le chômage par un procédé d'économie administrée, de traitement social du chômage.

⁹³ LÉVY Pierre L'intelligence collective - Pour une anthropologie du cyberspace - La Découverte Science et Société 1994.

⁹⁴ IKONICOFF Roman Vers l'ordinateur quantique Science & Vie n°981, Juin 1999, page 82.

⁹⁵ Par exemple, le Scientific American – June 2002 : Spintronics, Microelectronic devices that function by using spin of electron are a nascent multibillion-dollar industry—and may lead to quantum microchips. By David D. Awschalom, Michael E. Flatté and Natin Samarth.
(<http://www.scientificamerican.com/2002/0602issue/0602awschalom.html#author>)

⁹⁶ POIRIER Hervé Silicium - Le bout de la route Science & Vie n°985, Octobre 1999, page 70.

⁹⁷ Les nanotechnologies inventent le diamant Science et Vie Micro n°175 - Octobre 1999, page 48.

Le chômage pourrait être compensé par une réorganisation de la Société, mais cela impliquera de lutter par l'éducation contre une forme de déqualification absolue des milieux "populaires" et d'une partie des classes moyennes.

Sur le plan de la biologie, l'homme ne va pas seulement avoir un contrôle supérieur sur la matière mais aussi sur lui-même par la génétique, la neurobiologie et les sciences cognitives.

Il faut bien mesurer que la découverte de l'A.D.N. ouvre à l'homme son plan de montage et de réplication, chose qu'il a longtemps pensée comme extérieure à lui-même, donnée par la transcendance.

Or, il découvre que le plan de l'homme était en fait caché depuis le fond des âges dans l'homme lui-même, c'est une des interprétations possibles de la notion biblique d'arbre de vie.

Au-delà d'un certain stade de développement du Néolithique, l'homme aura une énorme capacité d'action, tant individuelle que collective, sur la matière ; Or, l'homme étant constitué de matière, il peut agir sur lui-même.

La chaîne de télévision Arte a diffusé le 26 mai 1998 deux documentaires surprenants sur les possibilités offertes potentiellement par les nanotechnologies⁹⁸.

La nanotechnologie opère à l'échelon du nanomètre (1 Milliard de fois plus petit que le mètre), elle permet d'observer et de manipuler la matière d'où une potentialité d'intervention énorme.

L'individu, à son échelon individuel aurait une maîtrise considérable sur sa nature biologique, son esprit, sur la matière, sur son environnement. Puissance comparable à celle de l'État ou / et de la Société dans son ensemble.

Est-il ici seulement question de matérialisme ? En effet, la matière contient beaucoup de vide, de plus cette matière est composée de particules différentes (ex : neutron, proton, électron etc ...) et les relations entre ses particules s'organisent selon des règles précises.

On peut donc en conclure que la matière n'est pas que matérielle, qu'elle est mise en forme, organisée, qu'elle contient de l'information. La matière est "in formée", elle a une forme, elle est mise en forme, elle possède une organisation selon sa logique.

C'est ainsi que l'on peut en venir à dire que l' "information ou in-formation" de la matière a peut-être plus de sens que sont caractère matériel. La matière aurait donc ainsi une dimension invisible qui n'est perceptible que depuis l'apparition de l'informatique et le développement de la physique quantique.

⁹⁸ Pour une synthèse générale de la question voir : KAKU Michio Visions -Comment la science va révolutionner le XXI^e siècle - Albin Michel 1999.

L'avenir pourrait être radieux si en plus de la promesse de l'"arbre de vie", l'humanité n'avait trouvé son contraire, la puissance nucléaire.

Dans "Mon Faust", Paul VALÉRY⁹⁹ perçoit déjà, entre 1940-1945, que la Condition Humaine, notamment sa condition biologique, est sur le point de changer (FAUST : << Et ils commencent à toucher même aux principes de la vie >>), mais dans le même temps, il sait que l'homme des années 1940 a trouvé ... le vieux CHAOS.

FAUST à MÉPHISTOPHÉLÈS :

<< Ton art, selon une routine assez heureuse ... jusqu'ici. Tu appliques une science du cœur tout élémentaire, d'une simplicité tout angélique, illustrée, plutôt que secourue, par quelques tours de physique amusante, toujours un peu les mêmes... Attends ! Laisse-moi te parler ! Pendant que tu te reposais ainsi dans la paresse de ton éternité, sur tes procédés de l'An I, l'esprit de l'homme, dénié par toi-même ! ... a fini par s'attaquer aux dessous de la Création ... Figure-toi qu'ils ont trouvé dans l'intime des corps, et comme en deçà de la réalité, le vieux CHAOS ...>>

Il s'engage donc une compétition entre une force de construction, l'arbre de vie, et une force de destruction, le vieux CHAOS. Le pouvoir politique doit donc s'emparer de la question.

Examinons maintenant, l'aboutissement le plus notable sur le long terme de ce changement de la Condition Humaine, les avantages offerts par la colonisation interstellaire.

Section 2

La Marche vers les Étoiles

L'Espace, c'est de l'espace !

L'idée communément admise par les astrophysiciens, par exemple Hubert REEVES, c'est que l'humanité devra quitter la Terre pour les étoiles à cause de la transformation de notre étoile, le Soleil, en géante rouge dans 7,5 Milliards d'années.

La fin de la vie sur Terre devrait toutefois débiter dans seulement 400 Millions d'années par raréfaction du taux de CO² ¹⁰⁰.

Or, Konstantin TSIOLKOVSKY (1857-1935), le père de la cosmonautique disait , lui, que : << Notre planète est le berceau de l'Humanité, mais on ne reste pas au berceau toute sa vie >>.

⁹⁹ VALÉRY Paul "Mon Faust" Folio - essais n° 114.

¹⁰⁰ Ce que sera la fin du monde, quand, comment, pourquoi ? – Science & Vie n°1014 – Mars 2002 page 48.

Là, Konstantin TSIOLKOVSKY semble avoir compris l'utilité politique de l'Espace comme "espace de dissipation" des problèmes politiques. L'Humanité échappe ainsi à des contradictions insolubles et destructives.

En effet, si on y réfléchit, l'Espace, ce n'est pas seulement le cosmos, l'espace cosmique, mais aussi de l'espace à l'état naturel au sens de surface habitable, d'espace vitale.

Si de l'espace est disponible à l'état naturel, il n'est plus besoin de créer de l'espace par la volonté politique c'est-à-dire la conquête de territoires suivit du vidage de leurs populations d'origine.

C'est en quoi, la "Marche vers les Étoiles" s'oppose à la "Marche vers l'Est" hitlérienne.

Qui plus est, l'Espace offre des avantages complémentaires :

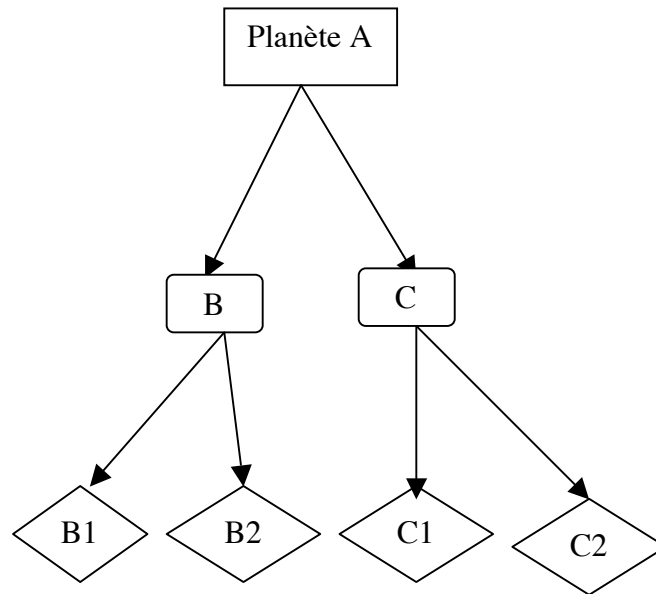
1. On y trouve de l'énergie et des matières premières.
2. Il n'est plus besoin d'entasser une population nombreuse sur une seule planète, ce qui assure de l'espace vital même à l'échelon des individus.
3. On y liquide le chômage car si l'on répartit des chômeurs dans l'Espace, ils retrouvent de l'ouvrage car sur une planète donnée tout est à faire.
4. Il n'y a plus d'opposition entre les partisans et les adversaires de la Société multiethnique et multiculturelle en raison du " Principe de libre association".

Le "Principe de libre association" crée une Société semblable aux États-Unis, mais des États-Unis où la Conquête de l'Ouest est illimitée dans le temps, une Conquête de l'Ouest qui ne rencontrerait jamais sa côte Pacifique.

C'est cette notion que le Président John F. KENNEDY a traduit par le slogan de "Nouvelle Frontière" quand il lança la course à la Lune.

L'Humanité conserverait son unité par une origine commune et des valeurs de civilisation communes, mais maintiendrait une grande diversité non conflictuelle.

Il suffirait à un groupe ethnique, philosophique, politique ou religieux de rédiger une Charte d'établissement d'une colonie sur une planète donnée, d'où au fils du temps une généalogie de colonies à partir d'une planète d'origine.



Il y aurait donc dans l'Espace deux types de civilisations :

1. Les civilisations primaires indigènes, issues de l'évolution biologique naturelle d'une planète donnée.
2. Les civilisations secondaires importées issues de la colonisation par les civilisations primaires indigènes.

Reste le problème de la compétition entre les civilisations primaires indigènes et leurs colonies respectives pour l'attribution des systèmes solaires vides d'habitants intelligents.

Là encore, la Nature vient à notre secours grâce à la notion de temps et d'évolution biologique.

Prenons le Cas de la Terre, elle a 4,6 Milliards d'années, elle est à mi-vie sur les 10 Milliards d'années disponibles au maximum de par l'évolution stellaire de notre Soleil.

Or, sur les 4,6 Milliards d'années écoulées, seulement 4 Millions concernent les hominidés et l'Homo Sapiens Sapiens n'a que 200 000 ans.

Il y a donc eu 4,597 Milliards d'années sans intelligence supérieure sur la Terre.

Cela implique que le facteur temps et l'évolution biologique rendent possibles la colonisation de planètes formées, biologiquement habitables mais sans concurrence de vie intelligente.

Le colonialisme interstellaire se dispensera donc de l'aventure coloniale terrestre, à savoir :

1. Guerre de colonisation économique ou de peuplement.
2. Guerre de décolonisation.
3. Extermination de peuples indigènes, ex : Les indiens des plaines aux États-Unis.
4. Échec de colonisation sans extermination, ex : Les Russes et les Tchétchènes qui depuis 1789 jusqu'à leur indépendance de fait en 1997 ont toujours résisté et résistent encore avec la reprise des combats en 1999.

Par contre, vis-à-vis des planètes déjà peuplées d'êtres intelligents autochtones, le "Principe de non-intervention" s'imposerait aux Puissances parvenues au stade de la cosmonautique interstellaire. Cela ne dispenserait pas les dites puissances de surveiller de loin, voire d'orienter en cas de besoins, dans un sens positif, celui du mieux, l'évolution des civilisations naissantes.

Le tout étant que ces civilisations naissantes ne soient pas perturbées par l'intervention ponctuelle des Puissances spatiales, ces dernières devront donc avancer en se masquant par exemple en entretenant dans l'esprit des "primitifs" une confusion volontaire entre l' "extra-terrestre" et le "supra-terrestre".

C'est ce qui pousse à penser que le cosmos doit être assez pacifique et qu'il y a peu de Guerre des Étoiles car à quoi bon se battre pour ce qui existe en abondance. De plus vouloir être Maître de l'Univers n'a pas de sens, c'est une impossibilité absolue car l'Univers est infini.

Par ailleurs, les candidats à la domination s'exposeraient à des sanctions car l'Univers peut être localement sous-militarisé, mais à une échelle spatiale plus vaste, de puissantes alliances peuvent se constituer. Des concentrations temporaires de forces armées innombrables, car venues de fort loin, sont dissuasives

Ainsi, à côté des ciex physiques de l'astrophysicien et des ciex mystiques du croyant, il doit probablement exister des ciex politiques au sens d'organisations politiques et économiques interstellaires.

L'astrophysicien Hubert REEVES¹⁰¹ parle de l'organisation de la matière au sein d'une pyramide de la complexité et il affirme que la morale, le Droit, la politique sont peut-être des continuations de l'organisation de la matière.

Il nous faut maintenant aborder la faisabilité technique des voyages interstellaires.

¹⁰¹ Par exemple dans Malicorne Points Seuil (1990) n°P144.

La recherche en cosmonautique offre un intérêt politique par elle-même :

L'exploration de la Lune a été rendue possible par des fusées à propulsion chimique. Pour atteindre Mars ou le reste du système solaire dans des délais raisonnables de moins d'un an de présence dans l'Espace, il faudra passer à la propulsion ionique, ce qui est envisageable d'ici une vingtaine d'années¹⁰².

En ce qui concerne la navigation interstellaire, la Science actuelle ne dispose d'aucun moyen, pourtant les scientifiques n'ont pas manqué d'idées¹⁰³.

Il faut trouver un mode de propulsion à la fois :

1. Compacte dans son dispositif.
2. Emportant peu de carburant.
3. Très rapide au sens de proche de la vitesse de la lumière, voire égale ou supérieure.

Cela dans le but de dépasser les limitations de la propulsion par réaction du moteur fusée.

Or, le Professeur Subrata ROY¹⁰⁴, et d'autres avant lui, proposent de passer de la propulsion chimique par réaction du moteur fusée, à la propulsion par MHD (*Magnéto Hydro Dynamique*). Dont il a poussé l'étude jusqu'au dépôt d'un brevet à l'United States Patente, le 24 Mars 2009¹⁰⁵.

Sur le plan théorique, en ce qui concerne la cosmonautique interstellaire, l'obstacle n'est pas rédhibitoire si on ne cherche pas à parcourir la distance entre les étoiles de façon linéaire, mais plutôt en utilisant la structure de l'espace-temps qui est courbe. Les physiciens Miguel ALCUBIERRE et Chris VAN DEN BRÛCK ou Raymond CHIAO étudient la question¹⁰⁶.

Il convient donc de développer la physique théorique et les mathématiques propres à connaître la structure de l'Univers. C'était l'un des objectifs de la NASA par son Breakthrough Propulsion Physics Program, Programme de Percée dans la Physique de la Propulsion¹⁰⁷ entre 1996 et 2002.

La recherche en cosmonautique est l'occasion de développer de nombreux secteurs de la Science et des techniques.

¹⁰² HENAREJOS Philippe Un mois pour atteindre Mars ! Science & Vie N°944, Mai 1996, page 7.

¹⁰³ PRANTZOS Nicolas Voyages dans le futur - L'Aventure cosmique de l'Humanité - Seuil 1998.

¹⁰⁴ Professeur de l'Université de Floride - Department of Mechanical and Aerospace Engineering - <http://cpdlt.mae.ufl.edu/roy/>

¹⁰⁵ ELECTRIC PROPULSION DEVICE FOR HIGH POWER APPLICATIONS - Patent N°. : US7,506,497 B2

¹⁰⁶ Voyage au bout de la lumière - Le Monde Mercredi 11 Août 1999 page 19.

¹⁰⁷ HADDAD Leïla Aux frontières du possible Science & vie n°969, Juin 1998, page 166. Pour sa description voir: http://en.wikipedia.org/wiki/Breakthrough_Propulsion_Physics_Program#Legacy

Ces acquis qui pourraient être utilisés pour transformer plus rapidement le Système productif, lutter contre le paupérisme et étendre les connaissances humaines en général. Citons quelques domaines de recherches, la liste étant non exhaustive :

1. Mathématiques.
2. Physique nucléaire et Astrophysique, Relativité générale et Physique quantique.
3. Astronomie, détection de planètes habitables et de civilisations extraterrestres.
4. Biologie et exobiologie.
5. Écologie et dépollution (vie en milieux confinés)
6. Électronique, informatique et télécommunications (communication interstellaire).
7. Production d'énergie (ex : fusion nucléaire contrôlée)
8. Science des matériaux pour la production des nouveaux matériaux nécessaires à cette nouvelle étape de la cosmonautique.

La colonisation interstellaire offre un avantage politique supplémentaire, celui de faire tendre les peuples vers un but commun si bien que pendant ce temps, ils ne pensent pas à se taper dessus.

Ce procédé politique semble très ancien puisque des égyptologues pensent que les grandes pyramides ont été construites, il a plus de 4500 ans, pour fixer un but commun à la population égyptienne en proie aux désordres et faire ainsi l'unité du pays.

Jacques BLAMONT dans *Le Chiffre et le Songe - Histoire politique de la Découverte*¹⁰⁸ considère que le progrès de la Science et de l'Humanité nécessite d'associer trois éléments :

1. Le Chiffre, c'est-à-dire les capacités mathématiques et de physique fondamentale rendant possible la réalisation d'un projet.
2. Le Songe, c'est-à-dire le rêve qui fonde le projet que le Chiffre va rendre possible par la théorie et la mise en œuvre technique.
3. Le Prince, celui qui finance la recherche théorique et la réalisation technique, le Songe devenant réalité. Pour ce faire, le Prince doit manifester une volonté politique et mobiliser le financement, voire toute l'économie dans le sens de la réalisation du projet. Le type de régime, démocratique ou non, n'étant pas directement en cause, l'Histoire montrant des despotes se lancer dans de tels projets. Le dernier cas en date étant le régime nazi qui en ordonnant la conception et la production de l'arme V2, a fourni la technique et les ingénieurs, aux Russes et aux Américains, pour la "course à la Lune".

Il nous faut maintenant déterminer l'organisation de la Société qui découle de cette nouvelle Condition Humaine, le type de pouvoir propre à la gouverner, la typologie de ce pouvoir étant fixé par le géographique et temporel où il va s'exercer.

¹⁰⁸ BLAMONT Jacques *Le Chiffre et le Songe - Histoire politique de la Découverte* - Odile Jacob 1993.

Chapitre 5

Un nouveau Pouvoir pour une Société nouvelle

Si a un changement radical de la Condition Humaine doit correspondre un nouveau Pouvoir, ce nouveau pouvoir dépendra de la nouvelle structuration de la Société et en particulier de l'organisation de l'éducation des citoyens.

Section 1

La Structure de la Société nouvelle

La structure de la Société nouvelle sera directement issue de la manière dont la Société s'est structurée par le passé, son évolution présente et future étant liées à son passé contrairement à l'idée de rupture révolutionnaire marxiste.

À ce sujet, il nous semble que l'étude de la "Société d'Ordres" de l'Ancien Régime a un pouvoir heuristique supérieur à la théorie marxiste de la lutte des classes car nous verrons que la dite lutte des classes est plutôt une réactualisation des confrontations sociales de la Société d'Ordres.

La théorie des Ordres et la faille de cette théorie :

L'historien Georges DUBY avec *Les Trois Ordres ou l'imaginaire du Féodalisme*¹⁰⁹ va nous servir de guide pour comprendre ce qu'est une Société d'Ordre et comment elle est structurée.

Le plus surprenant historiquement, c'est que la Société d'Ordres d'Ancien Régime n'est pas que le fruit d'une organisation de fait, mais qu'elle a eu ses théoriciens entre les règnes de Charlemagne et de Robert le Pieux , pour donner une idée de la période, entre le VIII^e et le XI^e siècle.

Ses théoriciens sont généralement des Évêques ou des Abbés de monastères, citons, entre autres, Jonas d'Orléans, Hincmar de Reims, Gérard de Cambrai, Adalbéron de Laon.

Ce qui importe le plus dans une Société d'Ordres, c'est moins le nombre des Ordres et les rapports sociaux entre les Ordres que l'obligation faite aux individus de demeurer dans l'Ordre où ils sont nés ou dans lequel ils ont été admis.

C'est ainsi que Charlemagne prescrivait << Que chacun demeure dans son propos de vie et dans sa profession, unanimentement>>.

¹⁰⁹ DUBY Georges *Les trois Ordres ou l'imaginaire du Féodalisme* Gallimard 1978 in Georges DUBY *Féodalité - Quarto* Gallimard 1996.

Jonas, Évêque d'Orléans dans son *De l'Institution Royale* est plus précis encore : << Il est de toute nécessité que chacun soit dans son Ordre >>.

À partir de là, on aboutit à la tri-partition fonctionnelle de la Société d'Ancien Régime :

1. Ceux qui prient, les clercs séculiers ou réguliers.
2. Ceux qui combattent, les nobles.
3. Ceux qui travaillent, les désarmés, le peuple de paysans et d'artisans.

À l'origine, cette tri-partition était pertinente dans la mesure où la distinction entre la noblesse et les roturiers était claire :

1. Les nobles en compensation du risque du service des armes avaient le privilège d'être non-imposables, du moins pour les impôts ordinaires et d'avoir des terres source du revenu par la fiscalité.

De plus, la noblesse était sensée être éduquée et noble dans son raffinement d'esprit et de comportement.

2. Les roturiers étaient désarmés, travaillaient manuellement, n'étaient pas propriétaires du sol, payaient l'impôt, étaient sans éducation.

Seulement, après l'An Mil, le développement économique reprend et la tri-partition des Ordres devient une construction politique car en fait il y a de plus en plus quadripartition de la Société entre :

1. Premier Ordre : Le clergé.
2. Second Ordre : La noblesse.
3. La Bourgeoisie ou Tiers-État qui n'est pas véritablement traité comme un Ordre même si elle participe aux États-Généraux du Royaume.
4. Le reste du peuple ou Quart-État qui ne participe généralement à rien.

Le point commun entre le noble et le bourgeois, c'est le niveau d'éducation et le mépris des rustres sans éducation.

Leurs différences résident en ce que le Bourgeois tire son train de vie de son travail, de plus sa richesse n'est pas héréditaire.

Par contre le noble est interdit de travail sous peine de dérogeance, il tire ses revenus de la terre et de la fiscalité féodale, son état de noblesse est héréditaire. La richesse des nobles est donc, dans le principe, elle-même héréditaire.

L'Ancien Régime, notamment par la création d'une noblesse de robe va essayer de créer une capillarité sociale entre nobles et bourgeois. Jusqu'au jour de 1789 où cet équilibre va se rompre.

La Révolution va donc opérer une fusion partielle entre la noblesse et la bourgeoisie. Quant au clergé entre 1789 et la Loi de séparation de l'Église et de l'État du 9 Décembre 1905, il sera évacué du champ du politique. C'est le mécanisme que nous avons analysé page 19.

Alors, le "Risque révolutionnaire" à venir est facile à comprendre : En 1789, la fusion partielle entre noblesse et bourgeoisie a failli mal se terminer. Or, le stade d'évolution présent de la Société impose de fusionner la bourgeoisie / noblesse avec le reste de la Société pour fonder une " Société égalitaire non-égalitariste".

La révolution de 1789 a basculé dans la Terreur par une volonté d'égalitarisme d'une partie du "populaire", encouragé par des intellectuels.

Or, au Moyen-Âge , nos Évêques, Jonas d'Orléans, Hincmar de Reims, Gérard de Cambrai, Adalbéron de Laon etc... avaient devant eux les effets d'une doctrine de " confusion des Ordres", doctrine tirée de l'anti-matérialisme chrétien, la libération de la matière rendant inutile la justification terrestre des Ordres.

Le concept de "confusion des Ordres" du Moyen-Âge chrétien prouve les racines anciennes de la théorie Marxiste, qui se veut, elle laïque et matérialiste, qui par une Dictature du prolétariat veut une Classe unique évoluant vers la Société Communiste.

Les mouvements de confusion des Ordres où le peuple voulait être noble et où noble et peuple s'érigeaient en prêtres se terminaient toujours en désordres civils. Le Roi, assisté de la partie saine de la noblesse et du clergé, devait réprimer le désordre dans le sang.

Le totalitarisme n'a donc pas des racines nouvelles, il nous attendait depuis longtemps.

Alors que faire ? Nous avons bien évoqué le risque de "confusion des Ordres", mais rien ne nous empêche d'organiser une "Fusion des Ordres dans l'ordre".

La clé se trouve dans l'éducation des citoyens, éducation qui conditionne la constitution des élites.

Section 2

De l'éducation des citoyens, Des élites

Il semble exister un lien étroit entre l'organisation de l'éducation et l'organisation politique et économique de la Société.

C'est ainsi que le Système éducatif de l'Ancien Régime, déjà mal en point, s'est effondré avec lui et que Napoléon 1^{er} a dû refonder l'éducation en France, travail que l'Assemblée nationale législative ou la Convention n'ont pas accompli à cause des troubles (10 ans).

C'est en cela que l'état actuel de notre Système éducatif a de quoi inquiéter car il est le reflet d'une organisation politique et économique de la Société de plus en plus dépassée.

L'éducation des Citoyens

De Jules Ferry au Plan Langevin -Wallon :

Nous nous baserons sur l'ouvrage de Christian NIQUE et Claude LELIÈVRE *La République n'éduquera plus - La fin du mythe Ferry*¹¹⁰.

Le principe du Système éducatif de Jules Ferry, institué entre 1880 et 1883, est d'éduquer la population de manière Républicaine mais en respectant la catégorie sociale d'origine des élèves, d'où différentes filières d'enseignement :

1. Séparation entre une filière Primaire et Cours Complémentaire, pour la masse de la population, et une filière Secondaire, Petites classes des Lycées et Lycées, pour les bourgeois.
2. Séparation entre les filles et les garçons.
3. Séparation entre l'enseignement général et l'enseignement technique, professionnel. Il y a séparation entre l'École et les Entreprises.
4. C'est un enseignement républicain c'est-à-dire, à l'époque, anticlérical et patriotique contre l'Allemagne.

Ce système était cohérent pour l'époque dans la mesure où transformer en intellectuels un peuple de paysans et d'artisans n'avait aucun sens dans la mesure où la production exigeait des travailleurs manuels. De plus "produire" trop d'intellectuels était dangereux car ils risquaient d'être sans emploi et/ou de développer les idées Socialistes.

Jules Ferry était un républicain non radical, mais était encore moins Socialisme, le Socialisme se confondant à l'époque avec le Communisme, La Commune.

Or, le Système éducatif actuel n'est plus celui de Jules Ferry mais est proche de celui préconisé par le Plan Langevin - Wallon de 1946-1947, concrétisé surtout depuis 1960 et qui fonde depuis une démocratisation constante de l'accès à l'enseignement Secondaire et supérieur.

Il s'est agi de décroisonner un enseignement séparé entre un "ordre populaire" et un "ordre bourgeois" :

¹¹⁰ NIQUE Christian et LELIÈVRE Claude *La République n'éduquera plus - La fin du mythe Ferry* - Sciences et Savoirs Plon 1993.

1. Création d'une continuité entre l'enseignement Primaire et l'enseignement Secondaire puis Supérieur pour une part de plus en plus large de la population.
2. Mixité de l'enseignement pour les filles et les garçons.
3. Rapprochement entre l'enseignement général théorique et l'enseignement technique, même si le cas de l'enseignement professionnel reste problématique. L'École se rapproche de l'Entreprise, mais les milieux patronaux seraient maintenant les plus réticents, sauf pour un enseignement très professionnalisé directement productif.

Seulement, le Système éducatif tout en poursuivant une logique de démocratisation a conservé une logique élitiste, parfois associée à la République sous le nom d'Élitisme Républicain". Or, cela produit, pour simplifier, une tri-partition du Système éducatif et des citoyens :

1. La sélection reste, quoiqu'en pensent certains, extrêmement féroce car elle a conservé pour finalité de constituer l'élite ou les élites. Si bien qu'une part de l'échec scolaire est causée par la sur-sélection imposée par l'élitisme, ce qui exclu une partie non négligeable des milieux populaires de l'éducation et de la culture.
2. Les classes moyennes se retrouvent dans l'Enseignement de masse non sélectif à l'entrée, c'est le cas des Universités où d'établissements du même type.
3. Les élites oligarchiques, généralement bourgeoises, fréquentent un enseignement supérieur sélectif à l'entrée, ce qui correspond aux Grandes Écoles pour simplifier.

Vers l' "Anarchisme scolaire" :

Ici, il convient de s'intéresser aux causes de ce qui est maintenant qualifié de "violence scolaire".

Trop de commentateurs ont l'idée que la violence scolaire viendrait de l'extérieur de l'École, que c'est la Société qui y importerait sa violence par le "problème des banlieues", lieu géographique où se retrouvent les déséquilibres sociaux causés par le chômage et l'immigration, causes en elles-mêmes d'une déstabilisation de l'institution scolaire.

Or, il conviendrait de se demander si la violence scolaire d'origine externe n'est pas renforcée au besoin par une violence interne, autonome, propre à la logique de fonctionnement de l'École.

En effet, à vouloir cumuler une logique de démocratisation et une logique élitiste de sélection des élites, on produit au sein de l'École une double opposition explosive à terme:

1. Les milieux populaires victimes de l'échec scolaire ne réalisent plus leur intégration économique et sociale. Ils finissent par haïr les classes moyennes et le sommet de la Société confondus dans une même catégorie de privilégiés.
2. Les classes moyennes cantonnées dans l'enseignement de masse non sélectif à l'entrée, mais sélectif au long du cursus n'admettent plus leur subordination économique et politique vis-à-vis de l'oligarchie politique et économique issue des Grandes Écoles.

En cas de Révolution, une telle structuration est très dangereuse car on retrouvera l'articulation de 1789 où des intellectuels utilisent les masses incultes contre l'ancienne élite, puis dans un second temps, les masses populaires ont l'idée de s'en prendre eux-mêmes aux instruits, aux riches, à ceux qui ont des capacités.

On retrouve là, la logique exterminatrice de Joseph LEBON, rencontrée dans le chapitre 1.

Pourquoi une telle crise de l'enseignement ? Il est possible d'émettre une hypothèse, c'est que le concept même de sélection ne fonctionne plus car il ne peut plus fonctionner.

Pendant longtemps, la sélection était nécessaire et allait dans le sens de la hiérarchie sociale d'autant plus que l'on ne pouvait pas transformer tout le monde en intellectuel, il fallait des "Travailleurs".

Cela impliquait que ceux qui étaient sélectionnés, au sens de non-poursuite des études et entrée dans la vie active, avaient une compensation.

Cette compensation, c'était l'emploi, le système productif donnant de l'ouvrage dans les champs ou à l'usine. Ainsi, l'échec scolaire était camouflé, gommé.

Cette logique fonctionna d'autant mieux que la condition économique et sociale des paysans et ouvrier s'améliorait par les Lois sociales et la hausse des salaires. Cela aboutissait à une classe de citoyens humbles mais dignes, dont le sort était en constante évolution.

Or, de nos jours, le système productif n'emploie plus tout le monde, mais en plus il demande des gens instruits, formés et il s'opère une sélection à l'embauche sur la vivacité intellectuelle des candidats même pour des tâches manuelles simples. Il convient donc de se méfier du discours patronal sur la surqualification de certains demandeurs d'emploi.

Nous avons entendu dire que le point commun entre le Marxisme et les Évangiles, c'est que : **Celui qui ne travaille pas, ne mange pas.**

Dans une logique du même genre, la crise de l'éducation pourrait s'expliquer par : **Celui qui n'est pas éduqué, ne travaille pas.**

À terme, le principe même de la sélection ne peut plus fonctionner, il est même rejeté socialement par les élèves et leurs parents car **Sélectionner, c'est exclure**.

L'École fonctionne alors comme une photocopieuse à bacs de triage, elle reproduit la hiérarchie sociale et classe les individus dans cette hiérarchie, le tout avec un discours de démocratisation, d'égalité¹¹¹.

En effet, sélectionner, ou plus pudiquement "orienter", revient trop souvent à exclure soit relativement, au sens de fermeture du Sommet de la Société, soit absolument au sens d'exclusion sociale et économique.

C'est ainsi que l'évolution des Classes moyennes est bloquée et que les milieux populaires sont mis hors de la Société.

Là se trouve la source de la violence scolaire car si sélectionner, c'est exclure, les élèves se rendent compte de la logique du système et veulent s'y opposer. Ils devinent le devenir social qui les attend.

Alors, certains élèves, ceux qui n'ont rien à perdre vont s'en prendre à l'institution scolaire en détruisant les locaux, le mobilier et autres matériels.

Ils vont surtout cogner sur les "Profs" non pas tant en leur qualité d'enseignants, bien que l'instruit devienne finalement l'ennemi, mais en leur qualité de fonctionnaires d'État. L'auteur pensait faire là de la prospective politique, mais la réalité semble vouloir aller dans ce sens à grands pas comme l'illustre le livre de Nicolas REVOL Sale prof !¹¹²

L'enseignant, fonctionnaire de base est à portée de mains, accessible, les Préfets et autres Énarques de ministères étant pour le moment lointains et protégés par des gardes.

L'enseignant est alors perçu comme l'agent de la sélection pour le compte de l'État, État au service d'une oligarchie intellectuelle et économique.

C'est ainsi que, de fait, se développe un "Anarchisme scolaire non théorisé" qui vise à détruire un ordre social injuste car ségrégatif¹¹³.

Pour sortir de cette logique destructive, il faut se garder de deux tentations qui reviennent au même, la Réaction de Droite ou Conservatrice de Gauche, l'Égalitarisme utopique Socialo-Communiste ou Gauchiste.

Une "Réaction pédagogique" impossible :

¹¹¹ Pour une description accablante du caractère impitoyable de la machine scolaire: Marie-laure de LÉOTARD Le dressage des élites - De la maternelle aux grandes écoles, un parcours pour initiés - Plon 2001.

¹¹² REVOL Nicolas Sale prof ! document Fixot 1999.

¹¹³ Voir au sujet de l' "Apartheid scolaire" l'article de Bruno MATTEI Sortir de la comédie de la réforme - Le Monde <<Horizons - Débats>> Mardi 23 mars 1999 -Page 15.

Il commence à poindre chez l'Extrême Droite, ainsi que chez la Droite et la Gauche conservatrices, la tentation d'une "Réaction pédagogique" semblable dans son principe à la "Réaction nobiliaire" de la veille de la Révolution de 1789.

L'Extrême Droite et la Droite conservatrice face à un échec supposé de la démocratisation de l'accès à l'éducation seraient tentées de restreindre à nouveau les possibilités d'entrées dans l'enseignement Secondaire et Supérieur afin de retrouver l'"Ordre naturel des choses" c'est-à-dire la Société d'Ordres, la Société traditionnelle. Ainsi, il serait mis fin aux troubles engendrés par Jean-Jacques Rousseau et les Marxistes.

Une partie de la Gauche, la Gauche Conservatrice, composée d'enseignants, généralement des agrégés, évoluerait vers la même solution au nom de l'École Républicaine dont il s'agirait de restaurer le prestige d'antan. Comprenez par là, la menace de la "baisse du niveau", danger pour la qualité des élites intellectuelles, pour l'"Élitisme Républicain".

Or, cette "Réaction pédagogique" de Droite comme de Gauche n'a pas plus de chance de réussir que l'idée de limiter l'instruction pour endiguer les idées révolutionnaires de 1789.

Joseph de MAISTRE (1753 - 1821) et Louis -Ambroise de BONALD (1754 - 1840) sont souvent cités comme les théoriciens des dangers de l'instruction.

Or, en physique comme en politique, il est impossible d'inverser la flèche du temps d'autant plus qu'une telle tentative de Réaction à déjà un coût social énorme.

Le risque de régression vers l'"infra-humain" :

Nous avons dit que l'évolution du Système productif fait que celui qui n'est pas éduqué ne travaille pas. Cela implique qu'il sera sans emploi ou trop mal payé pour s'incérer socialement et économiquement comme un véritable citoyen.

Mais, il y a pire, c'est le risque de constitution, en République, d'une gueuserie, classe misérable à la pauvreté héréditaire.

Si le XXI^e siècle doit être un "Siècle de l'Intelligence", l'expression est de Chateaubriand, alors, les pauvres seront ceux qui sont mal éduqués, les faiblement intelligents.

Les "pauvres en esprit" n'auront pas de béatitudes dans cette société-là car ils seront économiquement pauvres.

Même plus, ils seront dépossédés d'eux-mêmes et de leur environnement car faute de culture, ils ne comprendront pas dans quel monde ils vivent, ils ne pourront donc pas se connaître eux-mêmes.

Alors les pauvres régresseront vers l' "infra-humain" si on admet que l'Homme se définit par la culture.

Pour s'en rendre compte, il suffit d'aller voir du côté des Bureaux d'Aide Sociale, les Centres Communaux d'Action Sociale, vers les bas-fonds de la Société.

Les gens à faibles capacités intellectuelles sont alliés entre eux, par mariage ou non, au risque que la faiblesse devienne héréditaire jusqu'au handicap intellectuel. C'est alors, qu'ils s'habituent à vivre dans la saleté et à saccager leur appartement H.L.M.

Le sommet de la déstructuration est atteint quand ils en arrivent à l'inceste, le père ou le frère engrossant la fille ou la sœur.

C'est en quoi la logique d'aide sociale doit céder le pas à une logique de promotion sociale.

L'égalitarisme conduit à une inégalité hypocrite :

Pour les Socialistes les plus à Gauche, les Communistes et l'Ultra-Gauche, il faudrait instituer une Société égalitaire donc l'égalité dans l'éducation.

C'est là où on rencontre l'ambiguïté de la notion d' "égalité des chances" ?

Est-ce une égalité théorique, à l'origine, voulue par l'organisation de l'École, mais non réalisée par l'inégalité de capacité des élèves et la structure de la Société ?

Est-ce une égalité à réaliser effectivement parce que l'inégalité des capacités intellectuelles ne serait que le fait d'une inégalité de la Société ?

Si l'inégalité n'était que politique par son origine, tout le monde serait polytechnicien, il s'agit donc d'une utopie ou d'une escroquerie intellectuelle.

En fait, la Science moderne ne sépare plus l'acquis de l'inné en matière d'intelligence car si les gènes conditionnent le cerveau, le système nerveux par le "Darwinisme neuronal", évolue sous la contrainte de son environnement.

Le discours égalitariste en matière d'éducation est dangereux car actuellement l'égalité prônée n'est pas concrètement réalisable.

Alors, dans les faits, derrière le discours égalitaire, il se recrée une inégalité hypocrite par la course aux meilleurs établissements (en particulier les Lycées) par le jeu des options, du lieu d'habitation, des cours particuliers etc ... Si bien que l'on retombe dans l'inégalité bourgeoise des Réactionnaires.

Or, on arrive au paradoxe suivant : L'évolution de la Société fait que l'inégalité des Réactionnaires n'est plus tenable, ce qui contraint à créer de l'égalité, mais l'égalité des gens de Gauche est irréalisable ou mensongère.

C'est là que le changement de la Condition Humaine, abordé au Chapitre 4 va offrir une solution.

Organiser la promotion de l'individu :

Une solution existe, il s'agit de prendre l'individu, de bien mesurer ses capacités et de le pousser le plus loin possible dans le respect de l'humanisme. Violier l'humanisme dans l'éducation revient à provoquer un mal être chez les élèves, des autodestructions par conduites à risque, des suicides.

Dans le respect de l'humanisme veut dire : sans surpasser les capacités de l'individu ou ce qui revient au même, sans opérer sur lui une sur-sélection.

La sur-sélection ne sert à rien car trop sélectionner les individus n'augmente pas pour autant leurs capacités intellectuelles individuelles. La sur-sélection devient alors en fait une sélection sociale mais sans bénéfices intellectuels.

Sur-sélectionner les individus, n'aurait, de toutes manières, aucun sens dans 10 ou 20 ans, le moindre des ordinateurs dépassant en capacités, celles d'un individu, voire de l'Humanité toute entière¹¹⁴. Situation qui serait aggravée par l'apparition de l'ordinateur quantique.

Sans compter sur l'hypothèse où l'ordinateur en lui-même finirait par être implantable dans le cerveau humain.

Il faut donc prohiber l'élitisme pour l'élitisme.

Si vous individualisez l'éducation en y réintroduisant l'humanisme alors il est possible de pousser l'élève à son optimum et de l'épanouir.

En effet, l'individu saura qu'il est parvenu à son maximum de capacité et d'utilité sociale sans avoir le poids d'être devenu ce qu'il est alors qu'il aurait pu être autre chose.

Dans une Société ainsi organisée, chaque membre d'une profession serait à sa place par ses capacités, si ce n'est par goût et aurait une pleine conscience de son utilité sociale.

Or, le Système éducatif actuel ne peut individualiser à l'extrême l'éducation car la Société n'en avait jusqu'à maintenant, ni les moyens techniques, ni les moyens financiers.

C'est l'impasse actuelle du Ministère de l'Éducation Nationale qui malgré des dépenses énormes, un personnel nombreux ne parviendra jamais à s'adresser à des individus, le rendement pédagogique de l'institution est faible. Augmenter ce rendement pédagogique demanderait trop d'argent, trop de personnel, même l'État n'a plus la puissance titanesque exigée par l'objectif. L'Éducation Nationale est comme une armée qui doit tenir une ligne de front trop longue, le front finira par céder définitivement, en 2010 nous sommes proche de ce stade.

¹¹⁴ KURZWEIL Ray Humanité 2.0 - La Bible du Changement - M21 Editions 2007 - Traduction de The Singularity is Near, When Humans Transcend Biology - Viking Penguin 2005.

C'est pourquoi, jusqu'à maintenant, l'éducation devait choisir entre une éducation de masse de qualité relative pour le Grand Nombre, et une éducation de qualité supérieure pour le petit nombre de l'élite.

Heureusement, il existe une entité plus puissante que l'État, c'est la Société elle-même.

C'est ainsi que l'Enseignement connaîtrait trois âges :

1. L'Ancien Régime où l'enseignement est assuré par des précepteurs ou des congrégations enseignantes.
2. Les XIX^e et XX^e siècles où l'éducation est presque monopolisée par l'État et ses fonctionnaires éducateurs, les enseignants. Les enseignants de l'Enseignement privé sous contrat sont même payés par l'État (Association fonctionnelle au Service Public de l'Éducation).
3. Le XXI^e siècle où la Société assistée par l'État prend en charge l'éducation de ses membres.

Un Système éducatif où la Société dans son ensemble éduquerait ses membres à déjà était décrit par Michel AUTHIER et Pierre LÉVY dans *Les arbres de connaissances*¹¹⁵.

Si les diplômes sont remplacés par un dossier comptabilisant toutes les acquisitions intellectuelles, théoriques, pratiques y compris manuelles des individus, alors une multitude d'organisations sociales peuvent se charger d'éduquer les gens.

D'ailleurs, au verso des diplômes, l'on trouve la liste des disciplines constitutives dudit diplôme. Comme quoi, un presque rien peut changer presque tout.

Au XXI^e siècle, une série de facteurs vont venir faciliter cette mutation :

1. La diminution du temps de travail permettra d'inviter fermement les producteurs à devenir enseignants à temps partiel. C'est un bon moyen pour que le temps libéré hors production soit occupé autrement que par des Loisirs. Sauf à vouloir étourdir le citoyen dans une fête perpétuelle pour l'empêcher de penser.
2. Le fait de produire va de plus en plus ressembler au fait d'enseigner.
3. Pourquoi s'interdire d'utiliser la puissance de l'ordinateur pour enseigner dès que l'élève franchit des "seuils d'autodidactisme". L'enseignant n'a plus qu'à pousser à l'effort et vérifier l'assimilation des connaissances. L'Enseignant aura alors moins de tâches répétitives, il n'aura plus un côté "perroquet" de celui qui récite un cours selon un

¹¹⁵ AUTHIER Michel et LÉVY Pierre *Les arbres de connaissances* - Préface de Michel SERRES *La Découverte / Essais* - 1992.

programme. En ce domaine, les choses semblent évoluer plus vite que l'on ne le pensait encore il y a peu¹¹⁶.

4. Les sciences cognitives et la neurobiologie peuvent sortir l'enseignement des théories pédagogiques à caractère idéologique, politique. On saura comment on apprend.
5. Les sciences cognitives et la neurobiologie par leurs applications pratiques feront que les capacités intellectuelles des individus pourront être augmentées par une action biologique et / ou un raccordement direct du cerveau avec l'électronique, l'ordinateur s'incorporant à l'humain.

En effet, la techno-nature de la Société humaine est si complexe que l'individu commence à saturer intellectuellement. Or, statistiquement, l'intelligence tend à la moyenne. Vouloir la sélection à outrance ne résout donc rien, au contraire.

Une telle transformation du Système éducatif implique une transformation du rôle et du statut de l'enseignant.

Dans le nouveau Système, le rôle de l'enseignant est certes d'enseigner lui-même mais de plus en plus de guider des enseignants à temps partiels qui exercent par ailleurs une autre profession. L'enseignant est aussi le guide des élèves dans leurs apprentissages par autodidactisme.

Quant au statut des enseignants, il serait souhaitable de le faire passer du statut de fonctionnaire à un statut de profession libérale élargie au sens où des éléments caractérisant la profession libérale seraient associés avec des éléments issus du salariat.

Le caractère de travailleur intellectuel de l'enseignant serait ainsi reconnu et il pourrait faire bénéficier de son art une multitude de structures juridiques dédiées à l'enseignement :

1. Établissements publics d'État.
2. Établissements publics des Collectivités Territoriales.
3. Établissements Privés "confessionnels" (vocabulaire de la "laïque").
4. Établissements Privés laïcs sans but lucratif.
5. Établissements Privés plus associatifs et autogérés par des parents d'élèves, des adultes formateurs ou en formation.
6. Établissements Privés à but lucratif voir commercial et pleinement capitaliste.

Le rôle de l'État est d'assurer lui-même le Service Public de l'éducation au sens organique (Établissements publics d'État) et au sens fonctionnel en vérifiant le contenu et la qualité de l'enseignement des autres formes d'institutions d'éducation. L'État

¹¹⁶ ALBERGANTI Michel Les <<profs en silicium>> au banc d'essai - le Monde <<Horizons>> Mercredi 29 Septembre 1999 page 14.

définirait un cahier des charges de ce qui doit s'enseigner et assurer le "contrôle qualité" de l'enseignement dispensé.

Le rôle de l'État pourrait être complémentaire du propre rôle des enseignants puisqu'une profession libérale est dotée d'un Conseil de l'Ordre et de structures disciplinaires. Un Ordre des Enseignants pourrait établir des normes de qualités de l'enseignement, conjointement avec l'État.

Cette nouvelle organisation de l'enseignement aurait pour avantage de liquider la "guerre scolaire" entre les "deux Écoles" car cette opposition a de moins en moins de sens, elle est de plus en plus mal admise par l'opinion. Il faut relever une série de faits troublants :

1. L'attachement à la République -Démocratie, à la liberté de conscience et à la neutralité de l'enseignement (Principe de Jules Ferry) existe dans l'Enseignement Privé, en particulier catholique. Dans l'Enseignement Privé, chez les parents d'élèves, comme chez les enseignants, il y a des gens de Gauche.
2. Une partie des enseignants du public et du personnel des Académies ne s'oppose plus à l'Enseignement privé dans la mesure où l'État répartit équitablement les moyens entre le Public et le privé. Enseignants du Public comme du Privé font le même métier face à des publics de plus en plus semblables car même les enfants de "bourgeois" ne sont plus une sinécure, eux aussi dérivent de plus en plus. D'autre part, l'enseignement privé reçoit aussi des humbles et sert d'Urgences¹¹⁷ pour les échecs scolaires du Public (et vis versa). Pour une partie du personnel de l'Éducation nationale, la guerre scolaire est terminée.
3. L'inégalité entre les Établissements du Public est aussi grande, voire même plus, qu'entre Établissements du Privé et du Public. Les Lycées Louis Le Grand et Henri IV ne sont pas accessibles à tous.
4. L'Enseignement Privé est subventionné le plus souvent par l'État, la scolarité y est, certes payante, mais proportionnellement aux revenus. Il existe aussi une gratuité, un système de bourses.
5. Actuellement, la vraie différence entre l'Enseignement Privé et l'Enseignement public est organisationnelle. Le Directeur d'un Établissement Privé est directement responsable de la qualité de l'enseignement et de la qualité des enseignants devant les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes. Le Statut de la Fonction Publique, par les effets de la garantie de l'emploi s'oppose à ce qu'un Chef d'Établissement soit un Chef d'Établissement de plein exercice, si bien que dans l'Enseignement Public toute une partie des facteurs de dégradation de l'enseignement est hors de tout contrôle.¹¹⁸

¹¹⁷ Les effets et les conséquences de l'échec scolaire sont devenus si graves sur certains individus que la métaphore médicale s'impose. C'est ce qui nous pousse à prôner une extrême individualisation de l'enseignement.

¹¹⁸ Jean PEYRELEVADE, PDG du Crédit Lyonnais, dans Jean PEYRELEVADE et Denis JEAMBAR La république Silencieuse – Plon Février 2002, parvient, au Chapitre 9 <<Réformer l'État>>, à une conclusion

L'aboutissement de ce changement de Système éducatif est la création d'une "Société égalitaire non-égalitariste".

Ainsi le niveau de connaissance des individus ne serait plus mécaniquement lié à leur rang dans la hiérarchie sociale, mais la qualité de l'enseignement dispensé à tous assurerait une égalité de respect, de considération entre les citoyens.

La hiérarchie sociale serait priée de se constituer ailleurs qu'à l'École.

Il n'est d'ailleurs pas impossible que dans une Société hautement développée, les qualités morales, les capacités d'empathie¹¹⁹ des individus, deviennent économiquement rentables, si bien que la richesse des individus ne soit plus le seul critère du poids social de la personne.

L'enseignement pourrait contribuer à modifier la hiérarchie sociale par l'association du plus haut degré de théorie possible avec un enseignement manuel poussé. Cela s'imposerait d'autant plus que notre Société éloigne trop d'individus de la confrontation avec la matière.

Il suffirait que soit faite obligation aux individus de posséder deux formations, une formation intellectuelle et une formation manuelle, pratique.

C'est ainsi que l'on trouverait des astrophysiciens plombiers et des plombiers qui pourraient entendre quelque chose à l'astrophysique.

Cela serait d'autant plus réalisable que nous nous proposons d'utiliser les ressources de la Science et de la technique pour étendre les capacités intellectuelles des individus.

Dans cette nouvelle organisation de la Société, les élites surgiraient naturellement par capillarité de la masse de la population. Les élites ne seraient plus sélectionnées spécialement pour constituer un ou des Ordres.

Le problème, c'est que la question de l'École est devenue une question irrationnelle. C'est à se demander si dans les milieux enseignants laïcs, l'École n'est pas devenue l'équivalent de l'Église, un objet de culte, une chose sainte.

Le risque pour les enseignants est de s'enfermer dans l'univers scolaire, de trop intellectualiser et de le faire fort mal, de proche en proche de percevoir le monde comme une vaste salle de classe. Cela peut expliquer que les enseignants qui deviennent Maires de leur Commune peuvent parfois aboutir à une gestion délirante et à créer de redoutables déséquilibres sociologiques.

semblable quant à l'efficacité de la contractualisation des relations au sein des établissements d'enseignement privés.

¹¹⁹ Sur la relation entre empathie, éducation, culture, rapport du local au mondial, l'ethnicité et le maintien de la viabilité du Capitalisme, voir Jeremy RIFKIN L'Âge de l'accès - La révolution de la nouvelle économie - la Découverte 2000 et en particulier le Chapitre 12 "Pour une écologie de la culture et du Capitalisme".

Or, le monde n'est pas une salle de classe.

Il faut affirmer, au contraire que l'école, avec un petit e, est une institution humaine, créée pour et par les hommes, qu'elle est inscrite dans le temps et dans l'espace et qu'à ce titre, elle est réformable.

Le problème de l'éducation de masse est aussi de produire de plus en plus de diplômés mais des diplômés qui ne sont pas des intellectuels au sens de la capacité de réflexion personnelle. Pire, il se crée même des diplômés sans culture, des gens qui ont justes des connaissances techniques dans leur domaine de spécialisation.

Cela est grave quand ce sont les enseignants eux-mêmes qui n'ont ni capacités de réflexion, ni véritable culture. Ils se réduisent alors au triste état de diplômés en éducation car les Facultés les ont préparés aux concours de recrutement.

Il ne faut pas s'étonner après coup que les sectes recrutent des enseignants, des médecins, des fonctionnaires etc ...

L'organisation de l'éducation que nous proposons aurait l'avantage, non seulement d'instruire, d'éduquer, mais aussi de cultiver et de pousser à la réflexion. Ainsi, il n'y aurait plus lieu d'opposer l'élite à la masse puisque la masse serait organisée, non pas en "élite de masse" mais en "masse constituée en élite".

Le projet de "masse constituée en élite" a déjà existé dans l'Histoire, c'est l'exemple des Juifs. Ce peuple du Livre à l'obligation religieuse de savoir lire et écrire depuis 4000 ans en comptant large. Le Dieu de l'Ancien Testament dans ses instructions à Moïse n'a pas agi au hasard.

Charles De GAULLE a très bien perçu que les hébreux, juifs, Israéliens formaient un "Peuple d'élite".

Nous allons constater que le sort des élites constituées en Ordre n'est pas enviable.

La crise des élites constituées en Ordres

Nous allons nous limiter pour cette étude au cas de l'École Nationale d'Administration (E.N.A.) qui est le cas le plus préoccupant en France sous l'angle politique qui nous intéresse.

Les critiques habituellement faites à l'E.N.A. concernent l'origine sociale des élèves, le type de formation initiale et continue, l'accès direct aux Grands Corps. Les livres concernant l'E.N.A. sont des succès de librairie assurés, c'en est même inquiétant.

Or, ce genre de critique ne va pas très loin car elles ne portent que sur l'E.N.A. comme école pour Hauts Fonctionnaires.

Si l'E.N.A. n'est qu'une école de Hauts Fonctionnaires nous aurions, au pire, une élite administrative semblable à la description traditionnelle de la haute fonction publique britannique, White Hall.

C'est-à-dire des gens issus de milieux sociaux élevés, très bien éduqués, des aristocrates par le comportement.

Certes, le reste de la population considérerait ses Hauts Fonctionnaires comme "imbuables", mais ils seraient tout de même des Fonctionnaires, c'est-à-dire aux ordres.

Aux ordres de qui ? Du pouvoir politique élu par le Peuple. Le Peuple pouvant choisir d'être représenté par d'anciens Hauts Fonctionnaires ou par des gens de toutes autres origines.

Le problème de l'E.N.A., c'est que cette école s'est transformée clandestinement en autre chose. L'E.N.A. est devenue pour une partie des élèves une école palatine ou École du Palais.

Pour une partie des élèves, l'E.N.A. est devenue une École Supérieure de la Profession Politique.

L'E.N.A. est devenue une école préparatoire pour être Député (Le Député Énarque étant un Député de qualité supérieur à ne pas confondre avec le Député ordinaire¹²⁰), Ministre, Premier ministre, Président de la République, Chef de Parti Politique, Président d'exécutif territoriaux etc ...

Si ce n'est pas l'ENA qui joue ce Rôle sera alors celui d'HEC, par exemple. L'attrait pour les carrières rapportant directement de l'argent l'emportant sur l'ancien prestige de la haute administration.

Conséquence, non seulement, en France, l'exercice de la politique est professionnalisée, comme ailleurs, mais de plus, cette profession politique fonctionne à la manière d'une profession réglementée.

Une profession réglementée est une profession dont l'accès n'est pas libre et dont le nombre des membres est limité (numerus clausus), soit pour des questions de sécurité de la population (médecins, pharmaciens, dentistes) soit par décision de la Loi (ex : Les Officiers Ministériels tels les notaires).

La classe politique française s'est donc organisée clandestinement, progressivement en Ordre professionnel avec monopole.

¹²⁰ Lors d'une réunion publique, nous avons entendu un Député dire à peu près ceci à un autre : << Ah, je croyais que vous étiez Énarque ?!>>.

Nous nous sommes efforcés de démontrer dans la Démonstration principale du Chapitre 1 que le pouvoir a toujours été oligarchique en France depuis la Révolution et ses suites fâcheuses. Cependant, la question de l'E.N.A. est un pas de plus dans l'Oligarchie.

En effet, l'ancienne oligarchie traditionnelle avait des faiblesses qualitatives qui sont apparues d'abord lors de la guerre de 1870, ce qui donna lieu à la création de l'École Libre des Sciences Politiques de Paris dit "Science Po" en 1872, puis après la défaite de 1940 par la création de l'E.N.A. en 1945.

L'idée est de sortir la politique de sa démagogie, de son incurie en ayant recours au positivisme, si la politique devient une science, il n'y aura plus d'errements.

Or, Charles De GAULLE dans son gouvernement de la France s'est bien gardé de laisser libre cours à la technique, il opérait une distinction nette entre le personnel politique et les Hauts Fonctionnaires qui administrent sous les ordres du pouvoir politique.

Puis, progressivement, l'Énarque voulut se faire politicien au temps de Président POMPIDOU, puis avec Valéry GISCARD D'ESTAING, l'E.N.A. rentra à l'Élysée.

À partir de là, la politique pour être rationnelle se réduit à de la gestion, alors le continuum Droite / Gauche, Socialo-libéral ou Libéro-socialiste devient possible.

Alain GROTTÉRAY dans *La Droite peut-elle détruire la France ?*¹²¹ démontre les dangers politiques du continuum Droite /Gauche qui fini par bloquer les institutions. Alors collectivement la classe politique se cherche un sauveur pour se sortir du merdier où elle s'est elle-même placée. En 1940, ce fut le Maréchal PÉTAINE, la mission étant progressivement reprise par De GAULLE, ce même De GAULLE étant rappelé par une classe politique presque semblable en 1958 pour se sortir de la Guerre d'Algérie.

La dégénérescence de l'énarchie comme élite politique¹²² formant un Ordre est déjà bien engagée.

Le mystère de l'Énarchie, et des Grandes École en général, consiste à se demander comment des gens très sélectionnés arrivent à ne plus avoir prise sur le cours des choses et être finalement réduit à l'impuissance face à un corps social qui se fait de plus en plus menaçant.

Nous avons longtemps cherché et finalement il a fallu que l'on nous souffle la réponse. L'explication est au demeurant fort simple, lumineuse.

Un Haut Fonctionnaire n'est qu'un Fonctionnaire de qualité supérieur, mais ce n'est qu'un Fonctionnaire. À ce titre, il est recruté par concours, ce qui implique :

1. Qu'il assimile des connaissances standards jugées académiquement valides.

¹²¹ GROTTÉRAY Alain *La Droite peut-elle détruire la France ?* Avant-propos de Michel Poniatowski. Édition du Rocher 1993.

¹²² Pour une description précise de cette élite politique, voir Michel BAUER et Bénédicte BERTIN-MOUROT *L'ENA et la seconde fracture sociale - Le Monde "Horizons - Débats" Vendredi 6 Octobre 1995 page 14*. Cela donne 0,01% d'élus par génération, 80 personnes sur 80 000!

2. Qu'il présente ces connaissances sous une forme toute aussi académique.
3. Que le candidat ne dérouté pas le jury par ses idées.

Cela est parfait dans une Société stable à évolution lente, mais ça ne marche plus dans une Société en évolution rapide où il faut inventer du radicalement nouveau.

Dans ce cadre, même le fait d'administrer doit être imaginatif et l'imagination doit être au pouvoir à l'échelon politique.

Or, les politiciens énarques ont deux échelons blocages :

1. Leur recrutement et leur formation initiale ne les poussent pas à l'impertinence intellectuelle.
2. Les énarques politiciens étant souvent issus de l'oligarchie intellectuelle et économique qui occupe le sommet de la Société, pourquoi voulez-vous qu'ils changent un ordre économique et social dont ils n'ont eux-mêmes pas à se plaindre car il leur profite, il est fait pour eux ?

C'est alors que la classe politique se transforme en aristocratie finissante constituée d'individus au profil identique, c'est ce que Philippe GUILHAUME appela *La République des clones*¹²³.

L'ENA n'est pas réformable, il faudra noyer le bébé avec l'eau du bain car l'institution produira toujours de l'aristocratie, quoiqu'on fasse.

Ce système produit une "élite programmée", notion que nous tirons d'un documentaire diffusé en 1989 par France 3 : Louis XVI, un Roi programmé.

Louis XVI en France, tout comme Mikhaïl GORBATCHEV pour l'U.R.S.S. ont été programmés pour réformer le Système politique dont ils avaient la charge mais pas pour en changer la nature. Nos élites ne se réformeront pas d'elles-mêmes, elles ne se feront pas violence à elles-mêmes pour changer leur nature.

Si historiquement l'aristocratie a eu ses mérites, cette notion produit maintenant des aberrations.

La nouvelle organisation du système éducatif que nous proposons vise justement à clore le rôle historique des aristocraties par une "fusion des Ordres dans l'ordre".

Un pouvoir qui rêve de ne plus gouverner :

¹²³ GUILHAUME Philippe *La République des clones* - Albin Michel 1994. C'est le premier auteur à évoquer un risque de Révolution sur le modèle de celle de 1789, A t-il raisonné sur la base de l'Abbé SIEYÈS? . Il dresse page 201 un "index des clones", liste des politiciens énarques.

Il est à craindre que l'aristocratie Énarchique en soit arrivé au stade de la "dictature des petits marquis", règne des personnes de qualité, des précieux en politique.

Dominique STRAUSS-KAHN a déclaré après une alternance politique que " La Droite va échouer car elle fait la même politique que nous".

Sur le même modèle, l'Ancien Régime peut dire à la République, sorte de "reconstitution de [ligue dissoute] Régime dissout" :

"Vous allez être révolutionné car vous faites la même politique que moi"

C'est en quoi cette élite sociale ne peut pas renouveler biologiquement la classe politique car les successeurs sont des reproductions caricaturales des aînés.

Un tel pouvoir politique non seulement n'a plus la capacité de projeter dans l'avenir pour organiser le futur, il n'en a pas la volonté.

Vient alors le rêve du gouvernement automatique, le règne des Élus Fainéants où les gouvernés encombrant et exaspèrent les gouvernants tout autant que les gouvernés ne supportent plus les gouvernants.

C'est pourquoi, il faut se méfier de la Construction Européenne (Union Européenne) qui peut être une machine à ne pas gouverner, à ne plus gouverner, à faire gouverner les Français et les autres peuples d'Europe par quelque chose qui ressemble à l'organisation d'une Démocratie mais qui ne peut pas en être une¹²⁴.

Les peuples d'Europe sont à la fois fort semblables et très différents, le territoire est vaste, ils ne parlent pas la même langue si bien qu'une Europe fédérale ne peut pas fonctionner comme une Démocratie sur le modèle de l'État nation, L'Union Européenne est déjà une administration d'un Empire sans Empereur.

Les institutions européennes ne peuvent matériellement, et en pratique, être la version d'une Démocratie nationale "en plus grand", comme copiée au pantographe, car :

1. Le nombre de Députés européens sera énorme avec l'élargissement de l'Union Européenne, or le pouvoir tend toujours à se concentrer entre les mains d'une oligarchie, qui dans le cas européen, sera transnationale.
2. Il faut des interprètes car une part des Députés européens, et à plus forte raison, les citoyens européens ne parlent pas tous la même langue, le débat, à la base de la Démocratie, sera donc tronqué.

La seule solution viable est de coordonner les politiques nationales en Europe, mais pas de dissoudre la souveraineté des États nations dans quelque chose d'indéterminé.

Lutter contre la corruption :

¹²⁴ Sur un point de vue comparable: Xavier DELCOURT La déseurope - Le Monde <<Horizons-Débats>> Jeudi 5 juillet 2001 page 14.

La question de la corruption doit être examinée indépendamment de la nature oligarchique du Régime car la corruption demeurera même dans un régime où la participation au pouvoir serait élargie.

Voter des Lois contre la corruption¹²⁵ n'est pas suffisant car la menace de la sanction pénale n'est pas assez dissuasive, à moins d'imaginer une sanction pénale extrêmement éprouvante pour les coupables.

La question de la corruption est particulièrement sensible pour les citoyens actuellement car les dits citoyens peuvent admettre :

- Un personnel politique vertueux et efficace.
- Un personnel politique vénal et efficace. L'enrichissement étant la récompense de l'efficacité.

Mais un personnel politique qui cumule inefficacité et corruption, c'est trop.

Le discours officiel consiste à dire que la corruption était majoritairement due au financement des Partis politiques et des campagnes électorales.

Or, tout est fait pour que les Partis politiques n'aient pas de démocratie interne, ce qui impliquerait, comme en Allemagne, des locaux, des documentalistes, des bibliothèques, un système de communication entre les militants etc ... C'est le contraire qui est organisé, plus le Parti est minable plus les chefs sont les maîtres.

Il y a donc quelque chose qui ne va pas quelque part. Cela implique que l'enrichissement personnel des hommes politique est infiniment moins marginal qu'on ne le dit.

MONTESQUIEU affirmait déjà dans *De l'esprit des lois*¹²⁶ que le principe de la République était la vertu, à cela correspond le principe de gratuité des charges, fonctions publiques. Les indemnités pour exercice d'un mandat électif ne sont donc qu'une concession nécessaire à la réalité.

Dans les faits, la République, du scandale de Panama à celui du Crédit Lyonnais, n'a jamais échappé aux "Affaires". C'est parce que le rapport entre argent et politique est construit sur des bases théoriques irréalistes.

Dans le passé, les détenteurs du pouvoir politique pouvaient jouer les vertueux, soit par fausseté, soit parce qu'ils disposaient d'une fortune personnelle.

¹²⁵ Par exemple, les Lois des 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ; 15 janvier 1990 instituant une Commission nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques (C.C.F.P.) et du 29 janvier 1993 concernant la prévention de la corruption. Un service central de prévention de la corruption, dirigé par un magistrat est placé auprès du ministre de la justice en vue de centraliser toutes les informations (art. 1er de la loi du 29 Janvier 1993).

¹²⁶ MONTESQUIEU *De l'esprit des lois* Tome 1 n° 325 (Cf. en particulier le Livre III *Des Principes des trois Gouvernements*, Chapitre III *Du Principe de la Démocratie*) , Tome 2 n° 326 - GF Flammarion.

Or, que demande t-on aujourd'hui au personnel politique ? De diriger l'État et autres subdivisions de la puissance publique pour le compte de la Société. Or, dans leur action, ils rencontrent de plus en plus l'argent. Une série de facteurs se cumulent :

1. La richesse collective des citoyens des pays développés est absolument considérable même si la pauvreté y existe.
2. Le personnel politique gère l'argent public de l'État, des Collectivités territoriales etc ... et de la Protection Sociale, sommes qui se comptent en Billions de Francs.
3. Ce même personnel politique est prié, en plus, de réguler l'économie, ce même dans les pays dits libéraux.
4. La seule vertu du mandat électif qui est le pouvoir de commandement du Droit, est de peu de poids face au ploutocrates milliardaires du secteur privé. Un homme politique qui n'a pas de train de vie est certes vertueux et honnête, mais il n'en impose pas aux puissances d'argent.

Alors, l'homme politique sera pour le ploutocrate un brave type, un "brave con", un "beau con".

Autrement dit tout concourt à la recherche de l'enrichissement personnel de l'homme politique car son rôle est celui d' "Administrateur de [la] Société", il doit donc avoir le train de vie d'un Administrateur de Société.

Les élus manipulent tellement d'argent et ont un tel niveau de responsabilité que ne pas les rémunérer et les récompenser en proportion demande une vertu surhumaine pour ne pas tendre la main dans le pot de confiture.

Louis XIV avait trouvé la solution, c'est d'assurer la "Majesté de l'État" qui doit pouvoir en imposer aux Grands, hier la Haute noblesse issue de la féodalité, aujourd'hui les chefs des Grandes Compagnies capitalistes.

Cela s'est traduit dans l'architecture avec le Château de Versailles et par l'autorisation faite aux collaborateurs du Roi de prélever de l'argent public comme contrepartie des services rendus à l'État.

Toutefois, le Roi veillait à ce que les prélèvements ne dépassent pas un certain seuil compatible avec le fonctionnement de l'État et le respect de la Majesté royale.

Non seulement FOUQUET avait trop prélevé d'argent mais avec le luxe du Château de Vaux-le-Vicomte et ses illuminations aux chandelles¹²⁷, il se payait une fortune et un prestige réservé uniquement à la personne du Roi, incarnation de la Majesté de l'État.

¹²⁷ L'illumination aux chandelles était un lux royal, les administrateurs du Château de Chambord s'en sont rendu compte quand en volant attirer les touristes la nuit, ils n'ont pas assez éclairé l'édifice faute de crédits suffisants. Le Château était un mélange désagréable de lumière et de pénombre. Encore faut-il remarquer que nos bougies sont en paraffine alors qu'autrefois elles étaient en cire naturelle donc beaucoup plus coûteuses.

La sanction était la prison et surtout la confiscation des biens au profit de la Couronne.

Il faudra parvenir à transposer, par réaliste, un mécanisme du même genre dans un cadre démocratique.

Le vote pour un élu ne suffit plus, il faudrait faire évaluer l'efficacité du personnel, par les citoyens par exemple aux moyens de questionnaires, d'auditions, de sondage télématiques, éléments dont une commission ferait la synthèse. Cette évaluation aurait lieu, sous une forme simplifiée tous les ans et sous une forme approfondie en fin de mandat.

À partir de là, il serait possible d'organiser la rémunération de l'élu en deux portions :

1. Une rémunération de base semblable aux actuelles indemnités.
2. Une rémunération au mérite basée sur des points d'indice et des échelons proportionnels aux poids des responsabilités exercées. L'échelon et les points d'indices seraient attribués selon une grille d'évaluation de l'élu.

Ce mécanisme aurait un avantage, c'est que la corruption n'aurait plus d'excuse, le train de vie de l'élu étant assuré par le Peuple Souverain.

De même, un État prospère devrait veiller au prestige des bâtiments publics afin de forcer le respect. L'orgueil de certains élus réalise déjà ce projet, mais l'objectif devrait concerner toutes les administrations. Les États-Unis offre un exemple de majesté des bâtiments administratifs dans une Démocratie.

De même, sur le modèle des Préfets, certains élus devraient légalement être dotés d'un personnel de maison, des fonctionnaires, pas des domestiques, dont la fonction serait de concourir à la dignité de la charge publique. Cette mesure éviterait des procès pour emploi à titre privé de fonctionnaires territoriaux ou nationaux.

Puisque l'enrichissement personnel de l'élu provient du Peuple, en cas de corruption, le Souverain, de nos jours le Peuple, pourrait confisquer les biens de l'élu, sauf un minimum social avec logement en H.L.M.

La lourdeur de la sanction, proportionnelle à la largesse de la rémunération serait dissuasive car, il faut punir par où ça fait mal, l'argent.

Il nous faut maintenant examiner la nature possible d'un nouveau Pouvoir politique, en cernant ses caractéristiques dans une première approximation, puis en le définissant plus précisément.

Section 3

Imaginer un nouveau Pouvoir

Premières approches

À une Société nouvelle, il faut un nouveau Pouvoir dont les caractéristiques dépendent du cadre spatial et temporel où s'exerce ce pouvoir.

Le pouvoir moderne face au défi de l'espace et du temps

Nous allons voir que, pour le pouvoir moderne, le défi de l'espace est d'une envergure démesurée pour le pouvoir tel qu'il est conçu actuellement, mais que le défi du temps dépasse lui, pour l'avenir, l'imaginable.

1. Le défi de l'espace :

Il y a un défi de l'espace car la politique ne peut plus s'organiser dans le seul cadre de l'État nation ou même d'organisation continentales telle l'Union Européenne.

Il faut, en effet, se demander si pendant que la construction européenne avance comme une tortue, probablement parce que l'édifice est mal pensé, le phénomène dit de la "Mondialisation" ou de la "Globalisation"¹²⁸ progresse infiniment plus vite. L'écrivain Frédéric BEIGBEDER arrive à une conclusion identique¹²⁹.

Nous avons déjà souligné, page 72 que l'humanité avait deux dimensions, la dimension de l'universelle et une dimension de la diversité.

La mondialisation crée une contradiction entre l'universel et le particulier qui se manifeste dans des luttes pour la suprématie économique et la question des flux migratoires.

Question économique et question ethnique se rejoignent pour faire éclater les États par un "effet de marée".

Comme si cela ne suffisait pas, l'État lui-même comme concept est en voie de dépérir, l'État, principalement conçu à l'origine comme rationnel et protecteur devient irrationnel et prédateur.

De l'État protecteur à l'État prédateur :

¹²⁸ "Globalisation" est plus directement tirée de l'Anglais.

¹²⁹ BEIGBEDER Frédéric La fin de l'Europe, le début du monde - Le Monde Samedi 24 Avril 1999 page 14 <<Horizons-Débats>>.

À la Renaissance, l'État plus ou moins rattaché au fait national était un immense progrès par rapport à la pulvérisation territoriale de la féodalité. Il apparaissait aussi comme plus juste, plus rationnel.

Or, en ce début de XXI^e siècle, l'État devient trop souvent une organisation prédatrice pour au moins trois séries de raisons :

1. Les élites au pouvoir dans ces États vivent sur le dos de la population dont ils ont la charge. Des peuples sont donc opprimés.
2. Des États mal gouvernés, les petits comme les grands, pourraient face à leurs déséquilibres sociaux se lancer dans une guerre multiforme à l'échelle mondiale.
3. La multiplication des petits États par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, multiplie les États pauvres, faibles, tyranniques et auteurs de troubles des points 1 et 2.

Les États vont donc probablement devenir au XXI^e siècle la source d'une sorte de "Guerre folle", guerre de tous contre tous, impliquant tous les types d'armements :

1. Les armements de destructions massives, à savoir les armes Nucléaires, Biologiques et Chimiques.
2. L'armement dit conventionnel ou classique.
3. Les armes légères à balles ou à plombs, couteaux, machettes, gourdins à la disposition des particuliers pour les étripages et autres nettoyages ethniques.

Non seulement de petits États pourront déclencher des guerres localisées ou pousser d'autres États à la guerre générale, mais de Grands États comme la Chine, l'Inde, la Russie pourraient dériver vers l'agression militaire faute de réguler leur propre Société.

À cela s'ajouterait le cas des régions qui s'érigeraient en État de fait contre les États légalement reconnus qui les engloberaient.

Il faut aussi penser aux États dits Démocratiques qui au nom de la Démocratie voudraient faire du maintien de l'ordre, mais ajouteraient finalement au désordre.

Au siècle prochain, la création d'un État mondial risque de s'imposer afin de supprimer la détention de la Souveraineté aux États actuels.

La Souveraineté est le pouvoir initial et inconditionné de faire ce que l'on veut, c'est donc une chose dangereuse qui pouvait encore convenir quand la puissance de la technique ne s'était pas encore déchaînée.

Au XXI^e siècle, l'addition des déséquilibres sociaux et de la puissance de la technique feront qu'il ne pourra y avoir qu'une seule souveraineté sur Terre.

Le point de vue générale est que ce pouvoir mondial serait totalitaire faute de pouvoir fonctionner comme une Démocratie, mais en fait, c'est une impossibilité car :

1. Les pouvoirs totalitaires ne durent pas longtemps.
2. Imposer le totalitarisme à toute une planète, ce n'est pas évident.
3. Ce pouvoir aurait plus que besoin de l'adhésion des Terriens.
4. L'État mondial devient banal et non plus extraordinaire si nous en trouvons d'autres chez les civilisations extraterrestres.

Il est possible que l'État mondial soit une forme modernisée du "Pouvoir Traditionnel" qui n'est ni une Démocratie, ni un Totalitarisme.

Il aurait pour mission de rendre compatibles les contraintes de la mondialisation qui tendent vers l'universalisme et l'aspiration légitime à la diversité, au particularisme.

Ce pouvoir serait débonnaire en assurant le maximum d'autonomie aux personnes, groupes, nations, provinces etc ... Mais pour assurer la cohésion de l'ensemble, il se réserverait le droit de frapper quand nécessaire.

Ce pouvoir aurait deux faces, il tiendrait d'une main la foudre, de l'autre la corne d'abondance.

Le pouvoir politique peut d'autant moins se concevoir de la manière dont il se conçoit aujourd'hui, qu'il est confronté à un défi bien plus vaste que le défi de l'espace, le défi du temps.

2. Le défi du temps :

Pour comprendre en quoi consiste ce défi du temps, il faut se baser sur les proportions de temps donnés par la Science moderne.

Le Système solaire à 4,6 Milliards d'années et le Soleil deviendra une géante rouge dans 4,5 Milliards d'années. L'Humanité est donc née à mi-chemin à la fin des 4,6 premiers Milliards d'années.

L'hominisation de notre espèce a débuté il y "seulement" 3,5 Millions d'années, mais l'évolution biologique de l'Homo Sapiens Sapiens, homme au sens strict, s'est achevée il n'y a que 180 000 ans ou même 100 000 ans. Depuis lors l'évolution de l'homme est principalement culturelle.

Et en matière de développement culturel, l'homme va très vite car le Néolithique ne débute qu'il y a 10 000 ans en comptant large. Depuis, l'homme a enchaîné, l'âge de cuivre, l'âge de bronze et l'âge de fer. Il y a plus de 4500 ans, les Égyptiens étaient déjà capables de construire les pyramides géantes.

Cela implique que les notions politiques de conservatisme, de révolution, de réaction, d'antirévolutionnaire n'ont pas de sens, ces notions ne visent que l'histoire des idées politiques qui ne concerne que l'histoire écrite soit 5 000 ans avec le règne de Pharaon, ce "Dieu -Roi".

Il est inutile de théoriser la Révolution permanente car l'Humanité est en "évolution permanente", elle est née d'hier.

Or, la physique stellaire du Soleil fait que l'Humanité dispose de 4,5 Milliards d'années devant elle. Cela implique que le temps de la politique va rejoindre les temps géologiques.

Il n'existe pas de Pouvoir qui puisse affronter cette immensité de temps. Alors, il faut concevoir un pouvoir qui puisse durer le plus longtemps possible afin d'avoir le temps d'organiser l'Humanité de manière qu'elle échappe à des crises politiques destructives qui seraient pour elle une succession d'Âges d'Or et d'Âges de Fer.

Il est possible de discerner par ordre de durabilité, non pas deux grands types de Régime mais trois :

1. Le totalitarisme ou la Dictature qui par sa rigidité et son désir de perfection est le régime qui dure le moins longtemps. Le Nazisme en Allemagne a duré 12 ans, le Communisme Russe moins de 75 ans.
2. La Démocratie, dans l'Antiquité, a toujours été en fait un Régime oligarchique, ploutocratique, sexiste, esclavagiste etc.... La Démocratie grecque, entrecoupée de périodes de dictature de quelques hommes, à toujours été pagailleuse. C'est à se demander si elle a existé ailleurs que dans tête des Républicains du XIX^e siècle. Philippe de Macédoine et son fils Alexandre Le Grand ont clos l'épisode démocratique.

La République Romaine a toujours été oligarchique, mais est devenue ingérable quand elle s'est étendue à toute l'Italie. L'Empire s'y est substitué.

Il est possible que la Démocratie moderne soit en voie d'épuisement. Jean-Marie GUÉHENNO a écrit un livre intitulé *La Fin de la Démocratie*¹³⁰ où il expose la pression de la mondialisation sur ce type de Régime.

3. Le Régime traditionnel tel l'Ancien Régime en France a duré 13 siècles de Clovis à Louis XVI.

Autant prévenir les monarchistes, il ne sert à rien de vous lancer dans des dépenses en commandant les habits de cour et les carrosses. Il ne s'agit pas de remonter le temps !

Cependant, le pouvoir du futur devra posséder des caractéristiques du pouvoir traditionnel pour pouvoir encaisser la durée.

Cette version du Régime traditionnel est viable si elle parvient à associer deux éléments, la Cosmocratie et l'Autonomie.

¹³⁰ GUÉHENNO Jean-Marie *La Fin de la Démocratie* - Flammarion 1993.

Ces deux notions remontent au moins à ARISTOTE (-384 - -322 av. J.C.) et peuvent être complémentaires.

La Cosmocratie ou Monarchie Universelle était le projet de réunir sous un même Pouvoir toutes les nations de la Terre, c'est-à-dire l'ensemble des terres habitables ou "œcouméné", notion qui, de nos jours, n'est connue uniquement que dans un sens religieux d'œcuménisme.

Ce pouvoir unitaire ne serait viable que s'il est à la fois puissant et débonnaire comme le gouvernement des Rois de France. Il y parviendrait en se fixant pour mission d'unir la planète par un Ordre mais en n'opérant pas de force la fusion, la confusion, des nations, des langues, des ethnies etc...

Pour le dire autrement, la Cosmocratie dont le principe serait le Cosmocratisme prendrait acte du phénomène objectif de la mondialisation sans soutenir le Cosmopolitisme ou le Mondialisme.

Cosmopolitisme ou Mondialisme qui par un universalisme abstrait prennent le risque d'opérer la confusion, dans tous les sens du terme, des langues et des Nations comme dans l'histoire biblique de la Tour de Babel dont la construction devient aliénante pour les Peuples¹³¹.

Afin de ne pas se muer en tyrannie, le Pouvoir cosmocratique, conformément à sa mission d'assurer la diversité dans l'ordre et l'unité, se fixerait pour objectif d'augmenter l'autonomie des individus et des groupes intermédiaires.

Il faut en effet éviter que l'individu soit isolé, forme une monade, un singleton, mais il faut éviter de l'étouffer dans les groupes intermédiaires. L'individu doit aussi pouvoir agir de lui-même.

Une des idées des gens de Gauche, maintenant reprise par la Droite, est d'affirmer le caractère démocratique de la vie associative. Toutefois, les Associations peuvent former un réseau d'encadrement de la population, un système redoutable de contrôle social, une "douce tyrannie" aurait dit Alexis de TOCQUEVILLE¹³². À cela s'ajoute la question de la démocratie interne des Associations et de leur dérive vers le Présidentialisme parfois autoritaire.

ARISTOTE propose d'appliquer le concept d'autonomie, non plus à des États ou des portions de territoires, mais aux individus eux-mêmes. Or, cela offre de multiples avantages dans l'organisation de la Société à venir.

L'autonomie est la capacité de se donner à soi-même ses propres lois, mais cela peut revenir à refuser la Société ou à vouloir lui imposer sa loi comme si on était seul au monde, cela conduit alors à l'autarchie, sorte d'autisme politique, ou à l'autocratie, la dictature sur les autres.

¹³¹ de PLUNKETT Patrick Ça donne envie de faire la Révolution ! Plon 1998. L'auteur donne une analyse intéressante de l'histoire de la Tour de Babel en se basant sur la tradition juive.

¹³² de TOCQUEVILLE Alexis De la Démocratie en Amérique Tome I n° 253, Tome II n°254 GF Flammarion.

Il existe un moyen d'empêcher les dérive de l'autonomie, c'est de faire que l'individu aie un espace à lui tout en restant en contact avec la Société.

Or, nous avons vu dans le Chapitre 4 que le changement de Condition Humaine allait donner aux individus une grande maîtrise sur la matière, leur environnement et leur propre nature biologique.

C'est ainsi que l'on peut imaginer une Société où la séparation, l'équilibre des pouvoirs ne s'opéreraient plus au sein des pouvoirs publics entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, mais au sein de la Société elle-même entre :

1. La puissance de l'État.
2. La Puissance de l'Individu.
3. La Puissance de la Société, rassemblement des individus seuls ou en groupes intermédiaires.

Ces trois puissances s'équilibrent entre elles, aucune ne peut s'imposer aux deux autres, elles doivent donc coopérer et négocier ce qui relève de l'Ordre et ce qui relève de la Liberté.

Les individus trop contraints par l'État et / ou la Société pourraient créer une nouvelle colonie spatiale à leur convenance.

L'autonomie permettrait à l'organisation politique de la Société de rester stable très longtemps car l'autonomie permet de ne pas tout transformer en politique donc de ne pas user la politique.

De même que l'oxygène est nécessaire à la vie des organismes aérobies mais est un oxydant producteur de radicaux libres donc source de vieillissement¹³³, la politique semble avoir un effet oxydant sur la Démocratie.

Pour le comprendre, prenons l'exemple des Conseils municipaux, lieu de la démocratie de base. Il y existe trop souvent une conception absolue du Pouvoir, majorité et opposition municipale partageant ce désir passionnel du Pouvoir avec à la bouche le mot de Démocratie.

Le maire et sa majorité veulent pousser leur pouvoir le plus loin possible et l'opposition de même. Alors, cela se termine en :

1. Maires, dictateurs municipaux.
2. En élections municipales anticipées.
3. En alternances politiques infinies.
4. En suicides de Maires martyrisés par leur opposition.
5. En séances de Conseils municipaux homériques.

C'est peut-être ce mélange de désir à la fois de Démocratie absolue et de Pouvoir absolu qui a créé la Terreur lors de la Révolution de 1789¹³⁴.

¹³³ SIMONOFF Gabriel La Nouvelle Éternité - Bien vivre 120 ans - Grasset 1993.

La Démocratie finirait donc victime de son "oxydation" par excès de politique. Il faut donc dépolitiser toute une part des activités humaines afin que ce qui reste du champ politique puisse perdurer très longtemps.

Le Pouvoir politique pourrait même devenir inusable. En effet, si la Cosmocratie vise à augmenter le pouvoir des gens sur eux-mêmes, au-delà d'un certain seuil, la Société avec l'appui de la technique pourra s'autoréguler avec très peu de politique, ce serait une forme surprenante de Démocratie directe non oppressive des individus, ni des groupes intermédiaires.

La Cosmocratie serait un Régime par certains aspects proche du totalitarisme, mais un Régime qui au lieu de se croire immortel, organiserait son propre dépassement, sa propre fin.

Ainsi, même Jean-Jacques ROUSSEAU aurait gain de cause car la Démocratie directe était pour lui réservée à un "Peuple de dieux"¹³⁵. Le Peuple constituant une Humanité Nouvelle aurait des capacités que d'autres siècles auraient considérées comme magiques.

Reste à déterminer plus précisément le mode de gouvernement de la Cosmocratie. Il est aisé de courir le risque de concevoir une forme de pouvoir non viable.

Il faut à la fois concilier un Principe d'Ordre qui puisse durer dans le temps comme ce fut le cas de la Royauté d'Ancien Régime avec une extension nécessaire et légitime de la Démocratie, plutôt entendue ici comme une extension de la Liberté individuelle et collective.

Si, l'on retient ce double critère alors l'Histoire nous fournit un type de Régime adapté sans qu'il soit besoin d'inventer une théorie politique fumeuse.

Ce Régime est connu en France sous le nom de Gaullisme.

Section 4

Internationaliser et réactiver le Gaullisme

On peut considérer que la nature profonde du Gaullisme fut pendant longtemps un mystère, une sorte de vulgate, entretenue par ses adversaires comme par ses partisans en faisant un patriotisme associé à un étatisme régulateur.

La quête de l'essence du Gaullisme :

¹³⁴ FURET François Penser la Révolution française (1978) Folio Histoire n°3. François FURET a détecté un mécanisme de ce type dans la Révolution Française car les révolutionnaires n'arrivaient pas à concevoir la Démocratie représentative, ils étaient prisonniers de l'idéal de la Démocratie directe, probablement une influence de Jean-Jacques ROUSSEAU et des débats directs en petites sociétés telles les Académies, Loges Maçonniques etc ...

¹³⁵ ROUSSEAU Jean-Jacques Du contrat Social -GF Flammarion n°94.

Charles de GAULLE s'est bien gardé de rédiger un manuel de Gaullisme car les faiseurs de manuels politiques sont au XX^e siècle des théoriciens des idéologies totalitaires.

Pourtant la pensée Gaulliste n'est pas une simple collection d'idées politiques mais semble former un tout cohérent d'une idéologie positive. On y trouve une conception de l'Homme, de sa place dans le temps et dans l'espace. De là, de GAULLE dégage une conception de l'organisation politique de la Société.

Nous pensons pour notre part qu'une politique sans philosophie, sans conception générale de la vie et du monde, ne peut-être qu'une pauvre chose ennuyeuse, de la gestion bébête, autant aller se recoucher !

D'où l'intérêt du Gaullisme d'offrir une idéologie viable à ceux qui ne supportent pas l'immobilisme.

De même que la Bible dit que ce qui est caché sera révélé, le mérite d'Alain PEYREFITTE dans son *C'était De GAULLE*¹³⁶ est de laisser entrevoir en quoi consiste l'idéologie Gaulliste.

Elle n'est pas formulée en clair, il faut se donner la peine de la trouver.

Nous avons d'abord été troublé par un va et vient permanent entre la République et la Royauté d'Ancien Régime.

À un premier niveau d'analyse, il est facile de dire que **DE GAULLE** est un Monsieur à particule, un noble et que dans la famille on a dû rester longtemps monarchiste.

Portant l'explication ne colle pas car de GAULLE, comme en son temps Alexis de TOCQUEVILLE a intégré la Démocratie dans sa pensée, ce n'est pas un réactionnaire par nostalgie.

À un second niveau d'analyse, l'on trouve l'idée que la V^{ème} République serait une synthèse entre le Sacre de Reims et la Révolution. Il nous semble que l'on approche là de l'essence du Gaullisme, mais que ce n'est pas encore suffisant.

À un troisième niveau d'analyse, on découvre quelque chose d'extraordinaire, c'est que de GAULLE veut renouer les fils du temps pour gommer les effets de la "Rupture révolutionnaire".

Pour ce faire, il a découvert que les objectifs des Rois de France comme Souverains physiques pouvaient être les mêmes que les objectifs du Souverain collectif qu'est le Peuple.

Le pouvoir des Rois de France se heurtait à la féodalité et surtout aux féodaux, aux pouvoirs particuliers, aux oligarchies. Ces pouvoirs particuliers finissaient par s'attaquer au "Bien Commun" donc aux intérêts du Peuple. L'Ancien Régime n'a pu en effet durer 13 siècles que par une forme d'approbation populaire.

¹³⁶ PEYREFITTE Alain *C'était De GAULLE* Fayard - Éditions de Fallois - Tome I (1994) Tome II (1997) Tome III (2000).

Or, dans notre Démonstration Principale du Chapitre 1 nous avons essayé de démontrer que la Révolution de 1789, commencée par une oligarchie de Haute noblesse et de Grands Bourgeois s'est clôturée par la double oligarchie des ploutocrates et des intellectuels.

Dans un tel Système, l'oligarchie a tout intérêt à ce que le pouvoir soit oligarchique mais faible et que surtout il ne s'attaque pas à l'émancipation économique et politique du Peuple.

L'idée géniale de de GAULLE est de restaurer un pouvoir fort, jouant le rôle du bon Roi, de Chef de l'État, mais ce pouvoir n'est pas une copie du monarchisme car le Président n'est pas le Souverain, il est le mandataire du vrai Souverain dans la République, le Peuple.

Alors, le Chef de l'État est élu au suffrage universel par le Souverain, le Peuple et il se doit de vérifier constamment de la validité de son mandat auprès de son mandant collectif.

Cela explique la pratique répétée du référendum impliquant le plébiscite, la communication constante par la radio et la télévision.

Cette relation entre un Chef de l'État et un ou des Peuples ne se ferait probablement pas sur la base d'un Septennat, mais sur une période plus longue tant que le gouvernant a la confiance des gouvernés.

Il s'agirait en effet d'un monde où les gouvernés comme les gouvernants peuvent vivre très longtemps; Rien n'empêche qu'ils parcourent ensemble une longue portion de temps, l'ère de la politique se comptant en siècles, millénaires etc ...

Un Principe d'Ordre incarné par le Chef de l'État se donne pour mission d'étendre la Démocratie par l'extension des libertés politiques et économiques du Peuple. Le Président de la République devient donc une sorte de "Législateur inspiré" notion tirée implicitement d'une idée confuse de Jean-jacques ROUSSEAU¹³⁷.

Charles de GAULLE était d'autant plus déroutant pour ses contemporains que son action n'était pas comprise car il avait une grande capacité à se projeter dans l'avenir, ses conceptions avaient au moins 30 à 50 ans d'avance sur le reste de la classe politique.

Les adversaires successifs du Gaullisme :

Le Gaullisme ne peut qu'être qu'un danger mortel pour les partisans du pouvoir oligarchique, partisans que l'on rencontre dans trois milieux :

L'oligarchie politique traditionnelle de Gauche comme de Droite. Française comme étrangère. Le personnel politique des III^{ème} et IV^{ème} Républiques ne peuvent supporter le Gaullisme. Le Gaullisme peut aussi troubler les Américains.

L'oligarchie économique ploutocratique Française ou internationale, en particulier Américaine, car l'idée Gaulliste de Participation implique à terme le partage des richesses et

¹³⁷ ROUSSEAU Jean-Jacques Du contrat Social -GF Flammarion n°94.

la participation à la gestion du Système économique.

L'oligarchie intellectuelle sous la forme de l'élitisme, car le Gaullisme revient à terme à éduquer les Français, à démocratiser la connaissance. Or, si la masse finit par penser par elle-même, elle finira bien par devenir à elle-même sa propre élite.

Les événements de 1968 étaient une menace directe pour les oligarques en tout genre non pas du fait de COHN BENDIT et autres, mais du fait des conclusions que De GAULLE a tirées des événements. Il a tenté d'en profiter pour relancer l'idée de Participation, il parlait de "mutation" de la Société (discours du 24 Mai 1968).

Il était temps pour les oligarques de "vider le Vieux", ce qui fut fait grâce à l'échec du référendum du 27 Avril 1969. Les oligarques avaient trop longtemps toléré au sommet de l'État un dangereux subversif.

Parmi les anti-gaullistes, on retrouva la Gauche avec François MITTERRAND, le Centre ou la Droite non Gaulliste avec Valéry GISCARD D'ESTAING. Cela n'est pas surprenant.

Seulement, Jean-Marie COLOMBANI rappelle dans son livre *Le Résident de la République*¹³⁸ l'existence d'un anti-gaullisme au sein du Parti Gaulliste.

Pour bien comprendre en quoi consiste cet anti-gaullisme d'un genre particulier rappelons que le Gaullisme historique de Charles de GAULLE peut être décrit comme l'assemblage de deux éléments :

1. Un élément d'Ordre.
2. Un élément de transformation permanente de la Société, un réformisme dont le but est de se dispenser du "révolutionnarisme".

Si vous ne retenez du Gaullisme que le Principe d'Ordre sans le Principe de transformation de la Société vous obtenez un Parti conservateur banal pour une République bourgeoise sur le modèle des républicains des III^{ème} et IV^{ème} Républiques. Problématique que nous avons rencontré page 28 au sujet de la Démocratie limitée et page 73 au sujet de la Franc-Maçonnerie.

Or, dans une Société en mutation ne retenir que le Principe d'Ordre en se dispensant du Principe de transformation revient à renoncer au réformisme et à réactiver le risque de Révolution.

La "chiraquisation" du parti Gaulliste en 1976 par la Création du Rassemblement Pour la République (R.P.R.) ne peut donc aboutir à rien car il n'y a pas ou plus de volonté de transformation de la Société.

Si le Parti Gaulliste devient un Parti conservateur pour personnes âgées flanquées quelques jeunes gens, soit naïfs, soit opportunistes, le risque est alors de voir le gaullisme

¹³⁸ COLOMBANI Jean-Marie *Le Résident de la République* - Stock 1998.

devenir ce qu'il est clandestinement pour certains depuis 1944-45, un Pétainisme de substitution, du "Généralisme", une sorte de Vichysme édulcoré en Maréchalisme.

Il ne faut pas oublier non plus qu'avant 1940, Pierre LAVAL était un pur produit de la III^{ème} République. Nous nous demandons s'il n'existe pas des versions modernes du Pierre LAVAL de 1935, au sens d'un personnel politique qui par sa mentalité n'a rien à voir avec la manière d'être de Charles de GAULLE.

Nous ne sommes pas loin de penser que, sous un vocable et une symbolique Gaulliste, l'emprise du Maréchalisme, du Pétainisme est considérable en France même 60 ans après les faits, mais c'est une emprise non formulée, non avouée, psychanalytique.

L'aboutissement ne peut être qu'une crise politique, économique et sociale de plus en plus profonde avec une dissolution progressive du système de Partis politiques et une marginalisation du personnel politique.

La dissolution du 21 Avril 1997, maintenant bien oubliée, n'a donc pas dissout que l'Assemblée Nationale.

Une réactivation du Gaullisme et une tentative d'adaptation internationale de celui-ci seraient pourtant d'une grande utilité pour associer :

1. L'ancien (le Régime traditionnel) et le moderne (la Démocratie).
2. Le particulier (l'homme "situé" dans sa diversité) et l'universel (la mondialisation et le genre humain en général).

L'alternative est maintenant claire, pour l'avenir, les élites oligarchiques actuelles ont le choix entre le réformisme ou la Révolution ou encore la "Guerre révolutionnante", notion que nous avons abordée page 10.

Conclusion

Avant d'examiner l'alternative qui s'offre aux oligarchies politiques, économiques et intellectuelles, milieu que l'on pourrait qualifier de "bourgeois", il faut considérer que les termes de cette alternative vont aussi concerner la Gauche communiste et l'Ultra-gauche.

Vers un anticommunisme "secondaire" ?

L'anticommunisme dit primaire serait le fait d'une portion de la Droite et d'une partie de la Gauche Socialiste, il vise à s'opposer au Communisme au nom de la défense de la Démocratie, du Droit de Propriété¹³⁹, de la pertinence du Capitalisme. Le Communisme serait lui une erreur à éradiquer au besoin par l'action de fusilleurs, hommes politiques et militaires, chargés de réprimer cette dangereuse utopie.

Cet anticommunisme est connu, classique, mais dans le projet d'organisation de Société future que nous avons exposée, il y a un germe d' "anticommunisme secondaire".

En effet, si au lieu de rencontrer son dépassement, prophétisé par Robert HUE¹⁴⁰, le Capitalisme lui-même intègre une fonction de partage, de mise en commun, que devient alors le Communisme ?

Alors, il y a un risque de voir la Gauche Communisme et l'Ultra-gauche, au sens de Gauchiste, d'Extrême Gauche et de certains Socialistes radicaux, s'opposer à la mutation de la Société afin de conserver l'organisation de cette Société dans son état de la Libération en 1945. Cette portion de la Gauche espérant ainsi conserver ses organisations, ses valeurs, son univers mental par peur de l'inconnu, du nouveau.

Cette peur panique de basculer dans autre chose créerait une alliance objective avec la portion du patronat la plus rétrograde, la bourgeoisie la plus conservatrice, la moins partageuse. Dans le type de Société organisée en France en 1945, conservatisme bourgeois et Communisme sont les deux faces d'un même compromis social.

On pourrait bien en arriver à la situation où un nouveau Pouvoir liquiderait le Communisme par la force, non pas sur la base d'un anticommunisme primaire, Bourgeois et Socialiste, mais sur la base d'un anticommunisme secondaire qui viserait à faire, pour reprendre les paroles de l'Internationale, "du passé table rase".

La Gauche Communiste serait donc victime d'avoir eu raison trop tôt sans avoir eu les moyens techniques et conceptuels de transformer le monde et l'organisation des Sociétés humaines, si bien qu'en pratique, le Communisme en est réduit, soit à être réprimé, soit d'exercer le pouvoir en simple force d'appoint, soit à créer des monstruosité politiques et sociales avec LÉNINE, STALINE, POL POT etc ...

¹³⁹ Le Socialisme en France vise ce qui, à l'étranger, est la Sociale Démocratie et éventuellement une portion de Gauche des Démocrates Chrétiens.

¹⁴⁰ Ancien Secrétaire National du Parti Communisme Français (P.C.F.).

L'alternative offerte aux oligarques bourgeois :

La nécessité d'étendre à la fois la Démocratie et à redistribuer les richesses produites, implique une liquidation de la triple oligarchie politique, économique et intellectuelle pour y substituer une forme de générosité, de partage.

Les oligarques peuvent choisir la voie du pragmatisme en participant à la "fusion des Ordres dans l'ordre" et prendre ainsi leur part dans l'organisation du monde à venir.

Cette politique pragmatique peut se qualifier de réformisme. Or, Jean-François KAHN démontre dans son livre, contribution fondamentale à la Science politique, *Tout change parce que rien ne change - Introduction à une théorie de l'évolution sociale*¹⁴¹, que le réformisme transforme plus les Sociétés sur le long terme que les Révolutions, le révolutionnarisme.

Les Révolutions auraient pour effet paradoxal de cristalliser l'évolution des Sociétés, de bloquer leur développement donc de conserver des archaïsmes, des structures sociales et mentales anciennes.

Il est même permis dans ce cadre d'être Conservateur et de viser une sorte de réaction politique à condition d'être un Conservateur intelligent et de suivre le conseil que le Prince Giuseppe TOMASI DI LAMPEDUSA met dans la bouche du prince Salina dans son roman posthume *Le Guépard*¹⁴² (1958), porté au cinéma par Luchino VISCONTI dans le film du même nom en 1963 :

<< Il faut que tout change radicalement pour que tout reste comme avant >>

L'avant dont il est question, c'est l'avant de l'unité italienne, l'avant de la Révolution de 1789. Toutefois, le personnage du Prince SALINA ne se fait pas d'illusion, le pouvoir de son milieu oligarchique ne peut encore se maintenir qu'une centaine d'année, soit une échéance vers 1960.

Les partisans actuels, explicites ou implicites, de la concentration oligarchique du pouvoir ne doivent pas eux aussi se faire d'illusions, s'ils ne font pas de concessions, ils seront balayés car l'organisation actuelle de la Société produit de l'exclusion à grande échelle, ce qui implique, à terme, la non-viabilité de cette organisation sociale.

En effet, à trop créer d'exclusion, à considérer celle-ci comme marginale et donc sans urgence prioritaire, c'est le corps social qui est menacé car à quelle ampleur s'arrête la marge des exclus, sacrificables, et la partie intégrée, utile et nécessaire, de cette Société.

Il faut en déduire que s'occuper de tout le monde dans une Société, profite à la fois à son sommet et à sa base.

¹⁴¹ KAHN Jean-François *Tout change parce que rien ne change - Introduction à une théorie de l'évolution sociale* - Fayard 1994.

¹⁴² TOMASI DI LAMPEDUSA Giuseppe *Le Guépard* - Points n° P 260.

Un berger qui au nom de la rentabilité de la masse de son cheptel ne prend pas la peine de secourir, une par une, ses brebis égarées, finit par faire faillite. Il en va de même des Pasteurs en politique.

Telle peut être l'interprétation moderne de Matthieu 18 :12 à 18 :14 :

<<Que vous en semble ? Si un homme a cent brebis, et que l'une d'elles s'égare, ne laisse-t-il pas les quatre-vingt-dix-neuf autres sur les montagnes, pour aller chercher celle qui s'est égarée?

Et, s'il la trouve, je vous le dis en vérité, elle lui cause plus de joie que les quatre-vingt-dix-neuf qui ne se sont pas égarées.

De même, ce n'est pas la volonté de votre Père qui est dans les cieux qu'il se perde un seul de ces petits>>¹⁴³.

Les oligarques peuvent choisir la voie du refus obstiné et catégorique, celle du Conservatisme bête et de la Réaction méchante, alors ils se condamneraient eux-mêmes en produisant par leur comportement les Révolutionnaires qui vont les abattre.

Les Conservateurs bêtes et méchants sont les meilleurs amis des théoriciens révolutionnaires et des révolutions.

On peut penser que dans les années 2010, pas plus qu'en 1789, il n'y a dans la masse du peuple que très peu de révolutionnaires car la Révolution est un trouble hasardeux et sanglant, mais beaucoup plus de révoltés par les injustices sociales, ce que l'Histoire a retenue sous le terme d' "Abus".

Seulement, la mentalité des élites qui tiennent le Sommet de la Société prépare un néo-robepierrisme, au sens le plus basic de règne des "coupeurs de têtes" pour reprendre l'expression d'Honoré de BALZAC.

C'est d'autant plus grave que, depuis le temps, les détenteurs de Pouvoirs ne doivent plus se faire d'illusion en matière de Révolution.

L'Ancien Régime avait connu, surtout à partir de la Guerre de Cent ans, une contestation périodique de l'Autorité Royale par les Grands de la noblesse, les Parlementaires au sens de la Justice, les Bourgeois, le populaire, tout ce monde se coalisant parfois pour un temps.

Jusqu'en 1789, la Royauté échappa à Étienne MARCEL, Maire de Paris à problèmes, à Simon CABOCHE et son Syndicat de la boucherie, à la Ligue du Bien Public, à la Guerre Folle, à la Ligue, à la Fronde.

Les acteurs de 1789, de Louis XVI à Robespierre ont l'excuse de s'être retrouvés dans un cadre radicalement nouveau, ils ont été précipités dans le Monde Moderne

¹⁴³ La Saint Bible - Version de Louis SEGOND (1910).

et ils en sont tous morts. Le Robespierreisme était peut-être prévisible par l'effet de théorie politique ou de précédents historiques, mais il est possible qu'il soit le fruit d'un cours nouveau des événements, inconnu jusqu'alors.

En 1917, Nicolas II ne devait déjà plus se faire d'illusion car Lénine avait déjà décidé de transformer le Robespierreisme, né du fil des événements, en pratique institutionnel, l'organisation à vaste échelle de la liquidation physique.

Après 1789 et 1917, les Révolutionnaires tout comme les gouvernants sont donc à égalité d'information. Le fait révolutionnaire est prévisible, quantifiable, son mécanisme est descriptible.

Cela prouve combien les détenteurs de pouvoir sont en état de misère intellectuelle, morale et même spirituelle, s'il est encore permis de parler de spiritualité sans être taxé d'a priori religieux. Il faut tenter d'opérer une révolution mentale, une sorte de conversion des âmes, sorte de rachat de l'Humanité en perdition, victime qu'elle est du nihilisme, de "l'égoïsme bourgeois".

La question est de savoir si les élites actuelles sont "sauvables" du sort funeste qui leur est promis, car pour être sauvé, il faut se reconnaître pécheur, même Jésus-Christ ne sauve pas les gens malgré eux, il faut désirer la rédemption.

Dans ce cadre un possible néo-robspierreisme peut être perçu :

1. Soit comme scandale moral relevant du Code pénal.
2. Soit comme une sanction juste et nécessaire d'un entêtement coupable.

C'est en effet un Crime contre la Société de bloquer son évolution au risque de la tuer, cela dans le but égoïste de préserver des intérêts particuliers mesquins.

Si la poursuite de l'évolution de la Société rendait nécessaire, le retour des "Sacrifices humains", il ne faudra pas avoir trop de regrets, certes des gens remarquables périront emportés par la vague, mais d'autres ne seront déjà plus que des âmes mortes au moment de leur exécution.

C'est là que l'on découvre que Jésus-Christ n'était peut-être pas que la source de toutes bontés que l'on loue dans les églises, mais qu'il avait, a ou aura une face terrible quand il déclare :

<< Il faut laisser les morts ensevelir leurs morts >>¹⁴⁴

¹⁴⁴ Cité, entre autre, par Matthieu 8 : 22.

